

bulletin

Le magazine du Credit Suisse · Numéro 5 · Décembre 2005 · 111^e année

Suisse: Baromètre 2005 – la peur du chômage en tête ; quand le voyage mène au succès
Conjoncture : les prévisions 2006 ; agro-alimentaire : l'innovation nourrit la croissance



Nous voyons

la réalisation du rêve de votre grand-père.

Le succès d'une entreprise dépend d'abord de ceux qui la dirigent, génération après génération. Avec le savoir-faire nécessaire et en mettant tout leur cœur à l'ouvrage, ils pourront la faire prospérer et grandir. Nous avons la plus grande estime pour les entreprises et le potentiel qu'elles renferment. C'est ce qui nous incite à développer de nouveaux logiciels, qui pourront stimuler leur croissance et contribuer à leur succès.

www.microsoft.com/switzerland/fr/potential





Améliorer les conditions d'activité pour favoriser l'innovation

Le vieillissement de notre société va peser lourdement sur les systèmes de protection sociale. Même si les effets de ce phénomène ne sont guère perceptibles à l'heure actuelle, ils font déjà partie des soucis de la population : l'enquête réalisée en complément du dernier Baromètre des préoccupations du Credit Suisse (voir page 26) révèle en effet que pour 97% des Suisses interrogés, la garantie à long terme de l'AVS/AI est un objectif politique important, voire très important.

Face à cette évolution, le mot magique lancé par les politiques est « innovation ». L'innovation promet des gains de productivité, la croissance, bref un véritable eldorado économique où le problème des retraites ainsi que les autres problèmes de répartition se résoudront comme par enchantement.

S'il y a une unanimité sur le rôle primordial de l'innovation, les avis divergent lorsqu'il s'agit d'engager des actions concrètes. Certaines voix demandent que l'innovation soit encouragée par des programmes étatiques. Mais l'innovation ne se décrète pas. La seule chose que l'on puisse faire, c'est mettre en place un environnement favorable à son développement.

Selon le rapport sur la croissance publié par le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), trois grands facteurs semblent entraver l'innovation en Suisse : le manque de personnel qualifié, une réglementation excessive et les possibilités de financement. Le premier point requiert notamment une politique de l'immigration susceptible de remédier à cette situation. Par ailleurs, l'édu-

cation et la recherche – les clés du succès au XXI^e siècle – doivent être plus fortement exposées à la concurrence et soumises à des règles et à des décisions relevant davantage du secteur privé que du secteur public. Dans le domaine des infrastructures, la Suisse a déjà fait un pas – hésitant, certes – dans cette direction.

Concernant le deuxième point, l'économie intérieure doit elle aussi affronter la concurrence. Ce n'est pas un hasard si les secteurs très concurrentiels affichent un haut niveau de productivité et une forte valeur ajoutée brute. Une économie « à deux vitesses », avec d'un côté un secteur exportateur très performant et, de l'autre, une économie intérieure lourde et inefficace, n'a pas d'avenir. La solution passe donc par une réglementation moins contraignante.

Reste le point des possibilités de financement. Depuis peu, le Credit Suisse permet aux PME de se procurer plus facilement des capitaux assimilables à des fonds propres. Ses deux nouvelles plates-formes de financement, CSF Mezzanine et PREPS (voir page 44), répondent aux besoins de financement d'un grand nombre d'entreprises désireuses de croître sans pour autant modifier la structure de leur capital.

Pour favoriser l'innovation, il faut encore améliorer le contexte économique. On dit que celui qui ne s'adapte pas disparaît. Le moment est venu de conjuguer les efforts pour mettre en œuvre les changements nécessaires.

René Buholzer, responsable Public Affairs

Votre instinct vous dit «oui».
Votre raison aussi.



NOKIA 8800

Une esthétique sans compromis et une fonctionnalité parfaite s'unissent rarement aussi harmonieusement. Cela n'arrive que lorsqu'un design élégant et intemporel abrite des technologies de pointes. Elancé, le boîtier est en acier inoxydable. Son mécanisme d'ouverture souple dévoile un écran anti-rayures à l'affichage brillant. Les sons ont été composés par Ryuichi Sakamoto. Le Nokia 8800. Conçu pour les sens.

www.nokia.ch

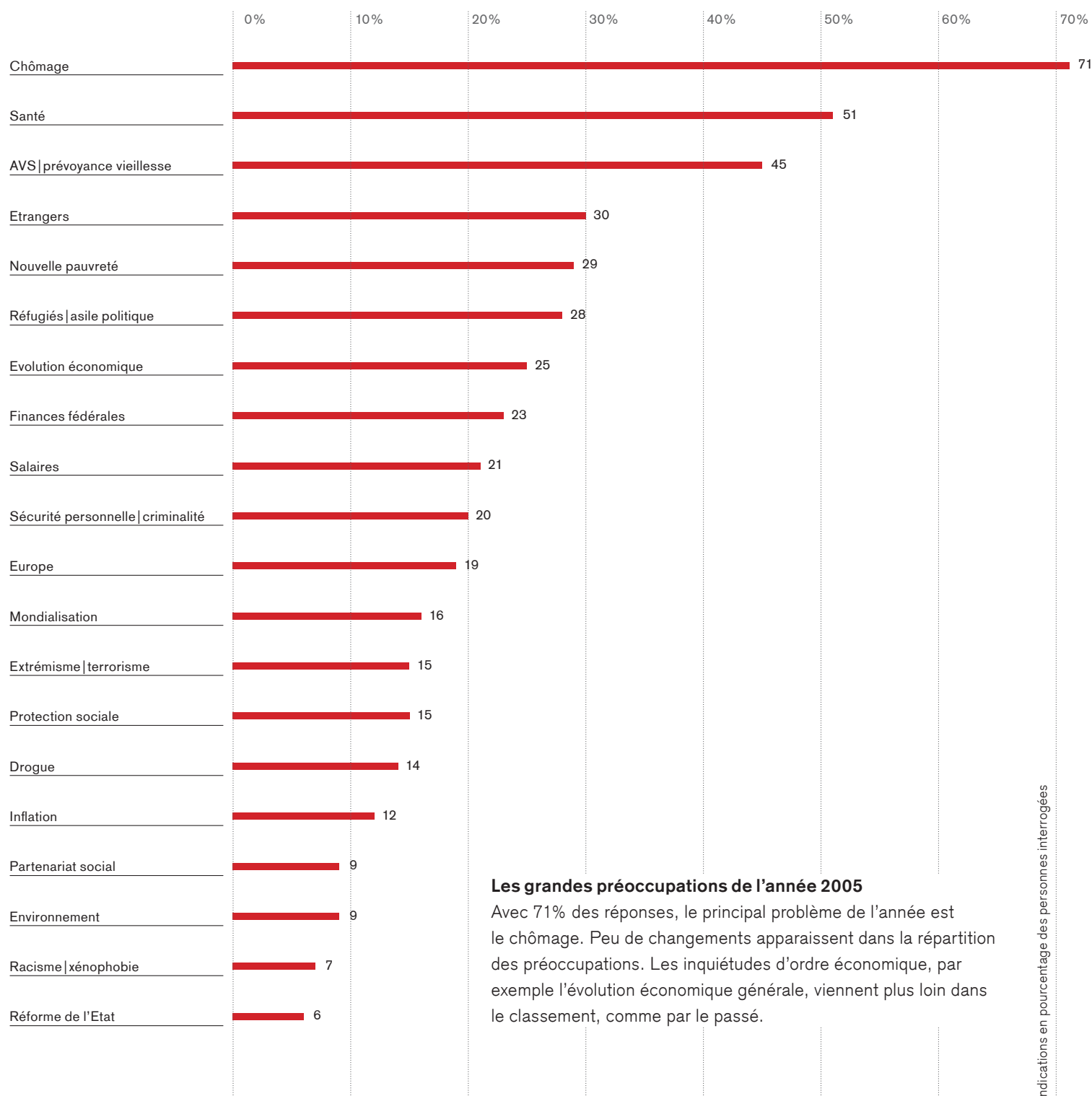
NOKIA
Connecting People

Focus : Suisse	06	<u>Baromètre des préoccupations 2005</u>	Le chômage empêche les Suisses de dormir
	10	<u>Interview</u>	Commentaire du président du Conseil national 2006
	12	<u>Enquête</u>	Dialogue avec une enquêtrice de terrain
	14	<u>Europe</u>	Des politologues et des économistes parlent du rôle de la Suisse
	18	<u>Helvétie</u>	Le photographe Gerry Amstutz illustre les particularités suisses
	26	<u>Suisse</u>	Bien notée pour la sécurité, moins pour la performance
	30	<u>Investissements directs</u>	La « sixième Suisse » met le turbo
	32	<u>Soif d'aventure</u>	Partir pour mieux revenir
Credit Suisse Business	38	<u>Petit glossaire</u>	Trois termes du monde de la finance
	39	<u>Entreprises</u>	Le Swiss Venture Club soutient les PME helvétiques
	40	<u>En bref</u>	Dernières nouvelles de la Suisse et de l'étranger
	42	<u>Clientèle entreprises</u>	Le crédit consortial pour garantir l'emploi
	44	<u>Financements</u>	De nouvelles solutions pour les entreprises
Credit Suisse Engagement	46	<u>Sponsoring</u>	Le Credit Suisse s'engage au-delà des frontières
	48	<u>Football</u>	En route pour le Mondial !
	50	<u>Pot-pourri</u>	Quand les enfants se lancent dans l'opéra
	52	<u>Fondation</u>	« Little Dreams » transforme des rêves d'enfants en réalité
Research Monthly	>		Notre cahier financier : un journal dans le journal
Economie	54	<u>Perspectives 2006</u>	Entretien avec le chef économiste Alois Bischofberger
	58	<u>Travail</u>	Une Suisse compétitive malgré les hauts salaires
	62	<u>Placements</u>	Les emprunts indexés sur l'inflation protègent des surprises
	64	<u>Branches</u>	Bel avenir pour la chimie, la pharmacie et le plastique
	66	<u>Agro-alimentaire</u>	L'innovation nourrit la croissance
	69	<u>Notes de lecture</u>	Guide pratique d'ouvrages économiques
Leaders	70	<u>Nikolaus Gelpke</u>	Le jeune homme et la mer
De clic en clic	74	<u>@propos</u>	Le loup est omniprésent
	74	<u>emagazine</u>	Forum en ligne : le monde des dérivés
Impressum	69		Renseignements utiles sur le Bulletin

Texte : Marcus Balogh

Quand le travail va, tout va...

Selon le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse, les Suisses placent en tête de leurs inquiétudes, tout comme l'an passé, le chômage, le système de santé et la prévoyance vieillesse. Et bien que la plupart d'entre eux jugent positivement leur situation économique, ils craignent de plus en plus la pauvreté.



Le Credit Suisse fait effectuer chaque année depuis 1976 une enquête intitulée « Baromètre des préoccupations ». Voilà maintenant dix ans que l'Institut de recherches indépendant GfS à Berne (gfs.berne) reprend les questions sous la même forme.

Compte tenu de cette longue observation, le Baromètre des préoccupations permet aux chercheurs de gfs.berne d'obtenir, outre un instantané du moral de la population, un aperçu des tendances à long terme.

La première partie de cet article étudie donc les grands sujets d'inquiétude actuels pour le citoyen suisse. La deuxième partie, quant à elle, observe à la loupe les principaux résultats de l'enquête dans une comparaison établie sur la durée. Enfin, le Bulletin examine comment les personnes interrogées perçoivent leur environnement économique et quels sont les effets des problèmes et de leur appréciation sur la confiance des Suisses dans l'économie et dans la politique.

Statu quo en haut du classement

Quels sont donc les principaux problèmes de la Suisse du point de vue de la population en âge de voter ? Peu de changements dans l'énoncé des questions depuis l'origine du Baromètre des préoccupations. De même, le groupe de tête des inquiétudes exprimées reste quasiment inchangé.

C'est toujours le chômage qui mène le classement (voir graphique page ci-contre). Un résultat qui peut paraître surprenant étant donné le taux de chômage actuel de quelque 4%. Mais plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Outre la crainte d'être elles-mêmes touchées, les personnes interrogées ont surtout peur de voir le coût du chômage freiner, voire paralyser la croissance. A quoi s'ajoutent les délocalisations d'emplois, souvent évoquées dans la presse, le débat sur le contexte économique et les perspectives conjoncturelles considérées comme peu souriantes. Tous ces facteurs sont manifestement source d'inquiétude pour les répondants.

Il en va un peu de même des soucis mentionnés aux places 2, 3 et 4 : pour le moment, le système de santé fonctionne, le financement de l'assurance vieillesse et survivants (AVS) et de la prévoyance vieillesse est toujours assuré et le nombre de requérants d'asile est en baisse. Mais à cet égard aussi, il importe d'agir aujourd'hui pour assurer le maintien de notre système de santé et le financement des retraites sur le long terme. Or il semble que les personnes interrogées doutent que des changements majeurs soient vraiment initiés par les dirigeants politiques (voir dernier graphique page 9).

Dans le « top five » des problèmes les plus importants, un sujet sort du rang, à savoir la nouvelle pauvreté, qui prend dorénavant la cinquième place, avec 29% des réponses (huitième place l'an dernier avec 22% des réponses). Une avancée logique, car la peur du

Une base de données d'une grande stabilité

Le Credit Suisse fait effectuer l'enquête du Baromètre des préoccupations depuis 1976 auprès de la population suisse en âge de voter. Ce baromètre ne veut pas être un observateur de l'opinion publique, comme le sont la télévision ou les journaux ; il reflète simplement les jugements des citoyens helvétiques. Les données sont collectées dans des entretiens personnels. Cette année, l'enquête a été réalisée entre le 15 août et le 2 septembre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population en âge de voter.

chômage et celle de l'appauvrissement personnel vont probablement de pair.

Les préoccupations suivent les statistiques

Les prévisionnistes voient généralement l'avenir avec un optimisme prudent. Toutefois, en dépit de tous les Cassandre, les quatre dernières années sont loin d'avoir été dramatiques sur le plan économique. Ce qui n'empêche pas la peur du chômage de croître inexorablement depuis cinq ans. Dans son enquête, gfs.berne fait apparaître des groupes d'opinion clairement délimités. Le sujet du chômage semble particulièrement brûlant pour les employés et les cadres du secteur privé ainsi que pour les salariés aux revenus moyens et élevés, tandis que les personnes à très hauts revenus, indépendamment du secteur économique, s'en inquiètent moins. Ce groupe d'opinion comprend aussi les indépendants, les propriétaires immobiliers, les citoyens exerçant activement leur droit de vote et les personnes sans activité lucrative.

D'une manière générale, cependant, la courbe (ascendante depuis l'année 2000) évolue parallèlement aux statistiques officielles du chômage. Plus l'éclairage de la presse est négatif, plus le chômage est cité par les personnes interrogées.

Santé et vieillesse : des hauts et des bas

La situation se présente un peu différemment pour les problèmes des places 2 et 3, qui sont le système de santé et l'AVS/la prévoyance vieillesse, dont la tendance est croissante depuis la première édition du Baromètre des préoccupations. Pourtant, l'un comme l'autre ont enregistré des reculs à quatre reprises, même si l'évolution des >

Indications en pourcentage des personnes interrogées



La perception des problèmes

La « nouvelle pauvreté » gagne du terrain

Les principaux thèmes n'ont pas changé. Un seul d'entre eux sort un peu du lot : le problème de la nouvelle pauvreté. Avec des hauts et des bas depuis 1998, il s'est maintenant hissé au cinquième rang des préoccupations.

Le travail, source de soucis

La peur de perdre son emploi est pour beaucoup une menace permanente. Depuis l'éclatement de la bulle de la nouvelle économie, le thème du chômage a grimpé de 34 à 71 citations sur 100 répondants.

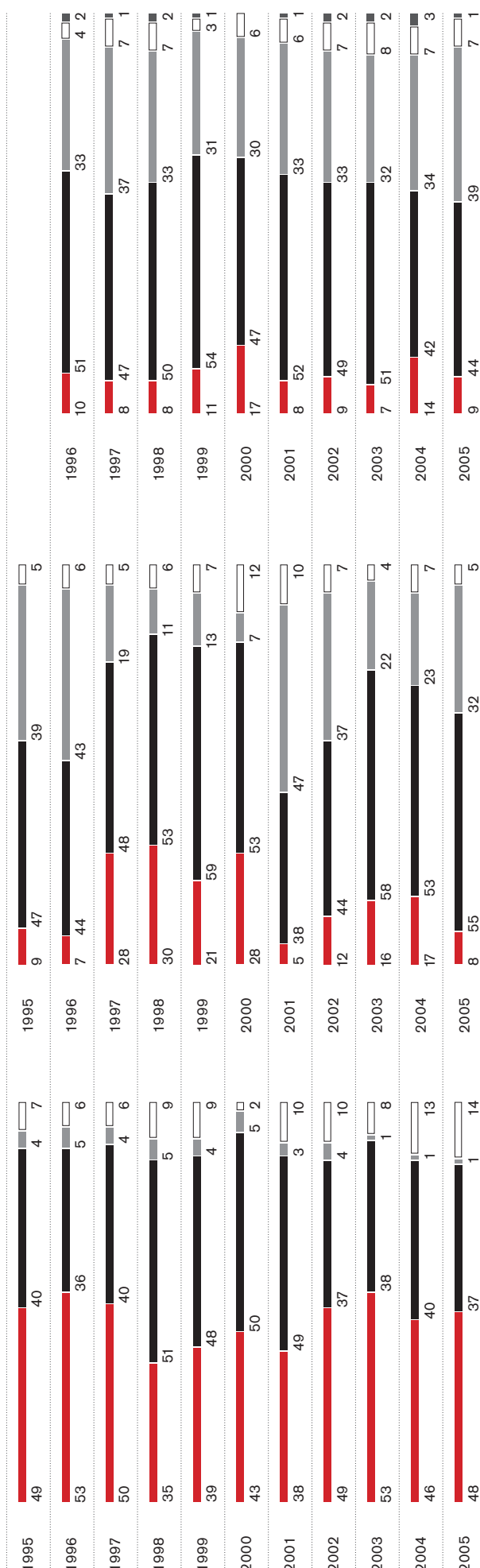
Les primes pèsent sur les petits revenus

Les hausses des primes de l'assurance-maladie sont la cause essentielle des mauvaises notes. Ainsi, les personnes ayant subi une dégradation de leur situation économique soulignent particulièrement les craintes suscitées par le système de santé.

Curieux optimisme dans le domaine social

Les personnes dont la situation s'est détériorée sur le plan économique semblent étrangement plus confiantes dans les institutions sociales. Elles ont tendance à mentionner moins fréquemment la prévoyance vieillesse comme un souci prioritaire.

Indications en pourcentage des personnes interrogées



Les tendances

La majorité va encore bien

« Comment jugeriez-vous votre situation économique à l'heure actuelle ? » La situation personnelle est considérée comme bonne par la plupart des répondants. Un résultat positif en soi, mais qui n'a encore jamais été aussi bas.

- Très bonne
- Bonne
- Passable
- Mauvaise
- Très mauvaise

Les perspectives restent maussades

« Quelle sera selon vous l'évolution de la situation économique générale au cours des douze prochains mois ? » Le pessimisme a légèrement décliné depuis 2002. Mais le climat ne peut guère être qualifié d'optimiste.

- Amélioration
- Stagnation
- Dégradation
- Pas de réponse

Les politiques n'inspirent pas confiance

« Pensez-vous que les hommes politiques ne sont pas à la hauteur de leur tâche dans des domaines décisifs ? » A peu près la moitié des répondants sont sceptiques à l'égard des politiques. Voir page 10 l'entretien avec Claude Janiak (PS), nouveau président du Conseil national.

- Souvent
- Rarement
- Jamais
- Sans opinion

courbes n'est pas absolument identique pour les deux thèmes (voir graphique page 8).

La similitude règne par contre en ce qui concerne la composition des groupes de répondants : les seniors et les personnes à bas niveau d'instruction et de revenus manifestent plus d'inquiétude pour l'évolution du système de santé et de l'AVS/la prévoyance vieillesse. Sur ce point, les jugements varient plus fortement que les autres années entre les différentes régions linguistiques, la Suisse romande se montrant nettement plus inquiète que la Suisse italienne ou la Suisse alémanique.

Résultats (presque) positifs pour l'économie

Malgré leurs problèmes, les Suisses restent sereins face à leur situation économique personnelle. Tout semble aller très bien pour 9% d'entre eux, tandis que 44% estiment que leur situation est « bonne ». gfs.berne souligne néanmoins que l'appréciation est plus négative pour les couches de revenus moyens, qui sont sceptiques quant à

une nette amélioration de la situation économique générale dans un proche avenir. Il n'en reste pas moins que, malgré le contexte global, l'évolution de la situation économique personnelle est jugée un tout petit peu plus favorable que ces trois dernières années.

Les politiques font face à un vent contraire

Etant donné l'opinion plutôt critique sur les dernières années et les attentes circonspectes pour l'avenir, le bilan n'est pas particulièrement flatteur pour les milieux politiques et économiques. Il y a 48% des citoyens pour estimer que, bien souvent, les hommes politiques ne sont pas à la hauteur de leur tâche, et 46% pensent qu'il en est de même dans la vie économique. Cela correspond à peu près au niveau de l'an passé. Une thèse intéressante a été émise par gfs.berne après une étude minutieuse des données et des interactions : de plus en plus de gens sont déçus par les politiques. Cependant, au lieu de prendre leurs distances à l'égard de la politique, ils s'y adonnent davantage, mais dans l'opposition. <

« Le Gouvernement a attendu trop longtemps »

Claude Janiak, nouveau président du Conseil national, comprend absolument la perte de confiance des Suisses dans la classe politique. « Trop de questions restent en suspens. » Interview : Andreas Thomann

Bulletin : Monsieur Janiak, partagez-vous les préoccupations de la population suisse ?

Claude Janiak: Pas en tous points. Le chômage, par exemple, n'arriverait pas pour moi au premier rang car je travaille à mon compte et suis donc en quelque sorte privilégié (rires).

Pouvez-vous quand même comprendre le classement des préoccupations ?

Tout à fait. Beaucoup d'étudiants sont dans l'incertitude quant à leur avenir professionnel. C'est une réalité. En même temps, les salariés de plus de 50 ans perdant leur emploi rencontrent de graves problèmes. Je le constate en tant qu'avocat. Il n'est pas rare alors que ces gens se retrouvent en invalidité. Autrement dit, les entreprises transfèrent les coûts du travail sur la collectivité, au risque de se nuire à elles-mêmes.

Le chômage pourrait donc rester en tête du Baromètre des préoccupations dans les prochaines années ?

J'espère que non. En tout cas, je constate une certaine évolution dans les entreprises, particulièrement en ce qui concerne les collabora-

teurs âgés. Les chefs d'entreprise ont compris qu'ils ne pouvaient pas se permettre de renoncer au savoir-faire des seniors. Heureusement, la recherche de la performance à tout prix perd du terrain au profit d'une culture plus durable.

Voyez-vous aussi une lueur d'espoir pour la préoccupation qui arrive en deuxième position, le système de santé ?

Pas vraiment. Il y a vingt ans qu'on parle de l'explosion des dépenses de santé. Pourtant, le Conseil fédéral n'a toujours pas proposé de solutions judicieuses. Et alors que la politique familiale est un thème omniprésent, les familles moyennes souffrent particulièrement de la flambée des primes d'assurance-maladie, d'autant que les salaires ont tendance à stagner.

Les soucis d'argent sont-ils à l'origine de la montée en puissance de la « nouvelle pauvreté » ?

Certainement. Pour beaucoup de familles, les fins de mois sont difficiles. Et il suffit d'un événement imprévu, par exemple un divorce, pour détruire le fragile équilibre. Bien sûr, on

pourrait objecter que les gens n'ont pas besoin de se séparer. Mais telle est la réalité.

Non seulement les Suisses s'inquiètent des problèmes du moment, mais ils se font également du souci pour ceux que réserve l'avenir, la prévoyance vieillesse par exemple. Etes-vous surpris ?

Non, parce que le sujet est constamment à l'ordre du jour. A tel point que nombre de jeunes de 20 ans sont convaincus qu'ils ne percevront jamais leur assurance vieillesse et survivants (AVS). Une inquiétude que j'estime injustifiée.

Cela signifie-t-il que le classement des préoccupations est fortement influencé par les médias ?

Et par les hommes politiques. Tout dépend du thème figurant sur l'agenda politique et de la manière dont il est traité. Bien souvent, les hommes politiques attisent inutilement les craintes, qu'il s'agisse de la prévoyance vieillesse ou encore de la question des étrangers, qui a également remonté dans votre classement. D'où une distorsion de la perception.

Comment expliquer sinon que les réticences à l'égard des étrangers soient nettement moindres dans une ville comme Bâle, où ceux-ci sont nombreux, que dans la plupart des zones rurales ?

La question des étrangers ne serait donc qu'un problème artificiel ?

Il faudrait être naïf pour le penser. Evidemment, il y a des problèmes. Et la classe politique a attendu trop longtemps pour agir. Y compris d'ailleurs les partis de gauche, pour lesquels le sujet était un peu tabou. Eux aussi se sont maintenant rendu compte que les étrangers n'avaient pas seulement des droits, mais également des devoirs, comme celui d'apprendre la langue locale, une condition sine qua non de l'intégration.

Selon les économistes, nous allons renouer avec la croissance. La population, par contre, n'attend aucune amélioration dans les douze prochains mois. Les Suisses seraient-ils trop pessimistes ?

Loin de moi l'idée de vouloir juger les autres. A chacun d'évaluer la situation. Dans l'ensemble, cependant, il est vrai que les Suisses ont tendance à broyer du noir. Des inquiétudes se manifestent, notamment sur la question de l'Europe.

A propos de l'Europe, justement : le sujet n'arrive qu'au onzième rang dans la liste des préoccupations. N'est-ce pas en contradiction avec les débats enflammés sur le sujet ?

L'Europe ne fait parler d'elle qu'au moment d'une votation, et alors les esprits s'échauffent car tout revient aussitôt à la question de l'adhésion à l'Union européenne (UE). Après le vote, l'Europe est tout de suite oubliée dans le débat public. Le Conseil fédéral n'est d'ailleurs pas innocent en la matière : depuis quatre ans, nous attendons une proposition sur la suite des événements au sujet de l'Europe. Or il nous faudrait d'urgence savoir quelles seraient les conséquences d'une adhésion à l'UE, surtout dans des domaines aussi sensibles que la démocratie directe, la taxe sur la valeur ajoutée ou le franc suisse.

Il s'ensuit que la classe politique n'a pas la confiance de la population. Dans le Baromètre des préoccupations, 48% des enquêtés estiment que les hommes politiques ne sont pas vraiment à la hauteur de leur tâche. Les politiques font-ils mal leur travail ?

La lourdeur de certains processus est dans la nature de notre démocratie. Nous n'avons pas chez nous un super-ministre capable, d'un

coup de baguette magique, de présenter une solution spectaculaire.

C'est donc la faute du système ?

Non. Notre système politique n'est certes pas le plus rapide, mais il autorise les réformes. Ce sont plutôt les hommes politiques qui sont sans volonté de changement. Prenez la loi sur le marché intérieur : les mêmes personnes réclamant à cor et à cri une concurrence accrue jettent tous leurs principes libéraux par-dessus bord pour protéger leur clientèle. L'image négative vient aussi des hommes politiques qui n'hésitent pas à donner eux-mêmes une mauvaise impression de la politique et voudraient bien confiner l'Etat dans un rôle de gardien de nuit.

Il faut reconnaître que le monde économique ne s'en sort pas beaucoup mieux dans l'enquête. A quoi est-ce dû ?

Le débat sur les « profiteurs » a certainement été préjudiciable au monde économique, car les gens ne comprendront jamais pourquoi un dirigeant devrait gagner cent fois plus qu'un simple employé. Il est intéressant de relever que de tels excès sont nettement moins fréquents lorsque le dirigeant investit son capital personnel dans l'entreprise. Ajoutons aussi que les chefs d'entreprise s'occupent trop peu de politique. Autrefois, au moins, il y avait des capitaines d'industrie qui siégeaient au Conseil national et y jouaient un rôle majeur. C'est un peu facile de critiquer sans cesse les institutions politiques sans jamais y participer.

Que souhaitez-vous réaliser pendant votre mandat de président du Conseil national ?

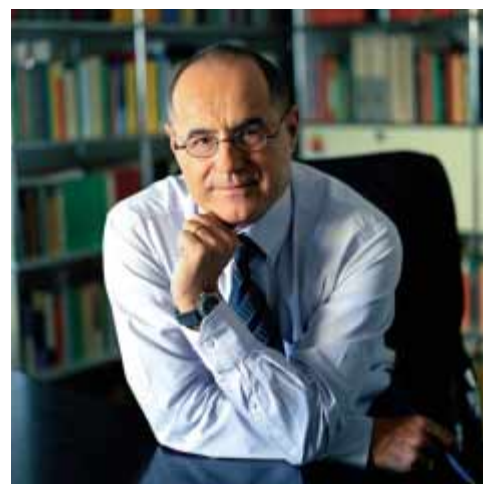
A vrai dire, le président du Conseil national devrait rester bouche cousue pendant un an (rires). Mais trêve de plaisanterie. Il me tient à cœur d'améliorer l'image des hommes politiques dans l'opinion. Car la grogne politique ne sert personne. Et le Parlement regroupe en majorité des gens absolument respectables.

Qui défendent toutefois des intérêts spécifiques.

Il n'y a rien à redire à cela dans la mesure où ces intérêts sont affichés. N'oublions pas que nous avons un système de milice, auquel je tiens d'ailleurs beaucoup, même si les « politiques de milice » comme moi sont désormais une minorité.

Autrement dit, on vous verra de temps à autre dans votre cabinet d'avocat lorsque vous serez président du Conseil national ?

Certainement. Si ce n'était pas possible, je ne ferais plus de politique. <



Claude Janiak : « Les entreprises ont compris qu'elles ne pouvaient se permettre de renoncer aux collaborateurs âgés. »

Portrait

Pour Claude Janiak, 57 ans, Willy Brandt est un modèle politique : « C'est lui qui a été déterminant dans mon adhésion au Parti socialiste en 1971. » La même année, Claude Janiak achève ses études de droit à l'Université de Bâle. Il travaille depuis 1978 comme avocat spécialisé dans le droit du travail, le droit de la famille et le droit successoral. Le Bâlois siège au Conseil national depuis 1999. Il est connu comme un fervent partisan de l'intégration européenne, une position découlant selon lui de son origine, puisqu'il est le fils d'un immigrant polonais.



L'enquêtrice Gaby Bless, pour la cinquième fois sur le terrain au service du Baromètre des préoccupations: «Le sujet est personnel et déclenche des émotions.»

Texte : Daniel Huber Photos : Pia Zanetti

A l'écoute des soucis des Suisses

Le travail exigé par une enquête dite représentative est bien illustré par l'exemple de Gaby Bless. En 2005, pour la cinquième fois, l'enquêtrice a interrogé les Suisses pour le Baromètre des préoccupations du Bulletin.

Sur une échelle de préférences allant de 1 (la note la plus basse) à 10 (la plus élevée), l'enquêtrice Gaby Bless donne un 8 au Baromètre des préoccupations. «Le thème intéresse les gens, affirme Gaby Bless. Nous avons tous des inquiétudes. Le sujet est donc très personnel et déclenche des émotions.» D'un autre côté, il entraîne des digressions. L'enquêteur doit alors savoir amener son interlocuteur avec diplomatie à la question suivante. Il faut compter une trentaine de minutes par interview pour le Baromètre des préoccupations, qui

n'est pas réalisé par téléphone, mais en face à face. Gaby Bless était déjà pour la cinquième fois sur le terrain en cette fin d'été 2005, au service du Baromètre des préoccupations. Au total, elle s'est adressée à trois groupes de dix Suisses en âge de voter. Un générateur aléatoire détermine dans quelle localité doivent résider les dix personnes d'un groupe. Encore faut-il trouver pour chaque groupe cinq hommes et cinq femmes, dont trois plutôt jeunes, quatre d'âge moyen et trois plus âgés.

La partie la plus difficile d'une interview est la prise de contact. « Au début, j'avais un mal fou à franchir le pas. Mais maintenant, ce n'est plus un problème », assure Gaby Bless. Sa recette : « Quand on aborde les gens avec un sourire, il y a toutes les chances pour qu'ils vous sourient aussi. » Ensuite, elle annonce dès le début qu'elle n'a rien à vendre mais qu'elle est là pour le compte de l'institut de recherches renommé « gfs.berne ». Elle constate d'ailleurs avec étonnement que l'institut jouit d'une grande notoriété. Et bien des gens sont fiers d'être l'objet d'une enquête.

Gaby Bless adopte des stratégies de prise de contact différentes selon la taille de la localité. Dans les petits villages, elle va dans les cafés, s'adresse aux gens dans leur jardin ou fait du porte à porte à l'occasion. Dans les villes, elle se poste fréquemment devant les centres commerciaux. Mais certains centres interdisent explicitement de telles enquêtes ou en limitent le nombre. Les piscines sont toujours des endroits très propices. « Là, les gens ont le temps, explique Gaby Bless. De même sur la promenade au bord du lac à Lucerne. » Zurich, par contre, est une ville extrêmement difficile pour les enquêteurs.

Alors que la localité où elle doit opérer lui est imposée par l'institut de recherches, Gaby Bless peut choisir elle-même le moment de son enquête dans un laps de temps de trois ou quatre semaines. Elle a donc suffisamment de flexibilité pour apporter également son aide dans le magasin de cycles de son frère, où elle assemble les nouveaux modèles livrés et y met la dernière main. « Ce qui me plaît en premier lieu dans le travail d'enquêtrice est le contact avec les gens ; il me permet d'avancer. J'étais habituée, dans la restauration, à ce que les gens viennent vers moi. Soudain, il a fallu que j'aille moi-même vers les gens. »

Gaby Bless, 48 ans, a exercé de nombreux métiers dans sa vie. Après un apprentissage de bouchère, elle a travaillé comme cuisinière, standardiste, puis programmeuse. Ayant obtenu par la suite un diplôme de commerce, elle a été huit ans restauratrice. Elle est aussi mère de deux filles, aujourd'hui adultes.

Le taux de succès par contact est particulièrement élevé dans le cas de Gaby Bless, qui obtient la participation d'une personne sur deux en moyenne. Et rares sont pour l'enquêtrice les expériences désagréables. Une fois, cependant, l'attitude de son interlocuteur était si agressive que Gaby Bless a abrégé l'interview : « J'avais dû toucher une corde sensible chez la personne interrogée. » En outre, certains enquêtés prennent parfois un malin plaisir à donner des réponses idiotes, qui lui font perdre du temps, puisque ces questionnaires atterrissent dans la corbeille à papier.

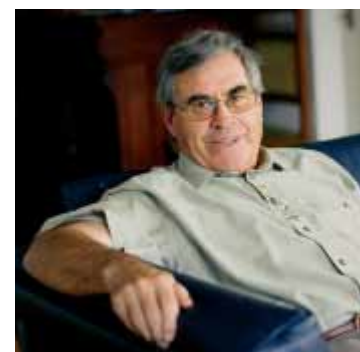
Tout enquêteur d'un institut de sondage d'opinion se doit de rester aussi neutre que possible, particulièrement dans les enquêtes précédant des scrutins électoraux de portée nationale. La neutralité concerne aussi le ton utilisé. « Je dois présenter les questions comme une conteuse », explique Gaby Bless. Bien entendu, elle a également un avis, mais il n'est pas question de le montrer. Pour veiller à la neutralité des interviews, elle commence par des questions standard sur la situation économique, sur la personne interrogée, sur son point de vue politique et son attitude envers les médias, etc. Les questions décisives ne sont posées qu'à la fin. Gaby Bless est convaincue de la pertinence de ses interviews et assume pleinement son travail. Elle trouve passionnant d'être dans les coulisses pour rechercher le pourquoi des choses et, d'une certaine manière, de faire ainsi partie du système politique. Par contre, elle exclut de réaliser des enquêtes marketing ou de faire de la vente par téléphone. <

Cinq voix dans l'échantillon représentatif de 1 014 enquêtés



Martin Meyer : « Le chômage est ma plus grande préoccupation. »

Bruno Gallati : « L'Europe est ma plus grande préoccupation. »



Monique Kopp : « L'extrémisme et le terrorisme sont ma plus grande préoccupation. »

Willi Burkart : « La nouvelle pauvreté est ma plus grande préoccupation. »



Gabriela Blaser : « L'inflation et la hausse des prix sont ma plus grande préoccupation. »

Interview : Daniel Huber Photo : Oliver Lang

Au cœur de l'Europe, la Suisse cherche sa voie

Depuis des décennies, les politiques extérieure et intérieure menées par la Suisse tendent à résoudre de façon individuelle la situation du pays au sein d'une Europe unie. Le Bulletin a demandé l'avis de leaders d'opinion et de décideurs des milieux politiques, scientifiques et économiques, en Suisse et à Bruxelles.

Bulletin : Quelle est aujourd'hui la situation de la Suisse face à l'Europe ? La Suisse est-elle totalement isolée, est-elle intégrée sans être membre de l'Union européenne (UE) ou peut-elle même se féliciter d'être restée en dehors de l'UE ?

Daniel Gros : J'opte pour la variante « intégrée sans être membre de l'UE ». Mais la Suisse ne participe pas à la construction européenne, elle ne fait que recevoir des directives.

Urs Bucher : Même si elle n'est pas membre de l'UE, la Suisse n'en reste pas moins fortement intégrée dans l'Europe. Les liens économiques, politiques, démographiques et culturels sont très étroits avec nos voisins, ce qui transparaît d'ailleurs dans le nombre de traités bilatéraux que la Suisse a signés avec l'UE.

Rosmarie Zapfl : Grâce aux accords bilatéraux, la Suisse n'est pas tout à fait isolée en Europe. Elle est également très intégrée dans la politique européenne en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe, où elle exerce une influence non négligeable, notamment en défendant les valeurs de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

Une adhésion à l'UE n'aurait pas que des avantages pour la Suisse. Notre pays ne pourrait plus reculer sur la question de la solidarité, par exemple. En revanche, il pourrait, dans de nombreux domaines, recevoir un appui bien plus énergique de la part des Etats voisins que ne le permet son statut actuel.

Andreas Schwab : La Suisse est située au cœur de l'Europe. Elle a tissé des liens étroits avec l'UE à plusieurs égards. Je suis même fermement convaincu que le destin de la Suisse est soudé à celui de l'Europe. Que la Suisse soit membre ou non de l'UE, la migration illégale, le trafic d'armes, le terrorisme international et la mondialisation ne s'arrêtent pas à ses frontières. Mais pour en revenir à votre question, je crois que la Suisse peut se réjouir de l'existence de l'UE. Elle bénéficie ainsi, elle aussi, d'une situation stable inscrite dans la durée.

Walter Kielholz : Pour moi la situation n'est pas dramatique. La Suisse n'est pas tout à fait isolée. Mais dans beaucoup de domaines de l'administration et de la politique, les contacts internationaux ne sont pas aussi intenses qu'ils le sont pour un Etat membre de taille comparable. A long terme, cette situation aura certainement des effets négatifs. Nos politiciens et nos hauts fonctionnaires risquent ainsi d'être confinés dans le provincialisme parce qu'ils ne peuvent profiter des avantages de la participation dans une grande équipe. Toutefois, le secteur privé n'a pas à souffrir de ces effets négatifs. Mes contacts internationaux montrent qu'il ne viendrait à l'idée de personne de ne pas inclure les entreprises suisses dans l'Europe. Car une part notable des activités des grandes entreprises helvétiques s'exerce en Europe. Celles-ci sont des employeurs d'envergure et des contribuables appréciables. Mais si on trouve des représentants d'entreprises suisses à la tête de nombreuses organisations, ce sont souvent des ressortissants de l'UE ou des Etats-Unis qui occupent les postes de dirigeants dans les entreprises de Suisse.

Selon le Baromètre des préoccupations, une enquête représentative annuelle, la question de l'Europe ne semble pas préoccuper beaucoup les Suisses. En 2000, 45% considéraient l'Europe comme un problème ; aujourd'hui ce chiffre est passé à 19%. Doit-on interpréter cette situation comme une détente politique durable ou ne s'agit-il que d'un répit trompeur ?

Walter Kielholz : Après le vote, de sinistre mémoire, sur l'adhésion à l'Espace économique européen, le Conseil fédéral a choisi la stratégie des accords bilatéraux pour parer aux conséquences économiques de ce refus et une politique des petits pas visant à atténuer les craintes de la population sur les différentes questions politiques. Ce choix s'est avéré judicieux : l'importance de la question européenne n'a cessé de diminuer dans le Baromètre des préoccupations, et cette tendance devrait se maintenir. L'abolition des contrôles aux frontières et la >

**Walter Kielholz**

est depuis le 1^{er} janvier 2003 président du Conseil d'administration du Credit Suisse Group. Il a été auparavant CEO du réassureur Swiss Re pendant six ans.

Andreas Schwab

est député allemand au Parlement européen, où il est membre de la Délégation pour les relations avec la Suisse et les autres Etats tiers.

Daniel Gros

est économiste et directeur du Centre d'études de politique européenne (CEPS), un institut de recherche indépendant à Bruxelles.

Rosmarie Zapfl

est conseillère nationale PDC du canton de Zurich, membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national et de la Délégation au Conseil de l'Europe.

Urs Bucher

porte le titre d'ambassadeur et dirige le Bureau de l'intégration DFAE/DFE à Berne ; il est donc le fonctionnaire européen le plus haut placé de la Confédération.

« Dans beaucoup de domaines de l'administration et de la politique, les contacts internationaux ne sont pas aussi intenses qu'ils le sont pour un Etat membre de taille comparable. »

Walter Kielholz, président du Conseil d'administration du Credit Suisse Group

mise en œuvre de la libre circulation des personnes, pour autant qu'elle se déroule sans encombre, favoriseront cette évolution. L'Europe sera de moins en moins perçue comme un problème. Cependant, il y aura des revers si des conflits internes ternissent l'image de l'UE.

Rosmarie Zapfl : La conclusion des accords bilatéraux a montré aux Suisses qu'un rapprochement avec l'UE n'a pas que des inconvénients.

Urs Bucher : Tout cela signale sans doute un apaisement sur la question. Les Suisses ont le sens des réalités. Ils connaissent l'importance de l'UE en tant que partenaire de la Suisse. La voie des accords bilatéraux nous permet de défendre nos intérêts en Europe et de trouver des solutions équilibrées. Cette stratégie est approuvée en politique intérieure, de même que par le peuple, qui l'a confirmée à une forte majorité lors de plusieurs scrutins populaires. Je crois qu'aujourd'hui, nombreux sont ceux qui accordent leur confiance au Conseil fédéral pour sa politique bilatérale européenne. Le débat sur l'orientation à long terme de la politique européenne devrait également s'établir à un niveau plus objectif. Le rapport sur la politique européenne, promis par le Conseil fédéral pour le milieu de 2006, et qui présentera les avantages et les inconvénients des diverses options, devrait y contribuer.

Andreas Schwab : Les résultats des votes sur l'accord de Schengen et sur la libre circulation des personnes prouvent qu'une nette majorité de Suisses sont conscients de la position centrale de la Suisse en Europe. Celle-ci est une réalité, qu'on le veuille ou non. Mais il est difficile de savoir si cela est effectivement le signe d'une détente politique. En effet, de nouvelles questions surgissent invariablement, et il faut y trouver des réponses constructives. Je ne serais pas étonné d'apprendre que les Suisses préféreraient débattre certains sujets au sein de l'UE plutôt que de devoir appliquer des règlements élaborés par d'autres. Une discussion politique sur cette question serait souhaitable.

Daniel Gros : Je ne suis pas compétent pour juger des états d'âme des Suisses. Mais je ne peux m'empêcher de constater un certain retour au calme. Le vent risque cependant de tourner au moment où l'UE envisagera de nouvelles étapes d'intégration.

Le peuple suisse a manifesté à différentes reprises son approbation pour la voie bilatérale. Cette voie n'est toutefois pas encore conquise et il faudra consolider les acquis au cours de ces prochaines années. Au-delà des accords bilatéraux, quels avantages la Suisse pourrait-elle tirer d'une adhésion à l'UE ?

Andreas Schwab : La question de l'adhésion n'étant pas à l'ordre du jour, on ne peut que hasarder des conjectures. Mais, comme cela a déjà été évoqué, la Suisse est tenue d'appliquer dans plusieurs domaines des règlements qu'elle n'a pas contribué à élaborer. C'est ce que nous appelons par plaisanterie « democracy by fax ». En tant que

voisin direct de la Suisse, je n'ai aucune peine à imaginer qu'ensemble, les Allemands et les Suisses pourraient faire avancer les choses dans l'UE bien mieux que ce n'est le cas aujourd'hui.

Urs Bucher : Les avantages et les inconvénients de l'adhésion à l'UE seront traités dans le rapport sur la politique européenne dont il a déjà été question. Je n'anticiperai donc pas. Sur le fond, je peux cependant affirmer que si la Suisse devenait membre de l'UE, elle disposerait, sur le plan politique, d'un droit de codécision réel. Sur le plan économique, elle bénéficierait d'un accès sans restriction au marché intérieur, c'est-à-dire que toute discrimination disparaîtrait. Cela dit, il nous faut également examiner les autres retombées d'une adhésion, notamment celles qui concernent le fédéralisme et les droits populaires, ainsi que les coûts de l'entrée dans l'UE.

Daniel Gros : D'un point de vue purement économique, les bienfaits d'une adhésion seraient minimes. Mais la Suisse serait en mesure d'exercer son influence sur la politique européenne.

Walter Kielholz : Il est difficile actuellement d'évaluer ce qu'une adhésion à l'UE pourrait apporter de plus à la Suisse. D'ailleurs, la question ne se pose pas : les accords bilatéraux doivent d'abord entrer en vigueur et être mis en œuvre. Il s'ensuivra une longue période au cours de laquelle nous serons confrontés aux réalités de l'application de ces accords. Une nouvelle appréciation de la situation ne s'imposera que lorsque nous pourrons nous inspirer de nos expériences.

Rosmarie Zapfl : C'est surtout dans le domaine de la sécurité que la Suisse pourrait tirer profit d'une adhésion. Même si la menace de l'Est n'est plus d'actualité, la Suisse, neutre ou pas, se trouve au centre du dispositif de défense de l'OTAN. Le contexte politique est loin d'être stable : les Balkans recèlent des foyers de conflit, le Proche-Orient est une poudrière, l'évolution en Russie est peu prévisible. Enfin, ne minimisons pas non plus le risque de terrorisme. Il serait naïf de penser que la Suisse serait épargnée du simple fait de sa neutralité.

Inversement, l'adhésion de la Suisse profiterait-elle à l'UE ? Et si oui, dans quelle mesure ?

Walter Kielholz : Celui qui verse de grosses contributions sera toujours le bienvenu. Pour le reste, l'adhésion de la Suisse n'a aucune importance pour l'UE.

Daniel Gros : L'UE pourrait beaucoup profiter de l'adhésion de la Suisse. Elle a plus que jamais besoin d'une influence pondérée et d'une politique économique éclairée.

Urs Bucher : Nation fédéraliste et multilingue, la Suisse pourrait faire bénéficier l'UE de son expérience. Notamment pour ce qui est de la proximité avec les citoyens, des droits populaires et de la participation des citoyens à la vie politique.

« L'UE restera toujours la question cruciale. La Suisse devra y répondre un jour »

Daniel Gros, directeur du Centre d'études de politique européenne à Bruxelles

Rosmarie Zapfl : La Suisse jouit toujours de l'estime des Etats membres. Mais au fur et à mesure de l'élargissement de l'UE, nous devenons de plus en plus des étrangers. La Suisse pourrait certainement faire du bon travail sur la scène politique de l'Europe. Il suffit d'observer les autres petits Etats comme l'Autriche ou le Luxembourg pour s'en convaincre.

Andreas Schwab : Cela a déjà été dit : la question ne se pose pas actuellement. Bien entendu, la Suisse serait un poids lourd économique et pourrait donner un nouvel élan à l'UE. Y compris dans le domaine de la culture démocratique.

La politique extérieure de la Suisse est-elle trop centrée sur l'UE ?

Rosmarie Zapfl : L'UE est le premier partenaire commercial de la Suisse. Mais notre pays ne doit pas pour autant se tourner uniquement vers l'UE, ce qu'il ne fait pas, d'ailleurs.

Andreas Schwab : Je n'irais pas jusqu'à l'affirmer. Mais, peu importe le point de vue, la Suisse a besoin d'entretenir de bonnes relations avec l'UE. Elle a donc raison de ne pas trop négliger l'Europe.

Urs Bucher : Un simple coup d'œil sur une carte géographique ou sur les statistiques de notre commerce extérieur le montre bien : l'UE est le principal partenaire de la Suisse, et elle le restera. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'intensifier nos relations avec d'autres régions du globe, avec les Etats-Unis ou l'Asie par exemple. Actuellement, nous examinons les possibilités de négocier un accord de libre-échange avec les Etats-Unis et avec le Japon. La Suisse a déjà conclu des accords de libre-échange avec 15 Etats dans le cadre de l'AELE. Elle est également présente sur la scène multilatérale, par exemple à l'OMC et à l'ONU, où elle a certainement son mot à dire.

Walter Kielholz : Je ne crois pas que la politique extérieure de la Suisse soit trop orientée vers l'UE. Il semble généralement admis que notre politique commerciale extérieure devrait se tourner vers les économies florissantes d'Asie, les Etats-Unis, le Moyen-Orient et la Russie, plutôt que vers la Corée du Nord. Je pense que l'équilibre est bon.

Daniel Gros : L'UE restera toujours la question cruciale. La Suisse devra y répondre un jour.

Comment la politique européenne de la Suisse est-elle perçue à l'étranger : comme une politique isolationniste égoïste ou comme une politique habile de défense des intérêts ?

Rosmarie Zapfl : Comme une politique de défense des intérêts.

Urs Bucher : Dans la défense de leurs intérêts, les Suisses ont la réputation d'être de très bons négociateurs. Mais nous sommes aussi des partenaires fiables et solidaires en Europe. Cela, il nous faut souvent le rappeler. La Suisse s'engage en faveur de la paix dans les Balkans par

des moyens militaires et civils. Terre d'asile traditionnelle, notre pays offre un abri sûr aux victimes des crises européennes. Il verse des fonds importants pour soutenir le processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale depuis la fin de la guerre froide et compte maintenir son soutien. En construisant la Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes, la Suisse, pays de transit, fournit une contribution vitale et écologique au bon fonctionnement du marché intérieur de l'UE.

Daniel Gros : Je dirais plutôt une bonne politique de défense des intérêts, mais que je ne qualifierais pas d'habile, car elle ne viserait alors que le court terme. Il s'agit plutôt de la politique d'une élite qui souhaiterait participer à l'Europe, mais ne le peut pas.

Andreas Schwab : Les réponses varient en fonction de la personne interrogée. Pour ma part, je pense que, globalement, la Confédération défend ses intérêts de façon très habile. Je sais cependant que dans l'UE certains ne le voient pas sous cet angle-là.

Walter Kielholz : Nous devons tout d'abord être conscients du fait que la politique européenne de la Suisse n'intéresse que très très peu de gens à l'étranger. On ne peut certes pas nier que, surtout en Europe, nous avons parfois une réputation de calculateurs égoïstes. Mais en maints endroits, ce trait de caractère n'est pas considéré comme un défaut. Même au sein de l'UE les Etats défendent avec vigueur leurs propres intérêts. En conséquence, nous ne sortons pas du lot.

Classez les pays suivants dans l'ordre chronologique de leur entrée dans l'UE : Bulgarie, Croatie, Roumanie, Suisse, Serbie-Monténégro, Turquie, Ukraine.

Andreas Schwab : La Bulgarie et la Roumanie en 2007, la Croatie en 2010, la Serbie-Monténégro en 2012, la Suisse en 2025. Avec la Turquie, et sans doute ultérieurement avec l'Ukraine, nous trouverons, dans le cadre du long processus de négociation, de bien meilleures solutions que l'adhésion à part entière.

Daniel Gros : Bulgarie, Roumanie, Croatie, Serbie-Monténégro, Turquie, Ukraine, Suisse.

Rosmarie Zapfl : Bulgarie, Croatie, Roumanie, Suisse, Serbie-Monténégro, Turquie, Ukraine.

Walter Kielholz : Bulgarie, Roumanie, Croatie, Serbie-Monténégro, Turquie, Ukraine. Quant à la Suisse, je ne vois qu'un grand point d'interrogation.

Urs Bucher : La Bulgarie et la Roumanie adhéreront en 2007 ou 2008. Pour les autres pays, il est difficile de faire des pronostics. Et en ce qui concerne la Suisse, je peux vous dire très précisément quand elle deviendra membre : au moment exact où le peuple suisse sera convaincu que son pays pourra mieux faire valoir ses intérêts matériels et ses idéaux au sein de l'UE plutôt qu'en dehors. <

Citez trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse.*



*Pour la deuxième fois, le Bulletin a chargé l'institut gfs.berne d'interroger les Suisses sur leur rapport à leur pays (voir résultats page 26). Un élément essentiel de cette enquête représentative était la question : « Citez trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse. » Nous avons demandé au photographe zurichois **Gerry Amstutz** (pseudonyme : Gee Ly) de nous donner son interprétation personnelle des dix notions les plus fréquemment citées.



Pour 28% des personnes interrogées, la Suisse est associée à la paix et à la sécurité





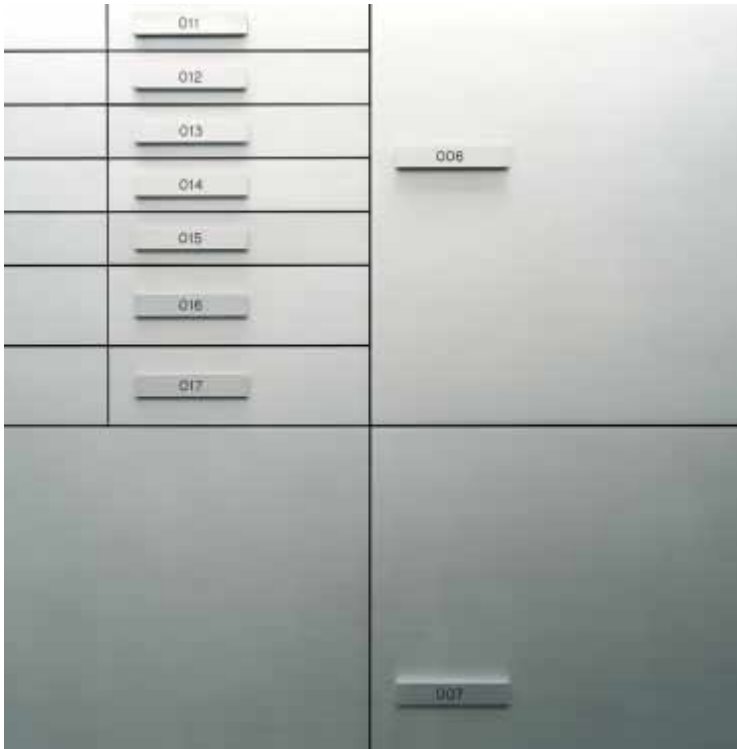




Pour 14%, à la propreté

Pour 13%, à la prospérité, à l'argent et au luxe





Texte : Daniel Huber

La Suisse peut mieux faire

L'enquête réalisée par gfs.berne en complément du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse se penche pour la deuxième fois sur le rapport des Suisses à leur pays. Par comparaison avec les résultats de l'an passé, elle révèle une plus grande identification à la nation, mais aussi des attentes accrues.

Il y a un an, la première édition de l'enquête sur la Suisse avait livré des résultats contrastés. Il apparaissait ainsi que l'identité de la Suisse n'était pas déterminée par les institutions ou par la prospérité économique, mais par l'image d'une Suisse sûre et pacifique. Simultanément, l'étude relevait différents facteurs ressentis par une grande partie de la population comme une menace pour l'identité helvétique, en particulier la mondialisation, l'individualisme ou encore la polarisation politique.

La réédition de l'enquête un an plus tard nous donne la possibilité, sur la base des nouveaux résultats, de confirmer ou d'infirmer les thèses émises en 2004. Bien sûr, il ne saurait être question de « tendance » d'un point de vue scientifique après seulement deux enquêtes, car toute tendance doit se confirmer deux années de suite. Il n'empêche que les résultats de cette nouvelle enquête nous donnent des indications sur les rapports de la population suisse avec son pays. Comme symbole d'identification, le pays en tant que tel est redevenu plus important que la commune de résidence, avec respectivement 30% et 27% de premières réponses (voir graphique page 27). Mais si l'on considère la somme des premières et des deuxième réponses, le canton de résidence, avec 50%, précède le pays avec une avance de 1%. Par ailleurs, les répondants ne semblent ressentir quasiment aucun sentiment d'appartenance en ce qui concerne le monde ou l'Europe.

La Suisse reste un symbole de paix et de sécurité

Mais que recouvre donc la notion de Suisse ? A quoi est-elle associée ? De quoi les citoyens de ce pays fondé comme une « communauté d'intérêts » sont-ils particulièrement fiers en 2005 ? Réponse : cette année aussi, la paix et la sécurité sont les éléments qui soudent la nation (28% des sondés). Viennent ensuite, pour la première fois, la neutralité avec 27% (2004 : 19%) en deuxième position et la « liberté/liberté d'expression » avec 19% (2004 : 11%) à la place 3. Par contre, la « démocratie/participation » a été rétrogradée du deuxième au quatrième rang.

Cette fois encore, la population ne s'identifie pas aux institutions, mais aux prestations de l'Etat jugées importantes pour la vie personnelle des habitants. Le fait que, malgré la chute du Mur et l'adhésion à l'Organisation des Nations Unies (ONU), le facteur institutionnel « neutralité » pèse davantage que la démocratie directe s'explique comme suit pour Lukas Golder, chef de projet de l'enquête chez gfs.berne : « La neutralité indique l'importance accrue accordée aux aspects sécuritaires. »

A la question « Etes-vous fier d'être Suisse ? », pas moins de 78% des enquêtés déclarent être « plutôt fiers » ou même « très fiers » (2004 : 73%). Le pouvoir d'identification du pays a donc progressé à nouveau. Mais cette plus grande fierté s'accompagne aussi d'attentes

accrues. Par exemple, 81% des Suisses trouvent, comme l'an passé, que les impôts sont « beaucoup trop » élevés ou « plutôt trop » élevés. Le pourcentage de personnes estimant que l'Etat n'en fait vraiment pas assez pour eux personnellement ni pour la collectivité a nettement augmenté (voir page 28). En parallèle se répand l'opinion inverse que l'individu en fait « beaucoup trop » pour l'Etat. Lukas Golder interprète ces évolutions comme des attentes accrues qui sont seulement axées sur les avantages, des attentes auxquelles l'Etat n'est pas à même de répondre malgré des impôts trop élevés.

Les menaces de l'immigration et de la mondialisation

A cette image d'une Suisse davantage axée sur les avantages correspond aussi une perception nettement renforcée des menaces pesant sur l'identification à la Suisse. Si 49% des personnes interrogées l'an dernier estimaient que cette identification était très ou plutôt menacée, en 2005 ce sont pas moins de 59% qui voient l'identité helvétique « très menacée » (voir page 28). Les raisons pour lesquelles cette identité serait « très menacée » font l'objet d'une seconde étape, où les facteurs les plus cités, à savoir l'immigration, l'ouverture internationale, l'égoïsme, le blocage des réformes et la polarisation politique, ont tous progressé. Cependant, la note supérieure donnée à la menace posée par le blocage des réformes doit être relativisée. Le pourcentage de la population se déclarant « plutôt » ou « tout à fait d'accord » avec l'argument selon lequel le système politique de la Suisse a besoin de réformes en profondeur est même en léger repli depuis 1997 (de 61% à 60% à l'heure actuelle).

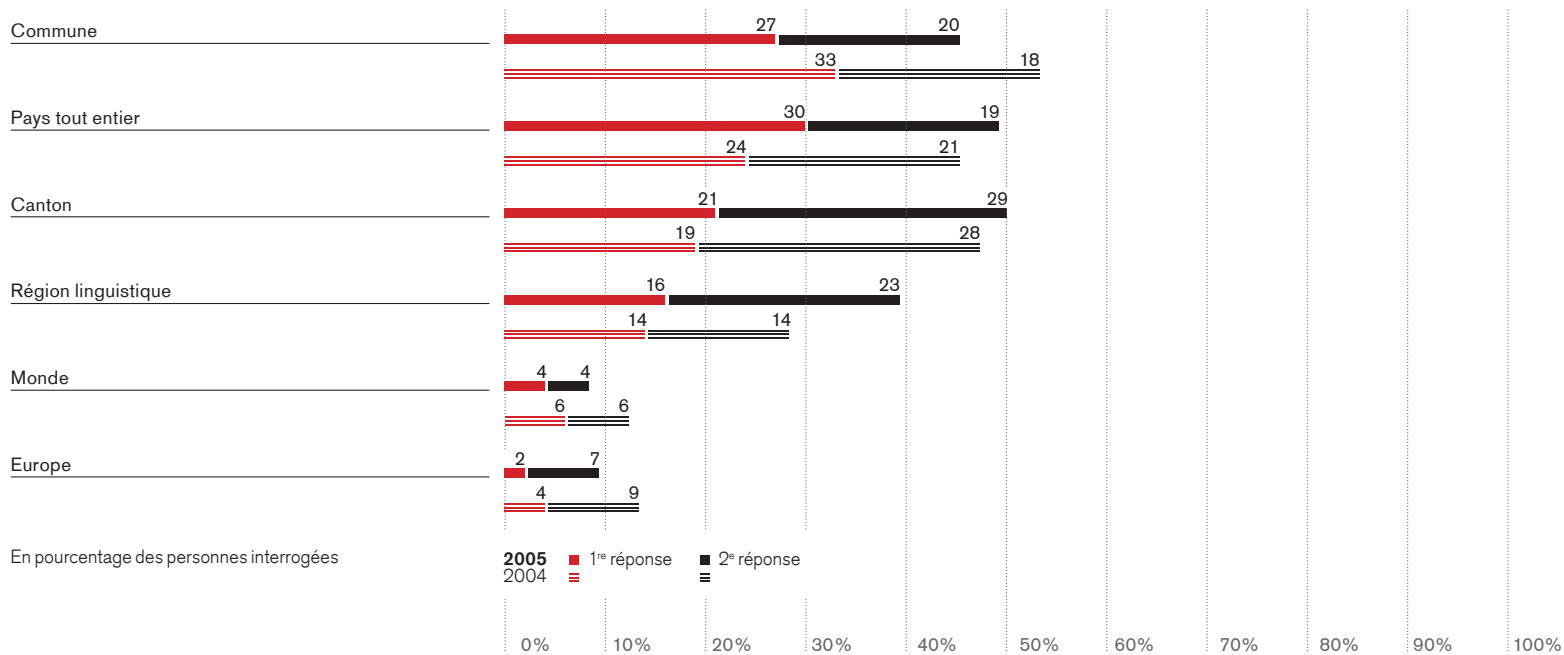
Priorité à la garantie de l'AVS et de l'AI

Il n'en reste pas moins qu'une pression croissante apparaît pour réformer certains domaines politiques concrets, notamment en ce qui concerne la garantie financière de l'AVS et de l'AI sur le long terme. Les voix jugeant cette priorité très ou plutôt élevée sont plus nombreuses, passant de 86% à 97% (voir graphique page 29). En outre, l'augmentation des dépenses fédérales a pris de l'importance (de 87% à 93%), tout comme la réduction de la bureaucratie (de 81% à 90%). <

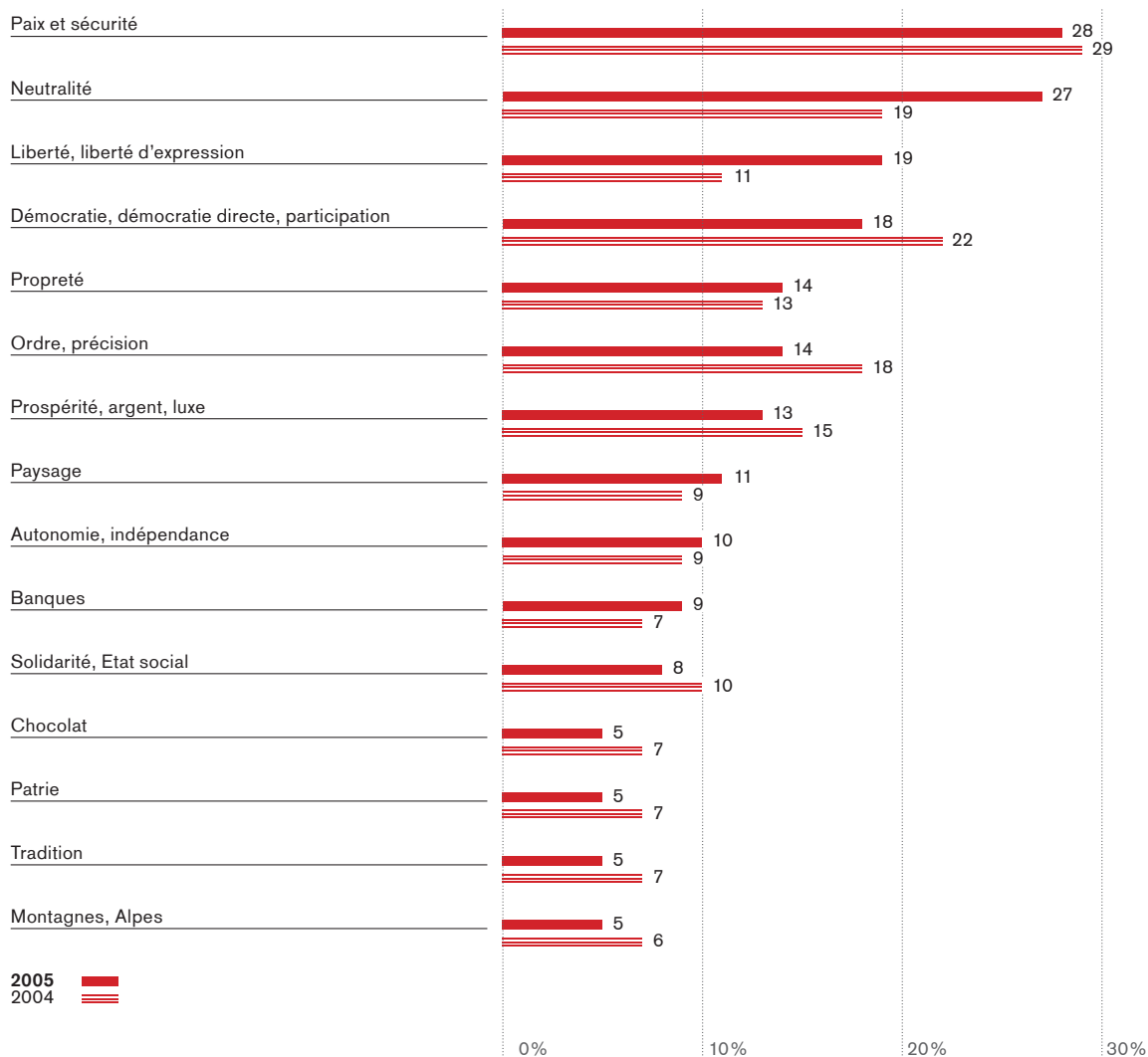
L'étude complète du Credit Suisse sur le thème de la Suisse est disponible en ligne dans la documentation sur le Baromètre des préoccupations à l'adresse www.credit-suisse.com/emagazine.

Sentiment d'appartenance géographique (1^{re} et 2^e réponses)

« A laquelle de ces entités géographiques vous identifiez-vous le mieux, en premier lieu et en second lieu ? »

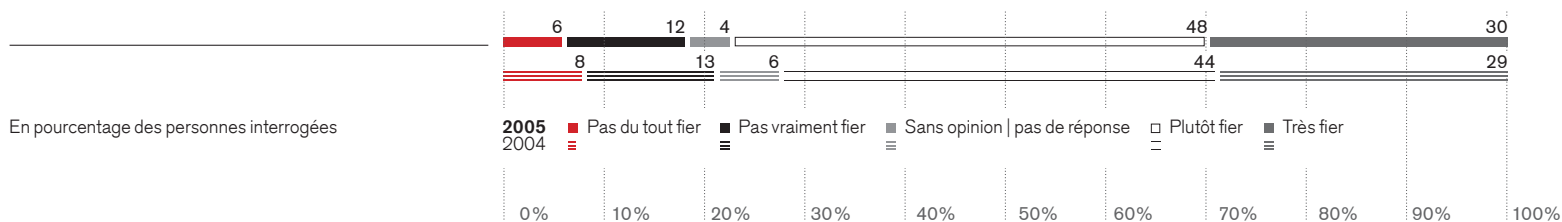
**Trois caractéristiques associées à la Suisse**

« Citez trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse. »



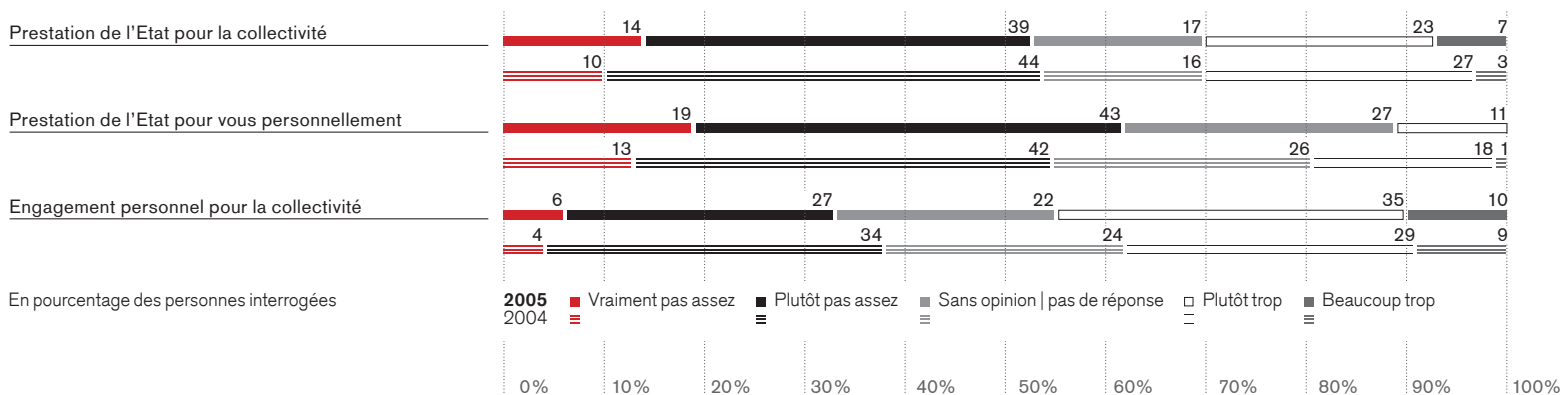
Fierté d'être Suisse

« Etes-vous fier d'être Suisse ? Diriez-vous que vous êtes très fier, plutôt fier, pas vraiment fier ou pas du tout fier ? »



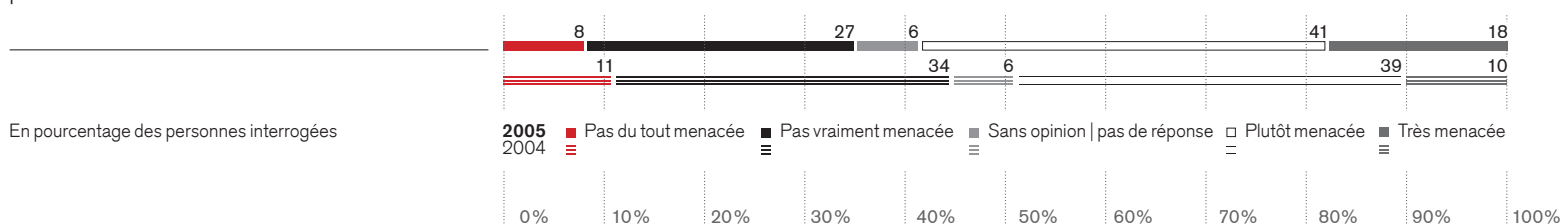
Perception des prestations de l'Etat, de la collectivité et de l'individu

« L'Etat en fait-il beaucoup trop, plutôt trop, plutôt pas assez ou vraiment pas assez pour la collectivité ? » | « Pour vous personnellement, l'Etat en fait-il beaucoup trop, plutôt trop, plutôt pas assez ou vraiment pas assez ? » | « En ce qui vous concerne, avez-vous l'impression d'en faire beaucoup trop, plutôt trop, plutôt pas assez ou vraiment pas assez pour la collectivité (à l'exception des impôts) ? »



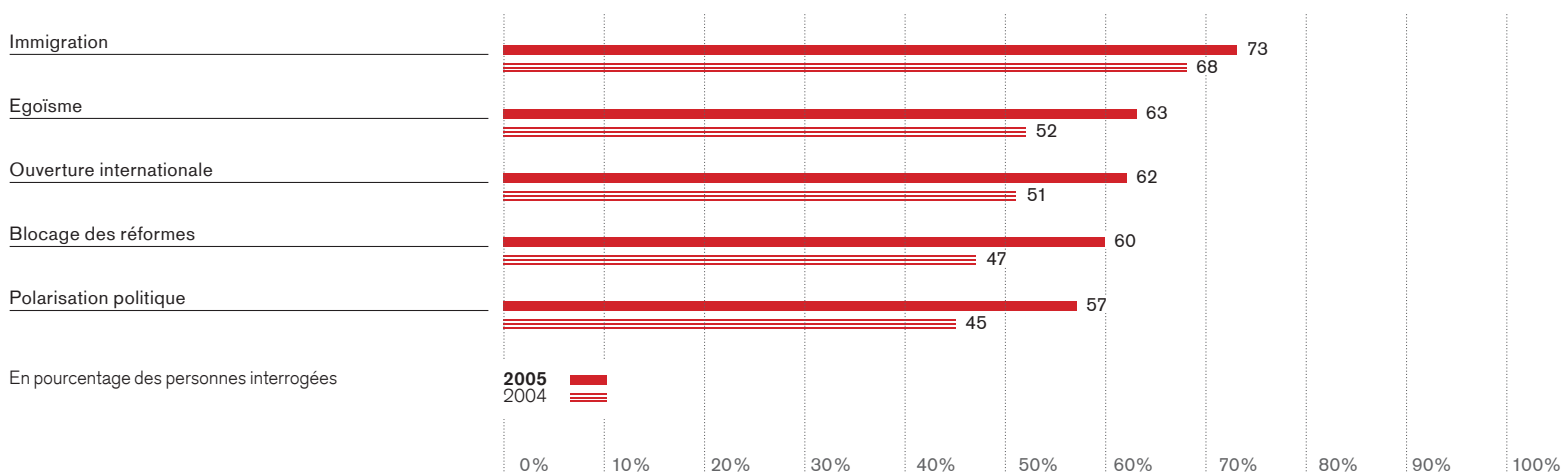
Menaces

« L'identité suisse telle que vous l'entendez personnellement est-elle aujourd'hui très menacée, plutôt menacée, pas vraiment menacée ou pas du tout menacée ? »



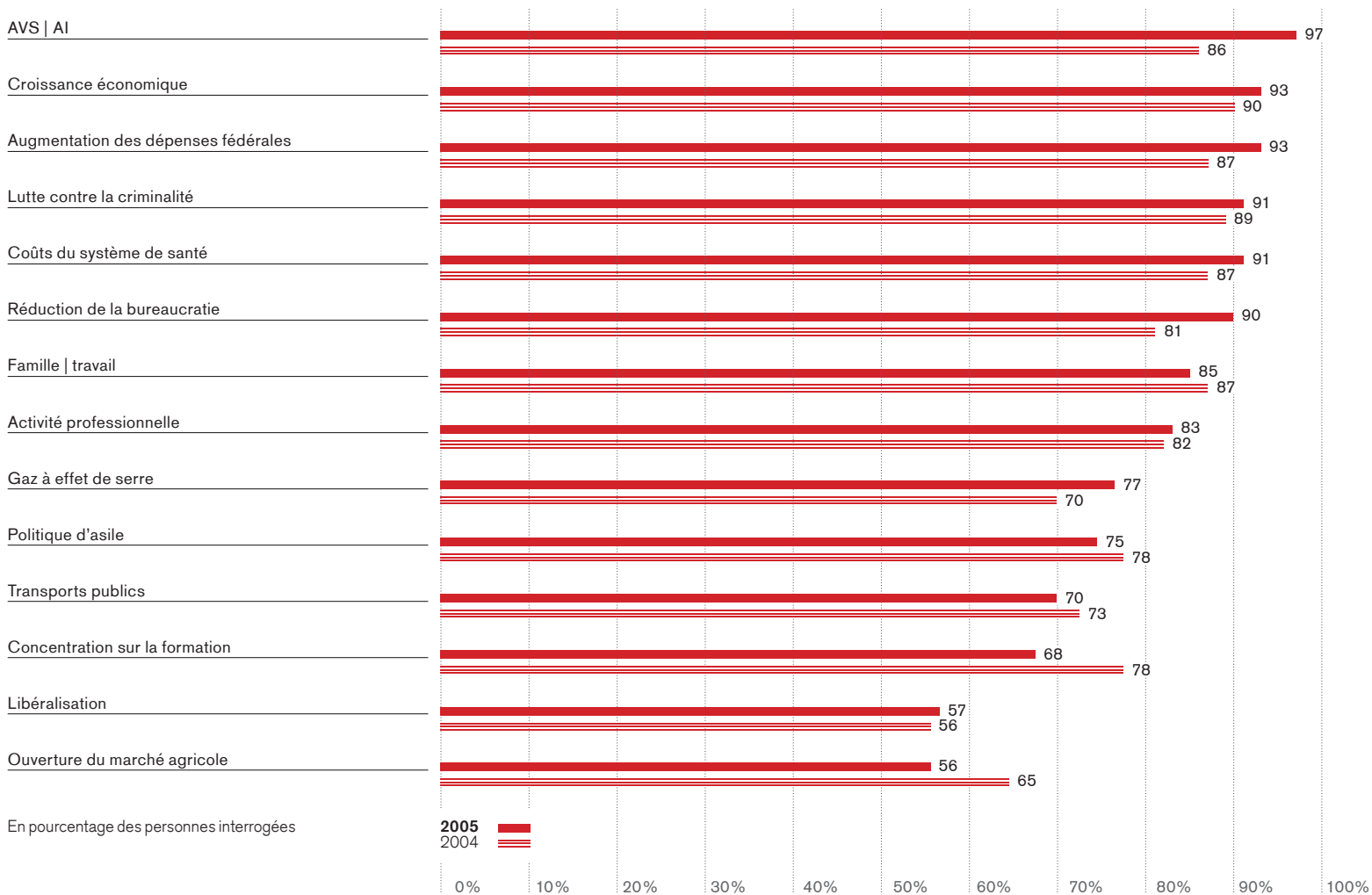
Arguments sur les menaces contre l'identité suisse

« Plusieurs arguments sont avancés pour expliquer ce qui menacerait l'identité suisse. Pouvez-vous me dire si, selon vous, celle-ci est très menacée, plutôt menacée, pas vraiment menacée ou pas du tout menacée par les facteurs suivants ? » (très et plutôt menacée)



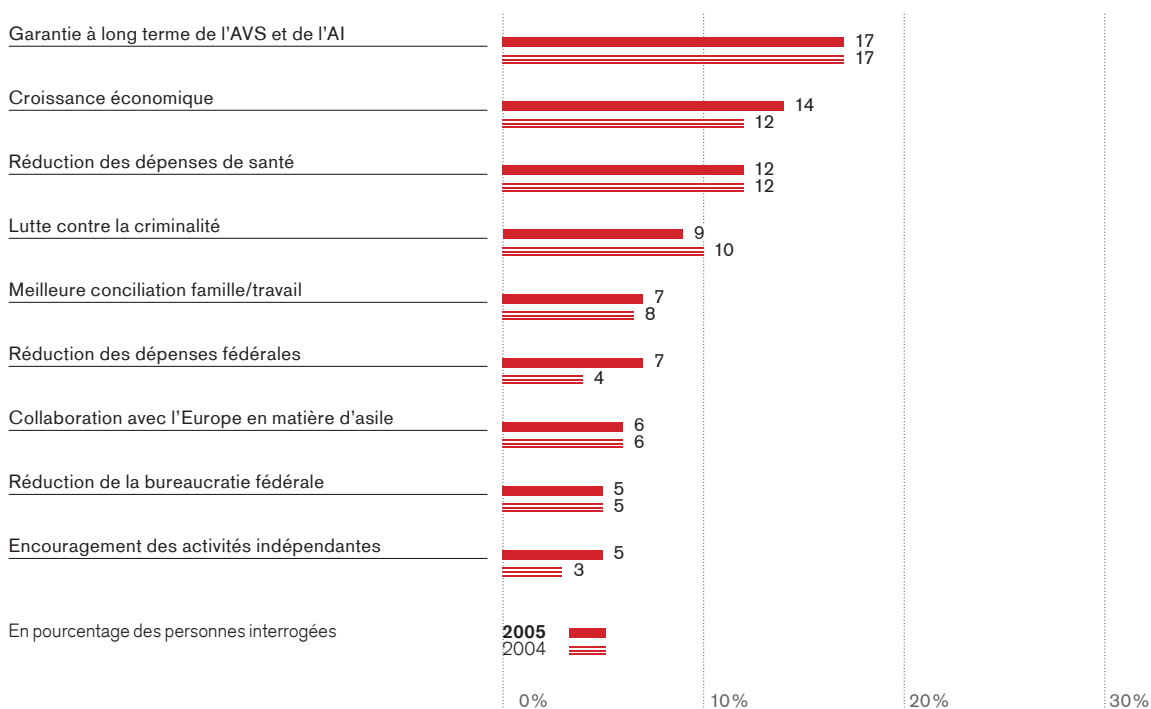
Objectifs politiques à l'ordre du jour en Suisse

« Parmi cette liste d'objectifs politiques à l'ordre du jour en Suisse, pouvez-vous me dire spontanément lesquels vous semblent très importants, plutôt importants, peu importants ou pas du tout importants ? » (très et plutôt importants)



Première priorité

« Parmi les objectifs déjà mentionnés, lequel serait à vos yeux le plus important ? »



Texte : Andreas Thomann

Une incursion dans la « sixième Suisse »

L'économie suisse emploie 1,8 million de personnes... à l'étranger. Les entreprises helvétiques ne sont nulle part plus dynamiques qu'en dehors de leurs frontières.

Aucun autre pays que la Suisse ne possède une telle capacité de se reproduire. A côté du pays bien réel s'étendant du lac de Constance au lac Léman, les copies ne manquent pas qui se réclament de la marque « Suisse »: Suisse saxonne, Suisse franque et Suisse mecklembourgeoise en Allemagne, Suisse argentine en Amérique du Sud et Suisse du Proche-Orient, surnom donné au Liban avant la guerre civile qui a ravagé le pays. C'est tantôt le paysage montagneux, tantôt la taille modeste du pays, tantôt la stabilité politique qui « helvétise » une contrée. Mais à part le nom, très peu de choses rappellent généralement l'original.

Forte des 623 000 Suisses de l'étranger, la « cinquième Suisse », elle, est déjà plus authentique. A côté de cette communauté de citoyens helvétiques disséminés aux quatre coins de la terre existe une autre Suisse, tout aussi cosmopolite, appelée « sixième Suisse ». Cette notion est apparue pour la première fois dans l'ouvrage éponyme en langue allemande du professeur d'économie bâlois Silvio Borner. Celui-ci qualifiait de sixième Suisse la partie de l'économie helvétique active à l'étranger. Plus de vingt ans se sont écoulés depuis la parution du livre et l'expression ne s'est toujours pas imposée (au contraire, la sixième Suisse désigne plutôt aujourd'hui les immigrés vivant en Suisse). Etonnant lorsqu'on sait que l'économie helvétique emploie actuellement quelque 1,8 million de personnes à l'étranger, ce qui représente finalement la moitié de la population active sur le territoire suisse. Et cette sixième Suisse au sens où l'entend Silvio Borner se montre bien plus dynamique que l'économie intérieure, comme le montrent les investissements directs annuels se chiffrant par dizaines de milliards de francs et qui ont fait grimper l'encours des capitaux suisses investis à l'étranger à 423 milliards de francs fin 2003, auxquels sont venus s'ajouter 32 milliards en 2004.

A Roche la côte ouest, à Novartis la côte est

Les entreprises helvétiques sont notamment présentes là où le poulx de l'économie bat le plus fort. Par exemple dans la « Bay Area » autour de San Francisco, l'un des hauts lieux de la biotechnologie américaine. Plus de 800 bio-entreprises y sont établies, dont Genentech, numéro deux mondial de la branche et propriété de Roche depuis 1990. Mais la multinationale suisse a encore posé un autre jalon dans la Bay Area en créant, non loin de Palo Alto, un campus de 28 hectares où un millier de chercheurs planchent sur des pathologies aussi diverses que la maladie d'Alzheimer, l'hépatite C ou la schizophrénie. A la côte ouest pour Roche correspond la côte est pour son concurrent Novartis, et plus précisément la ville de Cambridge dans l'Etat fédéral du Massachusetts. Là, dans l'autre grand parc technologique américain, la firme bâloise est en train de construire depuis 2002, moyennant un investissement total de 4 milliards de dollars, un centre de recherche

qui, en termes de taille et d'exigences, ne le cédera en rien à son pendant de Palo Alto.

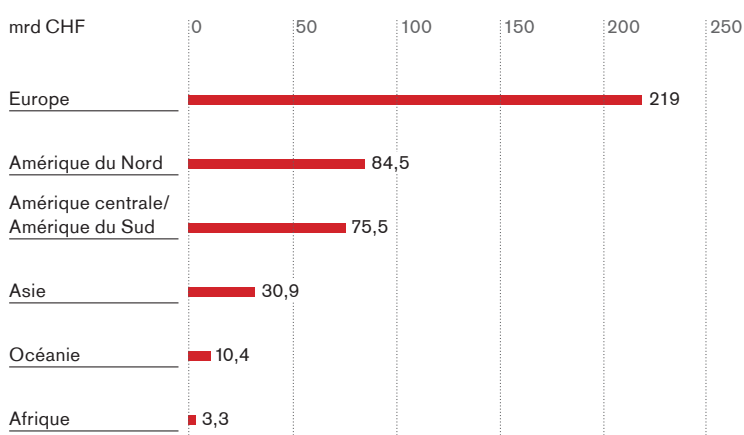
Les deux groupes pharmaceutiques poursuivent le même but : s'implanter là où un vaste savoir spécialisé est disponible grâce à des universités de pointe comme Stanford, Harvard ou le MIT, mais aussi grâce à un dense réseau d'entreprises appartenant à la même branche. Ces investissements directs répondent donc à des motivations tout à fait différentes de celles qui sont à la base des transferts de production classiques dans des pays à bas salaires, où les coûts de production plus avantageux sont le facteur déterminant. Par ailleurs, l'attrait de l'énorme marché américain contribue certainement aussi à l'afflux des capitaux pharmaceutiques. En effet, les grands marchés requièrent une présence locale, les seules exportations ne suffisant pas à les couvrir. Ce n'est pas un hasard si les Etats-Unis sont, depuis des années, la « pompe à capitaux » la plus puissante pour les investisseurs suisses. Environ 20% des investissements directs suisses ont traversé l'Atlantique en 2004. Avec une part de 40%, l'Union européenne est toutefois la première région économique à bénéficier des investissements directs suisses. Les pays émergents, eux, n'en ont drainé que 7% en 2004.

Cependant, la donne pourrait bientôt changer. Selon une étude de la banque Julius Bär, la Chine a, en 2003, supplanté les Etats-Unis à la tête des pays destinataires des investissements directs. Pas moins de

Les principales régions cibles de l'économie suisse

Si les investissements directs suisses vont encore essentiellement aux pays industrialisés occidentaux, les marchés émergents d'Asie et d'Europe de l'Est gagnent du terrain. Source : Banque nationale suisse

Encours des investissements directs suisses à l'étranger (2003)



**CREDIT
SUISSE**

CREDIT SUISSE BEIJING REPRESENTATIVE OFFICE

瑞士信贷银行股份有限公司北京代表处

Toujours plus d'entreprises helvétiques se pressent en Chine, dont de nombreuses PME. En s'adressant au Credit Suisse, elles cherchent un soutien pour y développer leurs relations commerciales.

560 milliards de dollars ont ainsi afflué en 2004 dans l'empire du Milieu. Même si la part de la Suisse ne représente que 2,8 milliards de dollars, le montant des capitaux suisses investis en Chine a, selon Julius Bär, augmenté d'un facteur 30 depuis 1993, soit plus vite que partout ailleurs. Et ce n'est qu'un début, notamment dans le secteur financier qui traverse actuellement une difficile phase de transition entre un passé socialiste d'isolement et un avenir libéral d'ouverture.

Chine : un potentiel colossal qui attire les entreprises

Devançant la plupart de ses concurrents, le Credit Suisse est aussi monté en ligne. « En 1955, il fut l'une des toutes premières banques étrangères à établir des relations avec la Chine », déclare Urs Buchmann, Chief Representative du Credit Suisse à Pékin. Il a fallu ensuite attendre trente ans pour pouvoir y ouvrir la première succursale. Mais les choses se sont accélérées depuis, tant dans le domaine – classique en Chine – des financements commerciaux que dans la banque d'investissement. « Toujours plus d'entreprises helvétiques se pressent en Chine, dont de nombreuses PME », relève Andreas Kühnis, responsable des établissements financiers et des clients commerciaux en Asie de l'Est. « En s'adressant au Credit Suisse, elles cherchent un soutien pour pouvoir développer leurs affaires en Chine et avec la Chine. »

Le 27 octobre dernier, on a pu prendre toute la mesure de l'expansion des affaires avec la Chine. Ce sont en effet 8 milliards de dollars américains qui ont été placés lors de l'introduction, à la Bourse de Hongkong, de la China Construction Bank, ancienne

banque d'Etat et troisième banque du pays. Les investment bankers du Credit Suisse ont participé à cette opération – la plus importante depuis quatre ans – aux côtés de l'américain Morgan Stanley, faisant de notre établissement la principale banque de Chine active dans ce secteur. Le Credit Suisse vise une position similaire dans la gestion patrimoniale, où le potentiel est au moins aussi important, selon le spécialiste de la Chine Urs Buchmann : « Une épargne privée avoisinant les 1 000 milliards de dollars sommeille en Chine, à quoi il faut ajouter une épargne institutionnelle tout aussi élevée. » Pour l'instant, le Credit Suisse doit se contenter du rôle de spectateur, car la Chine tarde à ouvrir ce marché. Cette situation est typique de l'empire du Milieu, dont le potentiel est aussi grand que son environnement réglementaire est contraignant et compliqué. Urs Buchmann met donc en garde contre toute euphorie excessive. « Nous devons faire preuve de patience. »

Mais peu importe finalement le rythme d'expansion : en Chine non plus, la sixième Suisse ne se laissera pas mettre facilement des bâtons dans les roues. <

L'économie suisse émigre-t-elle ?

Débat d'experts sur les avantages et les inconvénients des investissements directs suisses. www.credit-suisse.com/emagazine (rubrique « Economie suisse »)



« Suis-je Européen, Australien, Suisse ? Qu'est-ce qui me définit, me construit ? » Aujourd'hui âgé de 27 ans, **Simon Froehling** quitta la Suisse à 18 ans comme lycéen pour revenir comme écrivain.

Texte : Marcus Balogh, Ruth Hafen, Rebecca Schraner Photos : Thomas Eugster

Partir pour mieux revenir

Selon Johann Wolfgang von Goethe, l'homme sensé ne peut trouver de meilleure formation que le voyage. La preuve avec les portraits de quatre curieux qui ont tenté l'aventure.

Quels sont les points communs entre la danseuse de flamenco et le charpentier? Entre le grand cuisinier et l'écrivain? La curiosité, le courage, la persévérance... et une certitude : en s'éloignant de chez eux, ils se sont rapprochés de leur rêve. Simon Froehling, Brigitta Luisa Merki, André Jaeger et Roland Aeschlimann racontent comment ils sont partis pour mieux revenir.

Simon Froehling, écrivain

L'auteur Simon Froehling défie toute tentative de catégorisation. A 27 ans, il a déjà reçu plusieurs prix pour son œuvre. Il se présente à l'interview et à la séance photo prévues au théâtre « Theater an der Winkelwiese » dans un look branché, l'air fringant et curieux. Il paraît très jeune. Seuls ses yeux semblent contredire son apparente candeur.

Une lecture attentive de ses textes prouve sans conteste que les préjugés sur son âge sont totalement infondés. Le sous-estime-t-on fréquemment? « Je le crois, oui. Beaucoup de personnes pensent sans doute : bon, il débute à peine dans l'écriture. Mais cela a aussi ses avantages. J'aime surprendre les gens. »

Enfant, Simon Froehling voulait devenir artiste de cirque. Mais finalement, à défaut de s'exercer à des sauts périlleux sur le dos d'un cheval, il se retrouve perché en haut d'un vieux buffet à écrire un roman sur le cirque dans un livre confectionné de ses mains à partir de feuilles A4 pliées et agrafées entre elles.

La soif d'horizons nouveaux le saisit à l'âge de 18 ans. Première étape : Brisbane, Australie. Simon Froehling décide d'y obtenir le diplôme de maturité. Et il y publie sa première nouvelle. « Le roman sur le cirque est mon premier souvenir d'écriture. Ensuite, j'ai tenu un journal. Un acte thérapeutique, en fait. Mais un jour, l'écriture dépasse le cadre de l'autoréflexion. L'aspect thérapeutique s'estompe et le texte devient essentiel. Et on comprend que c'est cela qui nous motive, que l'on veut faire. »

Après la maturité, il quitte l'Australie pour Londres. Puis s'installe au Caire. Il donne des cours d'anglais, rédige des articles pour un magazine et remplit ses tiroirs de poèmes et de prose. Cette période l'a-t-elle marqué? « Assurément. La Suisse est un pays petit et étroit. Cependant, deux heures de trajet suffisent pour se retrouver au cœur d'une autre culture. L'Australie, elle, est immensément vaste. Mais on a beau rouler pendant des heures, d'une certaine manière on reste toujours au même endroit. L'immobilité dans le mouvement. Quant au Caire... Le Caire est incroyablement dépayçant. Une culture, une

langue, une religion entièrement différentes. Toute la vision qu'on a du monde est emportée d'un coup. »

En tant qu'étranger, Simon Froehling jouit au Caire d'une liberté presque sans bornes mais ne parvient jamais réellement à se faire accepter. Une situation difficile à gérer. Aussi difficile que le fossé infranchissable qui sépare riches et pauvres. Sans oublier les antagonismes qui obligent à réviser constamment son jugement sur les choses. « On commence à se poser des questions sur soi-même. Suis-je Européen, Australien, Suisse? Qu'est-ce qui me définit, me construit? »

Simon Froehling rentre en Suisse au bout de quatre ans. Plus autonome et plus libre, selon ses propres termes. « On dit tout le temps que voyager ouvre l'esprit. C'est vrai. Mais dans le même temps, cela restreint. On prend plus vite conscience de ce que l'on veut, de ce que l'on aime ou non. De sa destinée, des sacrifices que l'on est prêt à faire et aussi de ses limites. »

Le retour a-t-il été difficile? « Ma mère est Australienne et, tant que je vivais en Suisse, je pensais être Australien moi aussi. Là-bas, je me suis aperçu que je n'étais ni Australien, ni Suisse. C'est un sentiment inconfortable, dont on ne peut évidemment pas se satisfaire. Je suis d'autant plus heureux d'être parvenu à me réconcilier avec cette question. Ma patrie, c'est la Suisse. Pourtant, je ne suis pas enchaîné à ce pays. J'aimerais repartir vivre quelque temps au Caire. J'imagine aussi très bien m'installer à Berlin. J'aime la ville de Bâle, et certains paysages suisses sont d'une beauté époustouflante. Mais c'est ici que je suis chez moi, à Zurich. Il y a quelque chose de réconfortant à savoir où l'on appartient. Sans toutefois se sentir à l'étroit, sans que cela vous pèse. Peut-être faut-il partir pour découvrir où l'on est vraiment chez soi. »

Brigitta Luisa Merki, danseuse de flamenco et chorégraphe

Tout a commencé par un appel lui proposant un rendez-vous. Le plus tôt possible, à la gare de Baden. Oui, c'était urgent, et elle devait s'y rendre en personne. A la gare donc, dans un coin discret du restaurant, une délégation de la Société suisse du théâtre l'attendait. Pour lui annoncer qu'on lui remettrait à elle, Brigitta Luisa Merki, l'Anneau Hans-Reinhart 2004. La plus haute distinction du théâtre suisse, ni plus ni moins! « Je n'ai pas tout de suite compris de quoi il s'agissait », se souvient la danseuse, encore surprise aujourd'hui en repensant à cette fin décembre 2003.



« Je me contente d'élargir la brèche. » Dans ses chorégraphies pour la compagnie « Flamencos en route », **Brigitta Luisa Merki** cherche à bousculer et à renouveler la tradition du flamenco. Elle a reçu en 2004 l'Anneau Hans-Reinhart, la plus haute distinction de la scène théâtrale suisse.



« Servir le client n'est pas un devoir mais un plaisir – j'en ai eu la brillante démonstration lors de mon séjour en Asie. » Dans son restaurant Fischerzunft à Schaffhouse, André Jaeger comble ses hôtes avec sa « Cuisine du bonheur ».

L'année 2004, celle de l'Anneau Hans-Reinhart, marqua aussi le vingtième anniversaire de « Flamencos en route », la compagnie de danse fondée par Brigitta Luisa Merki. C'était avant que la vague du flamenco déferle sur l'Europe sous l'effet des films « Noces de sang » et « Carmen » de Carlos Saura. Le théâtre, la danse... Petite fille déjà, Brigitta Luisa veut devenir danseuse ; elle sillonne avec grâce les rues de son quartier sur des patins à roulettes, fabrique elle-même ses costumes et présente à sa famille des figures artistiques de son invention. Puis au lycée, l'espagnol en option, le groupe de théâtre, le professeur d'espagnol Fritz Zorn qui écrit des pièces pour ses élèves. L'intérêt pour le théâtre prend le pas sur la passion de la danse. Mais ensuite, le premier cours de flamenco avec Susana, la légendaire Susana. La rencontre avec la danseuse de flamenco et son époux, le pianiste Antonio Robledo, fut marquante, décisive.

La voie initiée par Susana conduit d'abord la Suissesse en Espagne. Six mois à Madrid, histoire de faire ses premières armes. A l'époque, les cours privés sont chose courante ; c'est seulement par la suite, le succès aidant, qu'ils sont devenus hors de prix. « Les gens étaient surpris qu'on puisse venir de l'étranger pour apprendre. Ils se sentaient honorés, pris au sérieux. » Les pas de danse sont transmis de professeur à élève comme des recettes de famille jalousement gardées. De retour chez elle, Brigitta Luisa Merki monte un spectacle, accompagnée d'un comédien et d'un pianiste, sur des textes de Federico García Lorca et de Miguel Hernández. Des textes en allemand ? Un piano ? « Allons, ce n'est pas du flamenco ! », s'écrient les puristes. « Je débute, se souvient Brigitta Luisa Merki, et il fallait que je le fasse. Je ne me suis jamais posé la question de savoir si c'était « pur » ou non. » Plus tard, d'autres l'ont imitée, même en Espagne, même de « vrais » danseurs de flamenco. Mais en 1983, c'était encore inconcevable.

Inconcevable qu'une Suissesse blonde fasse fi du cliché de la brune aux yeux de braise ? Non, mais certainement inhabituel. Brigitta Luisa Merki affirme avoir connu des danseurs qui se teignaient les che-

veux en noir pour ressembler à des Espagnols et travailler au « tablao ». Mais pas elle. « Mon parcours est différent. Le flamenco est un art dont les formes ont explosé depuis longtemps. C'est cela qui m'intéresse. Je me contente d'élargir la brèche », explique la chorégraphe. Et voilà qu'elle récidive en 2005, avec « El círculo mágico », une production réunissant le très classique Eos Guitar Quartet, la compagnie Flamencos en route et la reine du chant flamenco, Carmen Linares. Ce projet qui mêle les genres fait du bruit jusqu'en Espagne, où le grand quotidien « El País » lui a consacré pas moins de deux pages.

Le flamenco a franchi les frontières espagnoles ; la compagnie Flamencos en route réunit ainsi jusqu'à huit nationalités différentes. Mais il ne viendrait à l'idée d'aucune des danseuses hispaniques de remettre la chorégraphe en question sous prétexte qu'elle n'est pas Espagnole. « Elles savent que ma compagnie leur offre des interprétations qui seraient impensables dans leur pays. » Elargir la brèche et multiplier les perspectives pour faire surgir du nouveau. S'éloigner des racines pour mieux les retrouver. Partir à la conquête de l'inconnu et passer les frontières dans le but de revenir et de mieux comprendre sa propre essence. Peut-être est-ce cela, l'art de Brigitta Luisa Merki et de Flamencos en route.

André Jaeger, chef cuisinier

André Jaeger est un fin gourmet, un gastronome passionné et un chef célèbre : son hôtel-restaurant Fischerzunft à Schaffhouse, situé dans un cadre idyllique, est noté 19 sur 20 depuis dix ans par le légendaire GaultMillau.

Pourtant, André Jaeger n'a rien des allures de star. Il nous reçoit en toute simplicité, dans sa veste blanche de cuisinier, auditeur attentif et conteur habile, et l'on comprend pourquoi les critiques gastronomiques qualifient sa cuisine d'harmonieuse, de délicate et de subtile. De véritables œuvres d'art qu'André Jaeger agrmente toujours d'une touche personnelle. On obtient alors des combinaisons aussi raffinées qu'inattendues, comme la terrine forestière au rhum et son croustillant de civet de cerf, ainsi que des garnitures originales et toujours parfaitement présentées.

Ce magicien de la cuisine a connu le succès grâce à sa « Cuisine du bonheur », un nom choisi par le chef en guise de promesse à ses clients. Car son vœu le plus cher est de combler ses hôtes, de leur prodiguer toute son attention et de satisfaire le moindre de leurs désirs. « Servir le client n'est pas un devoir mais un plaisir – j'en ai eu la brillante démonstration lors de mon séjour en Asie. »

Le mot-clé est lâché : l'Asie. André Jaeger est quasiment l'inventeur de la cuisine eurasiennne. Son histoire est étonnante. Après l'Ecole hôtelière de Lausanne, André Jaeger décroche un poste de « food and beverage manager » dans le mythique hôtel Peninsula de Hongkong. Il y dirige plusieurs centaines d'employés et participe à la composition des menus avec les cuisiniers. Quatre ans plus tard, sa famille le rappelle à Schaffhouse pour qu'il reprenne le restaurant Fischerzunft. André Jaeger hésite, mais finit par accepter. Une décision qu'il paie cher : au lieu de tenter de nouvelles expériences culinaires avec des employés zélés, comme au Peninsula, il se trouve aux prises avec une brigade récalcitrante qui se cramponne aux traditions. La truite au bleu l'emporte sur les noix de Saint-Jacques à la mousse de wasabi.

Trois ans passent ainsi. Mais un soir naît enfin une lueur d'espoir. Après une nouvelle journée de travail frustrante, André Jaeger pré- >



« J'ai simplement pris la route, sans savoir où me conduiraient mes pas. » Son voyage entraînera finalement **Roland Aeschlimann** dans un tour du monde qui durera cinq ans.

pare du riz frit pour lui et son épouse Doreen, originaire de Hongkong : riz, oignons, dés de jambon, légumes frais finement hachés, quelques épices asiatiques, deux œufs. « Nous étions là, nos bols fumants à la main, nous remémorant avec regret les mets et saveurs d'Asie, lorsqu'une évidence s'imposa à nous : l'Asie et l'Europe ! Non pas antagonistes sur le plan culinaire, mais fusionnant pour s'inspirer réciproquement, pour donner vie à une cuisine unique et entièrement nouvelle. »

Jusqu'à quatre heures du matin, André Jaeger et son épouse inventent de nouveaux plats. Progressivement, le chef incorpore ses créations dans la composition des menus, même si la truite au bleu demeure encore longtemps sur la carte.

André Jaeger raconte les fortes réticences à « ces trucs modernes ». Mais aussi les encouragements constants d'amis comme Max Kehl, qui récompensaient ses efforts. Et comment on se mit subitement à le copier après la découverte de son restaurant par GaultMillau, qui lui attribue pour la première fois la note 19 en 1995. Est-il agacé de voir d'autres reproduire les plats qu'il met tant d'art à créer ? « Pas vraiment, car contrairement aux pirates gastronomiques, je ne cesse de me remettre en question et d'évoluer. Et j'invente continuellement des réponses nouvelles aux éternelles mêmes questions : quels sont les ingrédients d'une bonne cuisine et comment puis-je rendre mes clients heureux ? »

Le chef affirme tirer encore profit aujourd'hui de son séjour en Asie. Parce que la cuisine asiatique et ses innombrables épices constituent pour lui une inépuisable source d'inspiration. Et parce que le Peninsula lui a appris jusqu'où peut mener le souci de la perfection. « Je crois que le succès ne dépend pas tellement de ce que l'on fait mais plutôt de la volonté que l'on a de se surpasser. Jour après jour. »

Roland Aeschlimann, charpentier

Quelques rares maisons de bois bordent la gare de Wiggen. Le petit village de 590 âmes est situé dans le district lucernois d'Entlebuch, à la limite du canton de Berne. C'est là que vit Roland Aeschlimann,

27 ans. A la fin des années 1990, ce charpentier décida de partir découvrir le monde. Son tour du globe dura en tout cinq ans. Une aventure extraordinaire, celle du voyage de compagnonnage d'un jeune artisan.

Avril 1999. Vêtu de l'habit traditionnel – gilet, pantalon, chapeau, chemise blanche et cravate noire –, Roland Aeschlimann se met en chemin, son baluchon sur l'épaule. « J'ai simplement pris la route, sans savoir où me conduiraient mes pas. » Un compagnon l'escorte jusqu'aux « portes de la ville ». Il prend d'abord la direction du nord, vers l'Allemagne. Son périple l'entraîne assez loin : de Sylt, où il apprend à réaliser les toits de chaume typiques des maisons d'Allemagne du Nord, en Scandinavie, puis dans les Etats baltes, en Pologne, en Autriche, et enfin à Brest, en France. Toujours plus loin.

Le voyage des compagnons charpentiers est soumis à certaines règles. Ainsi, l'interdiction de demeurer plus de six mois au même endroit, ou de voyager plus de quatre mois d'affilée.

A Brest, debout face à la mer, Roland Aeschlimann prend une décision : « Je veux aller au Canada. » Il embarque d'abord pour les Caraïbes, d'où il ne parvient pas à repartir. Presque à court d'argent, il est gagné par le mal du pays. Doit-il rentrer ? La durée minimum de son tour de compagnonnage, trois ans et un jour, est dépassée. Mais le jeune homme réussit finalement à se faire embaucher comme cuisinier sur un voilier suédois. Quant à la dernière étape, de New York au Canada, il l'effectue en qualité de matelot. « A mon arrivée au Canada, il me restait cinq francs en poche. » Roland Aeschlimann n'est pourtant pas inquiet. « J'ai été accueilli si chaleureusement par les Canadiens que je ne doutais pas une seconde de trouver rapidement du travail. » Effectivement, il est exaucé le jour même : un constructeur de maisons en madriers accepte de lui apprendre son métier.

Un savoir qui se révélera très utile. Avec un collègue, Roland Aeschlimann construit aujourd'hui des maisons en madriers dans toute la Suisse. Mais la principale leçon qu'il tire de son voyage est tout autre : il n'appréhende plus la vie de la même façon. « Je me suis rendu compte qu'on ne pouvait pas tout planifier ; les choses suivent leur cours et peuvent évoluer sans cesse. Quand je dois attendre, par exemple, je le fais beaucoup plus sereinement qu'auparavant. » La patience fut en effet l'un des ingrédients essentiels du périple du jeune homme, car les compagnons se déplacent à pied ou en auto-stop et proscrivent l'usage des transports publics.

Roland Aeschlimann estime également avoir acquis une plus grande assurance, en particulier dans ses rapports avec les autres. Au cours de son voyage, il a bénéficié de l'aide et de l'accueil de personnes très diverses. « Cela a balayé mes préjugés. Je suis beaucoup plus ouvert aux gens, quels que soient leur statut, leur âge ou leur apparence. »

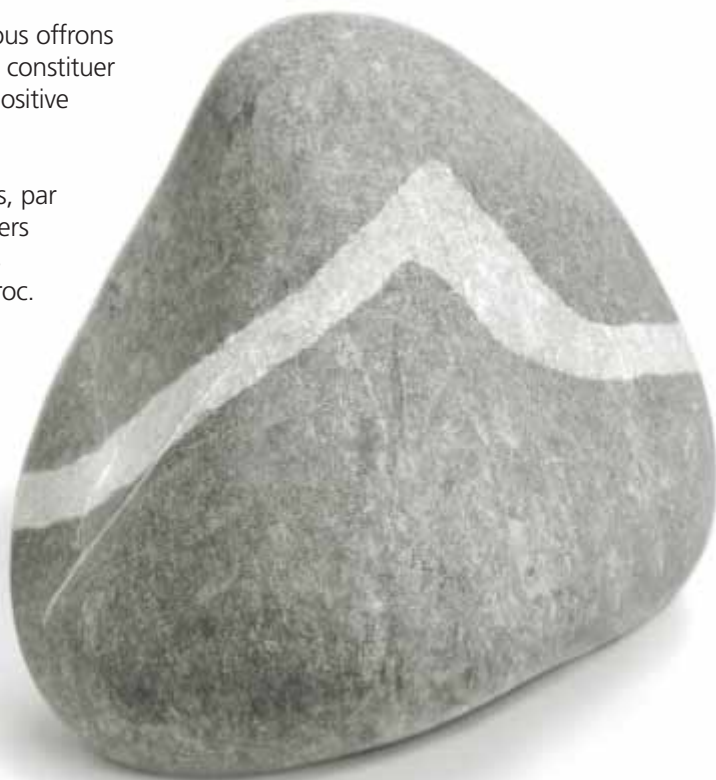
Après six mois au Canada, Roland Aeschlimann décide de parachever son tour du monde. Il embarque donc à nouveau comme matelot. Contre vents et marées, il rejoint la Corée du Sud, puis la Chine, la Mongolie, la Sibérie et Moscou. Plus de cinq ans ont passé lorsque le Suisse est à nouveau saisi par le mal du pays et se résout à rentrer.

Quel est le plus beau souvenir qu'il garde de ce périple ? « Ce sont ces brefs moments de joie, quand une porte s'ouvre, que la chance vous sourit. » Puis, après quelques secondes de réflexion, Roland Aeschlimann ajoute : « Mon retour à la maison. Lorsque, une fois la boucle bouclée, je me suis retrouvé devant la maison de mes parents. » <

Rock Solid Banking.

En tant que banque privée suisse, nous offrons à nos clients ce que tous souhaitent: constituer un capital et profiter de l'évolution positive des marchés.

Chaque jour, nous nous y employons, par un conseil avisé, des produits financiers innovants et un service complet. Des services bancaires solides comme le roc.



Le Clariden est une montagne au cœur des Alpes suisses qui a donné son nom à notre banque. Avec ses 3 267 mètres, ce mont est à la hauteur de notre idéal: la fiabilité. Jour après jour.

Petit glossaire

Termes financiers

Place financière offshore

Traduit littéralement, « offshore » signifie « loin de la côte ». Bien que ce terme soit couramment utilisé dans le jargon économique, il n'en existe pas de définition généralement acceptée. On s'accorde toutefois sur les principales caractéristiques de l'offshore : les places financières offshore se caractérisent par leur vocation internationale et leur souplesse en matière de réglementations. Elles présentent de nombreux avantages pour les investisseurs et les institutions financières, notamment l'exonération partielle ou totale d'impôts. Les établisse-

ments offshore offrent un haut niveau de confidentialité et profitent des lacunes existant tant dans la régulation que dans la surveillance des marchés financiers. Ils proposent des services destinés principalement aux clients étrangers, comme la gestion flexible de structures d'entreprises particulières. Les transactions sont réalisées dans une monnaie étrangère, hors du marché intérieur. Font notamment partie des places offshore les Bahamas, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans, la Barbade et les Bermudes.

Crédit consortial

Les grands crédits sont généralement accordés en commun par plusieurs banques. Dans le cas d'un crédit consortial (aussi appelé crédit syndiqué), les banques s'unissent pour former un consortium. Une banque chef de file est chargée de mener les négociations avec le client et les autres banques. Les crédits consortiaux sont particulièrement utilisés pour les financements à court ou moyen terme assortis d'échéances de trois à sept ans. Le client bénéficie d'un volume de crédit plus élevé, avec une échéance de plusieurs années,

sans pour autant devoir conclure plusieurs contrats de crédit et respecter des clauses éventuellement différentes. Quel intérêt pour les banques ? Elles supportent conjointement les risques de crédit et reçoivent toutes les mêmes informations. Les conditions d'octroi d'un crédit consortial sont négociables. Elles dépendent par exemple de la notation de crédit de l'emprunteur et de la durée du crédit, mais elles sont également fixées en fonction de l'affectation des fonds, des modalités de remboursement et de la structure du financement.

Trust

Le trust est un mécanisme juridique anglo-saxon par lequel la personne qui le constitue (« settlor ») transfère la propriété de biens ou de droits patrimoniaux à une ou plusieurs autres personnes (« trustees ») chargées de les administrer. Il peut être constitué à des fins déterminées ou pour favoriser différentes personnes (« beneficiaries »). Si à l'origine le trust est une institution du « common law », on le trouve dans d'autres législations comme

celles du Liechtenstein, du Japon, d'Israël et de l'Argentine. Le droit suisse, quant à lui, ne reconnaît pas le trust comme entité juridique à part entière. Le trust remplit aujourd'hui plusieurs objectifs. Il peut permettre d'effectuer une planification successorale (cas le plus fréquent), mais aussi d'obtenir une optimisation fiscale ou de protéger une partie du patrimoine. Rebecca Schraner

Clientèle entreprises

Entrepreneur of the Year 2005



Willy Michel primé pour son œuvre

Les trois Entrepreneurs of the Year opèrent en Suisse romande ; mais un prix spécial va à Berthoud.

Ernst & Young attribue depuis 1986 le prix «Entrepreneur of the Year», qui concerne désormais quarante pays et jouit d'une grande renommée grâce à un jury indépendant. En Suisse également, des distinctions sont décernées aux chefs d'entreprise depuis 1998.

A la soirée de gala de cette année dans la grande halle «World of Movie» à Zurich-Oerlikon, Peter Athanas, CEO de Ernst & Young Suisse, était assisté de Josef Meier, responsable Corporate & Retail Banking Credit Suisse, car les deux groupes ont signé un contrat de partenariat destiné à promouvoir les dirigeants d'entreprises helvétiques.

L'Entrepreneur of the Year 2005 dans la catégorie Industrie/High-Tech est Peter Heimlicher, fondateur et CEO de Contrinex SA à Givisiez (canton de Fribourg), entreprise spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à hautes performances. Dans la catégorie Commerce/Services, le lauréat est Robin Cornelius, CEO

de Switcher SA à Lausanne, parce que, depuis près de vingt-cinq ans, il prouve que le succès commercial n'est pas incompatible avec des principes de production éthiques, sociaux et écologiques. Quant au titre attribué dans la catégorie Start-up, il revient à Fabio Cesa et à Jean-Luc Mossier, Silentsoft SA, Lausanne, pour l'avance technologique qu'ils ont acquise dans le monde entier en matière de communication de machine à machine (M2M).

Exceptionnellement, un quatrième prix a été décerné cette année, le «Master Entrepreneur», dont le lauréat est Willy Michel, qui a conduit au succès Ypsomed Holding SA (systèmes d'injection), Berthoud, après avoir déjà réussi auparavant avec Disetronic SA. Willy Michel s'investit en outre fortement dans le social et dans la culture, notamment pour le Musée Franz Gertsch à Berthoud.

Sur la photo, Josef Meier, en compagnie de l'animatrice Monika Schärer, remet le prix spécial à Willy Michel (à droite). schi

Clientèle entreprises

Le Swiss Venture Club au service des PME suisses

Des bijoux de PME

Quelle est la mission du Swiss Venture Club ?

Trois questions à son président, Hans-Ulrich Müller.

Bulletin : Le Swiss Venture Club (SVC) doit sa notoriété aux prix régionaux destinés aux entreprises. Est-ce suffisant pour le légitimer, quand plus de 100 prix récompensent les entreprises et l'innovation en Suisse ?

Hans-Ulrich Müller : D'abord, je dirai que les Prix de l'Entreprise suffiraient à justifier son existence. Ensuite, le SVC ne peut être réduit à ce seul domaine. Il y a en Suisse à peu près 350 000 petites et moyennes entreprises (PME), parmi lesquelles se trouvent de véritables bijoux. C'est seulement dommage qu'elles soient ignorées du grand public. Grâce aux Prix de l'Entreprise, nous contribuons à la promotion des PME. Nous aidons les entreprises et les régions économiques à acquérir la notoriété qu'elles méritent et à se tisser un réseau de relations. Ces manifestations réunissent entre 700 et 1 500 personnes, ce qui veut dire que nous permettons la rencontre des idées, du savoir-faire, des entrepreneurs et des bailleurs de fonds.

Ce réseau présente toutefois des lacunes au niveau régional.

C'est vrai... pour le moment en tout cas. Le Swiss Venture Club, créé en 2003 sur une initiative bernoise, se fonde sur un système de «milice» et avance donc à petits pas. Dès 2006, cependant, les prix couvriront les sept régions économiques suisses, à commencer par Lugano le 16 janvier.

Mais, comme vous l'avez mentionné, le SVC est bien plus qu'un «distributeur de prix»...

Nous sommes actifs dans trois autres domaines : ainsi, «SVC Forum», qui comprend une offre de formation pour les entrepreneurs. C'est là que nous avons débattu, en prenant l'exemple réussi de Lantal Textiles, du problème parfois urgent du règlement de la succession. Puis nous avons «SVC Financement», qui assure aux PME l'accès à des sources de financement alternatives (voir page 44). Nous sommes également en train de constituer un «microfonds», financé par des sponsors, qui fournira aux petites entreprises ou aux start-up de très petits crédits (jusqu'à 150 000 francs) à des conditions raisonnables. Enfin, «SVC Politique» s'engage au niveau politique en faveur d'un contexte optimal pour les PME.

Informations complémentaires : www.swiss-venture-club.ch et www.credit-suisse.com/emagazine (dossier PME). schi

Les lauréats actuels

Suisse du Nord : Trüb SA, Aarau, 2005

Suisse romande : Felco SA, Les Geneveys-sur-Coffrane, 2005

Espace Mittelland : Spirig Pharma, Egerkingen, 2005,

Sphinx Outils SA, Biberist, 2004, DT Swiss SA, Bienne, 2003

Suisse orientale : Abacus Research AG, Kronbühl, 2004

Credit Suisse First Boston

Mise en Bourse en Chine

Hongkong, Chine

Fin octobre, Credit Suisse First Boston a joué le rôle de «joint lead manager» dans l'introduction à la Bourse de Hongkong de la China Construction Bank (CCB). Le prix de l'action a été fixé dans le haut de la fourchette indicative, à 2,35 dollars de Hongkong, soit environ 40 centimes suisses. La mise en Bourse de la troisième banque chinoise – dont les actifs s'élèvent à 500 milliards de dollars américains – marque à plusieurs égards une étape importante de l'histoire boursière asiatique. La CCB est en effet la première grande banque chinoise à quitter le giron de l'Etat pour être largement privatisée. En outre, l'intérêt des investisseurs pour les actions de la CCB a fait la une des journaux. Credit Suisse First Boston a su générer une demande de titres exceptionnellement forte, ce qui a été déterminant pour le succès de cette introduction en Bourse.

L'opération, qui porte au total sur plus de 8 milliards de dollars américains, est la plus importante IPO (Initial Public Offering) depuis juin 2001, date à laquelle le groupe américain Kraft Food Inc. avait levé quelque 8,7 milliards de dollars. A l'époque, Credit Suisse First Boston avait d'ailleurs été chef de file de cette entrée en Bourse.

L'introduction en Bourse de la CCB permet à Credit Suisse First Boston de se positionner à la fois en Chine, en Asie et dans le monde entier comme l'une des banques leaders sur ce marché-clé. *ba*

Sponsoring

Deux partenaires internationaux

Salzbourg, Autriche

Le Credit Suisse devient sponsor principal du Festival de Salzbourg. Ce partenariat, qui débutera en 2006, est limité à trois ans dans un premier temps.

La date de lancement ne pouvait mieux tomber: en 2006, le Credit Suisse fêtera ses 150 ans, tandis que le Festival de Salzbourg célébrera le 250^e anniversaire de la naissance de Mozart. L'engagement du Credit Suisse a été salué aussi bien en Autriche qu'en Suisse. La présidente du Festival, Helga Rabl-Stadler, considère que «cette initiative permettra au Festival de financer des créations artistiques qui lui tiennent à cœur». Selon elle, les deux institutions ont des points communs: elles jouissent d'une renommée et d'un rayonnement internationaux, allient tradition et innovation et font preuve d'une volonté de changement. Oswald J. Gröbel, CEO du Credit Suisse Group, a pour sa part souligné que les deux partenaires partageaient le même objectif, à savoir offrir de nouvelles perspectives et une excellente performance à une clientèle cosmopolite. Pour en savoir plus sur l'engagement du Credit Suisse Group dans les domaines culturel et sportif, lisez page 46 l'interview d'Adrian Schüpbach, responsable du sponsoring du Credit Suisse. *ba*

Credit Suisse First Boston

Licence de négoce en Malaisie



Kuala Lumpur, Malaisie

Le Credit Suisse développe progressivement ses activités en Asie. Depuis fin septembre, il est la première entreprise non malaisienne titulaire d'une licence pour le négoce des actions. Paul Calello, Chairman et CEO Asia Pacific au Credit Suisse, est convaincu que cette licence renforcera, d'une part, la position du Credit Suisse en Malaisie et, d'autre part, la stratégie visant à proposer aux clients internationaux la gamme de produits la plus large dans la zone Asie-Pacifique.

La licence octroyée est assurément le résultat de l'engagement de Credit Suisse First Boston en Malaisie depuis de longues années. Le magazine «Institutional Investor» a ainsi classé la CSFB Malaysia Research Team à la première place parmi plusieurs institutions; par ailleurs, Credit Suisse First Boston a été désigné l'année dernière comme l'institution financière non malaisienne la plus importante pour les introductions en Bourse en termes de volume. *ba*

Credit Suisse Lead to China

Voyage pour les PME en 2005

Réseau en Chine

«L'intérêt des PME suisses pour la Chine est toujours aussi vif, et on ne peut que se féliciter que cet intérêt soit réciproque», explique Andreas Kühnis, responsable East Asia au Credit Suisse Zurich. «Du 3 au 13 novembre, nous nous sommes rendus pour la deuxième fois sur place avec 25 chefs d'entreprise. Compte tenu de la liste d'attente, nous pourrions prévoir un troisième voyage...» Le Credit Suisse a donné une fois de plus à ses clients, en partenariat avec la Neue Argauer Bank (NAB), la possibilité de s'informer en détail sur les conditions en vigueur pour les investisseurs étrangers. Nombre de précieux contacts ont été noués, notamment avec Beat Bürgi, General Manager du Swiss Business Hub de Pékin, ainsi qu'avec les représentants du Swiss Center Shanghai et du Sino-Swiss Partnership Fund. La soirée de gala en présence du maire de Pékin, Wang Qishan, et de l'ambassadeur de Suisse, Dante Martinelli, a constitué l'un des temps forts de ce voyage. Les participants ont bénéficié de l'expérience des représentants du Credit Suisse en Chine, Urs Buchmann et Regula Hwang, et apprécié la présence de trois dirigeants suisses: Josef Meier, responsable Corporate & Retail Banking, Hans-Ulrich Müller, responsable Clientèle entreprises Suisse – PME, et Hans-Mathias Käppeli, CEO de la NAB. L'échange de vues avec des entreprises implantées en Chine, dont la joint-venture d'ILB Logistics (Baden) à Pékin, s'est également révélé très fructueux. *schi*

Engagement

Combattre le chômage

Plus qu'un placement

Grâce aux Charity Notes, le Credit Suisse ouvre de nouvelles voies et associe pour la première fois placement avantageux et engagement socio-caritatif.

La Suisse reste incontestablement le pays des bons offices et de la solidarité. Rares sont les nations aussi généreuses qu'elle. Animé par cet esprit d'entraide, le Credit Suisse offre désormais la possibilité d'allier un placement à une œuvre. « Les Charity Notes sont des produits dérivés structurés constituant une alternative intéressante aux obligations traditionnelles, explique Hans-Georg Vetterlin, responsable Structured Derivatives. Ces deux produits permettent d'investir dans l'avenir de notre société sans pour autant devoir renoncer à un rendement avantageux. »

Chaque année, respectivement 1% (Charity Bonus Note) et 1,5% (Charity Yield Note) des revenus réalisés sont reversés à la fondation d'utilité publique Symphasis. « Ces capitaux nous permettent de soutenir des projets nationaux pour lutter contre le chômage des jeunes en Suisse, précise Joseph Jung, directeur de Symphasis. Nous avons retenu huit projets ou partenaires potentiels et les fonds seront attribués à l'automne 2006 par le Conseil de fondation sous la présidence de l'ancien conseiller fédéral Flavio Cotti. » Le Credit Suisse apporte lui aussi son concours à Symphasis en prenant à sa charge l'ensemble des frais administratifs de la fondation.

Le Charity Bonus Note 6%, basé sur un panier de 20 actions, offre un horizon de placement de six ans, le remboursement intervenant fin 2011. L'émetteur garantit une protection intégrale du capital à l'échéance. L'investisseur participe au rendement des titres du panier à hauteur de 6% par an au maximum.

Dans le cas du Charity Yield Note 7%, l'horizon de placement est de trois ans et le coupon versé chaque année est fixé à 5,5%. Le remboursement de l'investissement n'atteint en revanche 100% que si aucun des quatre indices d'actions (SX5E, SPX, NKY, SMI) ne tombe en deçà du seuil de 65% du montant nominal pendant la durée du placement.

La date limite de souscription est le 15 décembre 2005. Après cette date, les Charity Notes seront disponibles sur le marché secondaire aux conditions habituelles. schi

Bâle et Chiasso

Deux succursales en fête

Anniversaires au nord et au sud

L'année prochaine, le Credit Suisse célébrera ses 150 ans d'existence. Deux sites ont cependant organisé des festivités avec un peu d'avance. En effet, Bâle a accueilli la première succursale du Credit Suisse en 1905 (voir Bulletin 2/2005) et Chiasso a suivi en 1955. Dans la cité rhénane, un concert donné le 6 novembre au Stadtcasino par l'Orchestre de la Tonhalle de Zurich, sous la direction de David Zinman et avec le pianiste Yefim Bronfman, est venu clôturer cette année anniversaire riche en manifestations. Chiasso a pour sa part organisé une soirée de gala avec la soprano Luciana Serra le 11 novembre au Cinema Teatro. En apportant son soutien à l'« Atelier Zumthor » de la faculté d'architecture de l'Université de Mendrisio, le Credit Suisse a prouvé qu'il était résolument tourné vers l'avenir, puisque les élèves ont élaboré, dans le cadre de ce projet, des concepts d'aménagement pour la ville frontière. Par ailleurs, le maire de Chiasso, Claudio Moro (à gauche sur la photo), a apprécié les sculptures de l'artiste local Selim Abdullah (au milieu) offertes à sa commune par Marzio Grassi au nom du Credit Suisse. schi

Clientèle privée en Suisse

Grand concours « winahouse.ch »

Une maison offerte



Les affaires hypothécaires, qui représentent un volume de 95 milliards de francs, font partie du cœur de métier du Credit Suisse. Pour renforcer sa position de spécialiste hypothécaire et de prestataire financier, la banque a lancé au mois de mai un concours baptisé « winahouse.ch », dont le prix principal était une maison d'une valeur de 1 million de francs. Les heureux gagnants, Daniela et Stefan Bryner, de Villmergen, ont été désignés par tirage au sort en novembre lors de l'exposition internationale de l'habitat et du meuble « neue räume 05 » à Zurich-Oerlikon. Hanspeter Kurzmeyer, chef Clientèle privée Suisse (à droite de Stefan Bryner sur la photo), s'est félicité de l'écho du concours : « Le succès a dépassé nos attentes, et nous organiserons une deuxième édition de « winahouse.ch » l'an prochain. »

En partenariat avec le Credit Suisse, le magazine helvétique de l'habitat « Ideale Heim » a décerné le prix d'architecture « Max » 2005, qui récompense la meilleure maison individuelle, au cabinet Clavuot de Coire pour la villa Raselli-Kalt à Poschiavo.

Avec 21 000 visiteurs en six jours, l'exposition « neue räume 05 » a établi un nouveau record. schi

Clientèle entreprises

Un crédit consorcial garantit des emplois

Swiss Steel: histoire d'un sauvetage réussi

Au milieu des années 1990, un consortium de banques suisses rachetait la majorité des actions des groupes sidérurgiques Von Roll et von Moos, dont la restructuration donna naissance à Swiss Steel. En 2005, le Credit Suisse joue le rôle de chef de file dans un regroupement d'entreprises qui assurera à long terme la production d'acier en Suisse.

Texte : Andreas Schiendorfer

«S'il existe encore des contes de fées dans l'industrie suisse, l'histoire de Swiss Steel en fait certainement partie. Sauvé de la faillite par les banques en décembre 1996, le groupe sidérurgique helvético-allemand affiche pour l'année en cours un bénéfice d'environ 100 millions de francs», écrit Peter Schuppli dans le journal «Finanz und Wirtschaft». «L'entreprise est en bien meilleure santé qu'il y a dix ans. Grâce à sa nouvelle structure intégrant des aciéries aux gammes parfaitement complémentaires en Suisse et en Allemagne, le groupe a considérablement gagné en stabilité, en sécurité et en rentabilité.»

Au bord de la faillite en 1996

Ce sont les banques, et notamment le Credit Suisse, qui ont permis à l'entreprise de se redresser. Mais leur initiative n'a été en aucun cas le fruit des circonstances, et encore moins celui du hasard. «En tant que banque des entreprises, le Credit Suisse a aussi un rôle économique à jouer», souligne Urs P. Gauch, responsable Clientèle entreprises Suisse – Grandes entreprises. «En 1996, les banques ont racheté la majorité des actions des groupes sidérurgiques suisses Von Roll et von Moos, alors en difficulté, parce qu'elles étaient convaincues qu'une restructuration sauverait l'industrie suisse de l'acier et la rendrait de nouveau rentable à moyen terme, y compris pour les actionnaires.»

La production d'acier ne faisant pas partie du métier de base des banques, il était prévu depuis le début de céder cette majorité d'actions le moment venu.

Au cours d'une première phase qui a été très douloureuse, il s'est agi de procéder à la restructuration nécessaire: les capacités de production ont été réduites d'environ 250 000 tonnes et concentrées sur les sites de Gerlafingen et d'Emmenbrücke.

Aujourd'hui, le groupe Swiss Steel, constitué des sociétés Stahl Gerlafingen AG, von Moos Acier SA et Steeltec AG, produit avec 1 230 salariés une quantité d'acier à peu près équivalente à celle d'avant la restructuration. Une production qui répond également à des critères écologiques, l'acier suisse étant fabriqué en grande partie à partir de ferraille recyclée.

Changement de propriétaire en 2003

Au début de l'été 2003, le moment était venu pour les banques de se retirer progressivement du secteur de l'acier. Après des années de dur travail et d'habiles négociations, le «conte de fées» pouvait vraiment commencer.

Albert Angehrn, responsable Swiss Corporates: «La société de distribution d'acier Schmolz + Bickenbach, dont le siège est à Düsseldorf, s'est révélée une grande chance pour Swiss Steel. Les deux entreprises se complètent à merveille, et la qualité du management – Benedikt Niemeyer (CEO) et

Michael Storm (propriétaire) pour Schmolz + Bickenbach, Marcel Imhof (CEO) pour Swiss Steel – constitue un atout extrêmement précieux.»

Un refinancement indispensable

Le groupe a poursuivi son évolution positive, même si sa taille a sensiblement augmenté avec le rachat à ThyssenKrupp Steel des sociétés Edelstahlwerke Südwestfalen GmbH (EWS) en octobre 2004 et Edelstahl Witten-Krefeld GmbH (EWK) en mars 2005.

«Comme ThyssenKrupp Steel souhaitait se concentrer entièrement sur la production d'acier plat, Benedikt Niemeyer a pu acquérir deux fleurons de la sidérurgie à des conditions intéressantes et compléter ainsi la gamme de produits dans le segment supérieur», précise Damian Hodel, conseiller du Credit Suisse chargé du suivi du groupe Schmolz + Bickenbach/Swiss Steel.

Cette fois aussi, le Credit Suisse a apporté son concours à l'opération. Mais, très vite, on a constaté que l'on se trouvait face à un contexte juridique et financier très complexe: en effet, il fallait tout d'abord faire de Swiss Steel SA, société cotée à la Bourse suisse, la société mère à 100% d'EWS au moyen d'un apport en nature, puis la fusionner avec une société encore plus grande, à savoir EWK. En outre, il existait à cette époque différents consortiums au sein du groupe formé par Swiss Steel et son principal actionnaire Schmolz + Bickenbach, ce qui impliquait plusieurs partenaires bancaires et donc plusieurs structures en matière de limites de crédit.

La solution adoptée en définitive a été le refinancement complet du groupe à hauteur de 690 millions d'euros. «Le mandat de structuration et de syndication a été attribué à la Commerzbank, au Credit Suisse et à la Dresdner Bank, chefs de file conjoints de l'opération. Pour que l'acquisition d'EWK,

notamment, se déroule selon le calendrier et les modalités prévus par le vendeur, les trois banques ont fourni dans un premier temps l'intégralité du montant», expliquent Ralf Hippenmeyer et Diego Vieli, qui ont effectué l'énorme travail de structuration et de syndication au Credit Suisse. « Dans un deuxième temps, l'opération a été lancée sur le marché bancaire international – avec grand succès. Le crédit ayant été largement sursouscrit, les trois banques du consortium ont décidé de conserver chacune une participation de 60 millions d'euros dans le crédit consortial. »

Une opération basée sur la confiance

N'aurait-on pas pu réinvestir aussitôt les 690 millions d'euros du crédit? « Il est normal que la banque chef de file garde une part importante de l'engagement de crédit. Car en tant que banque commerciale, nous voulons continuer à accompagner la société, déclare Albert Angehrn. Pour le Credit Suisse, il serait inconcevable de structurer une transaction, puis de se désengager. Ce serait un très mauvais signal, non seulement pour les actionnaires mais aussi pour les emprunteurs. Une

telle opération suppose une confiance absolue de part et d'autre, surtout lorsque les négociations sont intenses et complexes... »

L'engagement a valu la peine, sans nul doute: le groupe Schmolz + Bickenbach, qui est passé en un an du statut de moyenne entreprise allemande à celui de « global player », est aujourd'hui soutenu financièrement par un consortium de 17 banques provenant de différents pays d'Europe.

Les cinq sites sont rentables

Dans ce « conte de fées industriel », l'élément essentiel est que le nouveau groupe sidérurgique, avec ses importants sites suisses (70 millions de francs y seront investis en 2006), soit désormais viable sur le plan économique.

Les cinq sociétés de Swiss Steel SA opèrent dans des secteurs de production distincts et visent des segments de clientèle spécifiques, une stratégie qui permet au groupe de bien résister aux crises. Elles produisent des aciers de différentes qualités: en Suisse, Stahl Gerlafingen AG fabrique de l'acier à béton et de l'acier de construction, von Moos Acier SA,

à Emmenbrücke, de l'acier fin, de l'acier spécial et de l'acier de décolletage, et Steeltec AG, également à Emmenbrücke, de l'acier calibré. Quant aux deux filiales allemandes EWS et EWK, en très bonne santé, elles se concentrent, sur leurs sites de Siegen, Hagen, Krefeld et Witten, sur l'acier spécial de qualité supérieure ainsi que sur l'acier inoxydable et l'acier à outils.

Tous les feux sont au vert

Grâce notamment à une joint-venture très prometteuse en Chine, marché en croissance rapide, le groupe Schmolz + Bickenbach est en train de créer de nouveaux débouchés dans plusieurs secteurs, tels que la construction automobile, les fournisseurs de l'industrie automobile, la construction mécanique et la fabrication d'outils.

Les perspectives de la sidérurgie, dont on annonçait le déclin en Suisse au milieu des années 1990, sont donc excellentes. Ou, pour reprendre les termes de Marcel Imhof, CEO de Swiss Steel: « Tous les feux sont au vert. » <

Gügel & Partner



Notre conseil: investir dans des valeurs stables

Investir dans la qualité suisse: cela en vaut toujours la peine. Ainsi, opter pour un lave-linge ou un sèche-linge Schulthess s'avère à long terme toujours rentable.

En maison individuelle ou en immeuble collectif, la durée de vie et l'efficacité énergétique de nos appareils constituent un avantage pour tous. Vous faites un geste pour l'environnement tout en réalisant des économies d'énergie. Ceux qui connaissent ces appareils savent apprécier leur grand confort d'utilisation.



Schulthess Maschinen SA, Case postale, 8633 Wolfhausen, Tél. 0844 880 880, Fax 0844 880 890
info@schulthess.ch, www.schulthess.ch



SCHULTHESS
rapide • écologique • économique

Clientèle entreprises

Nouvelles solutions de financement

Des capitaux pour les entreprises en croissance

« Mezzanine », tel est le nom du nouvel instrument permettant aux PME et aux entreprises d'une certaine taille de combler leurs lacunes de financement. A partir de 2006, ces prêts subordonnés pourront servir à financer une expansion, une réorientation ou un règlement de succession.

Texte : Andreas Schiendorfer

Pour se financer, les entreprises suisses ont souvent recours au crédit bancaire classique en complément de leurs fonds propres. C'est notamment le cas des PME, qui financent leur développement à l'aide de crédits garantis par nantissement. Bon nombre d'entre elles ont pourtant du mal à trouver des fonds pour assurer leur croissance. En effet, rares sont les PME qui peuvent envisager une introduction en Bourse ou accéder au capital-risque.

« Les banques ne fournissent du capital-risque que dans des cas exceptionnels, car elles ne peuvent se permettre de compenser le manque de fonds propres par une augmentation des crédits, explique Urs P. Gauch, responsable Clientèle entreprises Suisse – Grandes entreprises. Nous avons bien sûr des obligations envers les clients qui nous confient leurs avoirs. Mais nous voulons aussi aider les entreprises qui ont de réelles opportunités de croissance ou doivent régler un problème de succession. Ce dilemme, nous l'avons enfin résolu. »

Avec les financements mezzanine, le Credit Suisse est la première banque helvétique à avoir trouvé une solution applicable à de nombreux cas. « Mezzanine » vient de l'italien « mezzanino », qui signifie « entresol ». Le prêt mezzanine est donc une forme de financement alliant les caractéristiques des capitaux propres et celles des capitaux extérieurs. Economiquement parlant, il s'agit de fonds propres, mais sur le plan juridique ce sont des fonds de tiers.

Les financements CSF Mezzanine sont accordés aux PME affichant un chiffre d'affaires de 10 millions de francs au minimum et dont le volume de crédit peut atteindre 5 millions de francs. Quant à la plate-forme PREPS™ (Preferred Pooled Shares), elle est destinée aux entreprises réalisant au moins 50 millions de francs de chiffre d'affaires. Le volume de crédit maximum est de 15 millions d'euros. « Ces

financements s'adressent aux entreprises qui sont en phase de croissance, souhaitent se recentrer ou doivent organiser une succession. Ils ne sont utilisés ni pour redresser une entreprise ni comme une aide au démarrage », précise Hans-Ulrich Müller, responsable Clientèle entreprises Suisse – PME.

Mais d'où proviennent les capitaux accordés ? « Nous ouvrons aux caisses de pension un segment de placement attrayant, déclare Urs Gauch. Car celles-ci ne peuvent obtenir le rendement minimum requis en investissant uniquement dans des titres à revenu fixe et encourent un risque accru avec des placements en actions. Assortis de taux d'intérêt élevés, les financements mezzanine complètent donc judicieusement leur portefeuille. »

Dans le cas de CSF Mezzanine, les caisses de pension investissent leurs capitaux dans la Fondation de placement Credit Suisse (CSF), qui, à titre de bailleur de fonds, octroie aux PME des prêts subordonnés d'une durée de cinq à huit ans. Les portefeuilles de CSF sont gérés par Credit Suisse Asset Management, qui veille à ce que le débiteur présente une solvabilité suffisante (rating minimum : BBB).

PREPS est une plate-forme de titrisation offrant aux entreprises d'une certaine taille la possibilité de se procurer indirectement des fonds propres économiques (capital subordonné) sur le marché des capitaux. Elle permet également aux investisseurs institutionnels et privés de diversifier leurs engagements auprès d'entreprises de moyenne importance, opération jusqu'ici impossible sur le marché des capitaux. Le Credit Suisse est le partenaire exclusif de Capital Efficiency Group (CEG), Zoug, pour la Suisse. PREPS a été lancé avec succès par CEG sur le marché allemand et est aujourd'hui la première plate-forme d'émission européenne pour les financements mezzanine.

« Ces deux formes de financement profitent à tous, résume Hans-Ulrich Müller. Les investisseurs obtiennent des rendements attrayants, les entreprises se procurent des capitaux sans renoncer à leur indépendance, et le Credit Suisse soutient les entreprises de taille moyenne, piliers de l'économie suisse, et renforce sa position auprès des entreprises. » <

Hans-Ulrich Müller (à gauche) et Urs P. Gauch veillent à ce que tout tourne rond pour la clientèle entreprises.





SURVIVRE

Il n'y a pas d'espoir
sans solidarité.

Aidez-nous à redonner
de l'espoir aux victimes
des conflits armés!

www.cicr.org/don CCP: 12-5527-6

IMPARTIAL, INDÉPENDANT ET NEUTRE, LE COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
PROTÈGE ET ASSISTE LES VICTIMES DE LA GUERRE. IL CONDUIT DES OPÉRATIONS
DANS PLUS DE 80 PAYS.



CICR

Sponsoring

Orientation internationale

« Nous rêvons d'être en finale pour le titre mondial »

Adrian Schüpbach, responsable du sponsoring au Credit Suisse, se réjouit de collaborer avec BMW.

La formule 1 n'est toutefois pas le seul domaine de sponsoring à s'internationaliser : nombre de projets du Credit Suisse en sont la preuve.

Interview : Ruth Hafen

Bulletin : Quels ont été les événements phares du sponsoring en 2005 ?

Adrian Schüpbach : Dans le domaine culturel, ce fut le «World Orchestra for Peace – The Credit Suisse Tour 2005», notre premier grand engagement international en faveur de la culture, qui a couvert plusieurs continents. Les réactions ont été fort positives. Dans le domaine sportif, on retiendra le rachat de l'écurie de Peter Sauber par BMW. La collaboration avec cette nouvelle équipe très innovante et dynamique promet d'être passionnante. Et nous espérons bien sûr participer, d'ici à 2008 – échéance de notre contrat de parrainage avec BMW –, à la finale pour le titre de champion du monde aux côtés de notre ambitieux partenaire.

Qu'est-ce qui va changer avec BMW ?

Sur le plan technique, le site de Hinwil prépare depuis quelques mois une voiture pour la prochaine saison. Au niveau du marketing, notre partenaire BMW s'est réorganisé avec l'écurie de Peter Sauber, ce qui modifiera certainement notre collaboration. Nous avons en face de nous chez BMW une équipe marketing puissante aux reins solides, qui a elle-même tout intérêt à affirmer sa marque. Cette collaboration présente des côtés très positifs pour le Credit Suisse car elle créera de nombreuses synergies, notamment à travers notre présence permanente, en tant que partenaire de l'équipe de formule 1, dans la communication de BMW.

Le Credit Suisse affichera un nouveau logo en 2006. Quelles en seront les conséquences pour le sponsoring ?

Le nouveau logo aura une incidence sur tout le sponsoring. Son utilisation – impression en positif ou en négatif, positionnement pour le meilleur impact – n'est qu'un aspect de la question. Ce logo doit véhiculer la stratégie et donc aussi les valeurs de la banque, qui se centre davantage sur le private banking et l'internationalisme. Nous sommes en train

de réexaminer tous nos engagements sous l'angle des nouvelles valeurs afin de voir s'ils s'accordent encore avec la marque et le groupe cible. En termes de contenu, je ne prévois pas de grands changements par rapport à aujourd'hui. Le nouveau logo est bien plus élégant et plus classique que l'ancien ; il nous reste simplement quelques problèmes d'application à résoudre. La mise en œuvre pratique a nécessité une bonne dose de réflexion créative.

C'est-à-dire ?

Nous avons fait des essais à Berne. Après avoir disposé dans le stade des banderoles de tailles et de couleurs différentes comportant le nouveau logo, nous avons enregistré un pseudo-match de football avec des photographes et à l'aide de caméras de télévision. Cela nous a permis d'identifier les points pouvant être améliorés et de trouver des solutions propres à renforcer la visibilité et l'impact. Nous avons renouvelé l'expérience dans la formule 1 ainsi que dans d'autres domaines, en nous contentant néanmoins de simulations sur ordinateur.

Vous avez dit que tous nos engagements de sponsoring allaient être réexaminés.

Oui, ce processus est en cours et devrait s'achever d'ici à début 2006. Nous y intégrons aussi de nouveaux domaines relevant de l'international, par exemple les thèmes dominants dans le sport et la culture en Asie, au Proche-Orient ou en Amérique.

Le cricket pourrait alors devenir bientôt un thème de sponsoring ?

Pas si vite ! Nous avons retenu de par le monde quelque 25 secteurs susceptibles de venir s'ajouter aux engagements actuels. Nous disposons de données détaillées sur les activités de sponsoring internationales de nos concurrents. Il s'agit maintenant de les exploiter. Nous travaillons avec nos représentants régionaux du marketing et des unités

d'affaires ; ceux-ci connaissent les conditions locales, peuvent prendre la température sur place et nous aident ainsi à identifier les meilleures niches pour un sponsoring efficace.

A sponsoring plus international, budgets plus généreux ?

On aimerait toujours disposer de plus d'argent. Sans adaptations budgétaires, impossible de réaliser de nouveaux engagements, comme notre partenariat avec le Festival de Salzbourg, à travers lequel le Credit Suisse deviendra, dans la musique classique, l'un des principaux partenaires d'institutions culturelles dans le monde. L'essentiel, toutefois, est de définir les plates-formes de sponsoring qui conviennent à l'entreprise.

Y a-t-il des favoris parmi les candidats au sponsoring international ?

La musique classique est un thème porteur ; elle s'accorde avec nos groupes cibles et avec notre marque. Langage universel, elle permet de surmonter les barrières linguistiques. Mais elle est aussi une plate-forme convoitée : nombre de prestataires financiers cherchent à se positionner sur ce créneau. Le sport hip-pique, lui, est très populaire sur nos marchés cibles d'Asie et du Proche-Orient. Le polo et les courses de chevaux sont des candidats intéressants, qui s'intégreraient bien dans un secteur que nous couvrons déjà avec le CSI et le White Turf.

Le Credit Suisse fêtera ses 150 ans en 2006. Le service du sponsoring compte-t-il marquer l'événement ?

Le Credit Suisse Group a constitué une équipe spécialement chargée de cet anniversaire. Nous mettrons bien entendu nos plates-formes à disposition pour les activités qui y sont liées. Dans le football, par exemple, un tournoi international réunissant quatre fédérations nationales aura lieu sous l'égide de l'Association suisse de football. Nous essaierons d'obtenir un maximum de billets pour nos collaborateurs et d'intégrer d'autres activités liées aux 150 ans. <

Portrait

Adrian Schüpbach, 34 ans, dirige depuis 2003 le secteur Sponsorship & Event Management du Credit Suisse. Ce passionné de sports d'hiver est marié et vit à Egg, près de Zurich.



Adrian Schüpbach : « La musique classique est une plate-forme convoitée. De nombreux prestataires financiers cherchent à se positionner sur ce créneau. »

Football

La passion avant tout : en route pour l'Allemagne

« Cette fois, à notre tour d'être sur les Panini »

Rarement défaite aura été aussi douce que ce 2-4 du 16 novembre à Istanbul. Grâce aux buts marqués à l'extérieur, la Suisse remporte le barrage contre la Turquie et se qualifie pour la Coupe du monde.

Texte : Andreas Schiendorfer

Les regrettables débordements du match décisif au stade Sükrü Saraçoğlu du Fenerbahçe à Istanbul ne sont certes pas oubliés, mais ils ont été relégués au second plan. Reste le fait que la Suisse a laissé derrière elle la République d'Irlande et la Turquie, deux grandes nations de football, et qu'elle s'est qualifiée pour le Mondial en Allemagne.

« J'ai pris en charge l'équipe nationale en été 2001 avec pour mission de la rajeunir et de la renforcer progressivement jusqu'à l'Euro 2008, puis de devenir alors champion d'Europe à domicile, souligne Jakob « Köbi » Kuhn. Même si notre participation au Mondial 2006 n'était pas prévue, elle n'est pas non plus un accident de parcours. La Coupe du monde de football est le plus grand événement sportif du monde et l'Allemagne un des premiers pays de football. Ce sera un événement inoubliable dont la Suisse du ballon rond ne peut que profiter. »

Pour le capitaine Johann Vogel, qui a effectué un transfert magnifique l'été dernier en passant du PSV Eindhoven au Milan AC, c'est un rêve d'enfant qui se réalise après des douzaines de titres de champion et de rencontres en Ligue des champions : « Enfant, je collectionnais les images Panini. Et maintenant, j'aurai ma tête dans l'album. C'est incroyable ! »

Une famille de 34 joueurs

Johann Vogel est sans nul doute un des artisans de ce succès. Avec 81 matches internationaux à son actif, il est le plus expérimenté des hommes de Kuhn. A part lui, seuls Patrick Müller et Pascal Zuberbühler ont joué tous les matches du coup d'envoi au coup de sifflet final. Ce ne sont pas moins de 27 joueurs au total qui ont participé à la phase de qualification, tandis que 7 autres sélectionnés sont restés spectateurs.

Si la Suisse dispose, avec Alex Frei, d'un buteur génial d'une aura internationale, et, avec Tranquillo Barnetta, d'un jeune talent au potentiel exceptionnel, l'équipe ne possède pas de grandes stars et n'est pas tributaire d'individualités. Ce qui fait sa force, c'est la cohésion et la passion qui anime tous les joueurs, y compris les remplaçants, poussant chacun à se battre pour tous.

L'entraîneur, une star très réaliste

Et pourtant, la Suisse a une « star », qui, par sa modestie, a gagné la sympathie du pays pour le football : l'entraîneur Köbi Kuhn (sans oublier son assistant généralement sous-estimé, Michel Pont). Kuhn a appliqué systématiquement sa recette du succès, « continuité et confiance », et n'a jamais dévié de son cap malgré les critiques initialement très dures de la part des médias. Il a soudé ses protégés, qu'il connaissait déjà pour la plupart lorsqu'il était entraîneur des juniors, pour en faire une « famille », comme il l'a lui-même déclaré. Avec lui, pas question de disgrâce quand un jeune joueur vivait une crise dans son club, ce qui est bien arrivé au moins une fois à chacun. Les observateurs fronçaient alors les sourcils. Mais le succès a toujours donné raison à Köbi Kuhn. Pourquoi, par exemple, faire jouer contre la Turquie un Marco Streller n'ayant pas encore retrouvé sa forme optimale après ses graves blessures ? Parce que Köbi Kuhn croit en ses qualités et le pense capable d'un exploit. Comme à la 84^e minute dans l'enceinte surchauffée du stade d'Istanbul...

Les fruits du travail sur la relève

La professionnalisation commencée en 1995 porte ses fruits, toujours plus nombreux et toujours plus beaux. Les perspectives sont glorieuses, d'autant que Köbi Kuhn intègre constamment de jeunes talents à l'équipe, un processus qui n'est pas encore terminé. A l'Euro 2008, les joueurs nés en 1988, comme Fabio Klingler ou Jonas Elmer, auront l'âge qu'ont actuellement Barnetta, Senderos ou Behrami, et seront même plus vieux que Ziegler et Vonlanthen aujourd'hui... <

Johann Vogel, combatif dès le premier match, à Bâle, contre les îles Féroé (6-0).





Jakob «Köbi» Kuhn et, à l'arrière-plan, Michel Pont sont les artisans du miracle du football helvétique : « Notre objectif est de devenir champions d'Europe à l'Euro 2008. Mais notre participation inattendue au Mondial 2006 n'est pas un accident de parcours. »



Après douze matches, cet instant ouvre les portes du paradis : Marco Streller marque le second but à Istanbul.



Une action spéciale déclenche de la part de Cabanas & Cie un enthousiasme spécial sur la pelouse... et dans toute la Suisse.

Engagements du Credit Suisse
Temps forts 2006

Musique classique
Représentation de gala
«Katerina Ismaïlova»
Opéra de Zurich 26.6

Festival d'opéra d'Avenches
7–22.7

Festival de Davos
Young Artists in Concert
29.7–12.8

Festival de Lucerne avec
l'Orchestre
Philharmonique de Vienne
10.8–17.9

Festival de Salzbourg
Première:
«Les Noces de Figaro» 26.7

Beaux-arts
«La collection
Merzbacher-Mayer»
Kunsthau de Zurich
10.2–14.5

Formule 1
Saison 2006

Equitation
CSI Zurich 26–29.1

White Turf
Saint-Moritz 5–19.2

Golf
Omega European Masters.
Credit Suisse Trophy
Crans Montana 9.9

Divers
Credit Suisse Sports Awards
Berne 16.12

Jazz
Piano et saxophone



Magie des sons

On pourrait mentionner, pour la petite histoire, que l'un a fait de la publicité pour une pommade à lèvres. Ecrire que l'autre a montré avec brio qu'il n'y a pas que les pianistes cubains qui donnent encore des concerts à 80 ans passés. On pourrait aussi remplir des pages entières avec les noms des grandes légendes du jazz, disparues ou encore en vie – de Charlie Parker et Ella Fitzgerald à Herbie Hancock et John Scofield –, avec lesquelles les deux musiciens se sont produits ou ont enregistré en studio au cours des cinquante dernières années. Le sax ténor Joe Lovano a été désigné un jour par le «New York Times» comme l'un des plus grands musiciens de l'histoire du jazz. Quant à Hank Jones, le magazine allemand «Jazzthing» l'a même surnommé le «Van Gogh du piano jazz». Il y aurait encore beaucoup à écrire sur la musique, sur le jazz et ses légendes. Mais tout cela ne vaut pas un concert en direct avec le célèbre duo Joe Lovano–Hank Jones. Car la musique est plus forte que les mots. rh

All Blues Jazz Recitals.
Duo Joe Lovano – Hank Jones/
duo Enrico Rava – Dado Moroni.
16 janvier 2006, Tonhalle Zurich
www.allblues.ch

Opéra
Venez les petits enfants



Vive l'opéra!

Vous avez envie d'aller au spectacle avec vos enfants ou vos petits-enfants, mais pensez que ce qui vous plairait risque de les ennuyer? L'Opéra de Zurich n'est pas de cet avis. Il propose «Opera Viva», un spectacle théâtral imaginé par la musicienne autrichienne Klaudia Kadlec et destiné aux enfants de 7 à 14 ans. Tandis que les adultes assistent par exemple à une représentation de «Tosca» sur la scène principale, les enfants montent eux-mêmes l'opéra sur la scène du Studio. Tous les enfants peuvent participer, aucune connaissance préalable n'est exigée. Les textes sont «soufflés» par Klaudia Kadlec, les costumes proviennent des entrepôts de l'Opéra de Zurich. Les jeunes artistes apprennent danses ou chants de manière tout à fait spontanée, ce qui leur permet de se plonger dans le jeu et de contribuer activement à la création de l'opéra. «Un opéra est une expérience merveilleuse», explique Klaudia Kadlec, c'est un élément de notre patrimoine culturel qui peut passionner aussi les enfants. Et ceux-ci jouent le jeu, entraînés par l'enthousiasme communicatif de l'organisatrice et par le professionnalisme des comédiens et musiciens qui les accompagnent sur scène. Même les moins enthousiastes sont séduits par l'atmosphère magique du théâtre et les histoires émouvantes qui parlent de la guerre, de l'amour et de la mort. Klaudia Kadlec aime son travail: «Si nous réussissons à communiquer aux enfants notre passion de l'opéra, c'est pour nous une immense satisfaction. J'adore l'opéra et les enfants, et «Opera Viva» me permet de concilier parfaitement ces deux univers.» Plus tard, quand le rideau tombe et que les enfants rentrent chez eux avec leurs parents, chacun raconte la soirée qu'il a vécue. Klaudia Kadlec connaît des enfants qui, avant de s'endormir, préfèrent maintenant entendre l'histoire de Nabucco au lieu de l'habituel conte de Grimm. os

Opera Viva – l'opéra par et pour les enfants.
Plusieurs représentations jusqu'au 25 juin 2006.
www.opernhaus.ch

Credit Suisse Equity Fund Swiss Select. De l'action au quatrième trimestre.

**CREDIT
SUISSE** | ASSET
MANAGEMENT

Pourquoi chercher ailleurs? Nos stratégies en sont convaincus, les actions suisses continuent de receler du potentiel grâce à leurs intéressantes évaluations.

Le Credit Suisse Equity Fund Swiss Select prendra véritablement son essor au quatrième trimestre et les gérants de portefeuille se préparent à une partie de lutte à la culotte, au cours de laquelle on s'affrontera pour la performance.

Car en raison de sa structure particulière, le fonds peut profiter de l'effet de fin d'année.

Vous aussi vous souhaitez vivre un quatrième trimestre dynamique? De plus amples informations sur ce fonds et nos autres produits figurent à l'adresse **www.csam.com/ch**.

Le Credit Suisse Equity Fund Swiss Select est un fonds de placement de droit suisse de la catégorie «autres fonds». La direction du fonds est Credit Suisse Asset Management Funds, Zurich, tandis que la banque dépositaire est Credit Suisse, Zurich. Les souscriptions ne sont valables que sur la base du prospectus en vigueur et du dernier rapport annuel (ou semestriel si celui-ci est plus récent). Le prospectus de vente avec le règlement du fonds ainsi que les rapports annuels et semestriels peuvent être obtenus gratuitement auprès de la direction du fonds et de toutes les banques de Credit Suisse Group en Suisse. Tout placement comporte des risques, en particulier de fluctuation des cours et des rendements. La réalisation de l'objectif de placement ne peut être garantie, de même que les rendements historiques ne constituent aucune garantie de résultats courants ou futurs. © 2005 Copyright by CREDIT SUISSE

Fondation

Une star du rock aide les jeunes talents

Quand le rêve devient réalité

Faire du rêve d'un enfant ou d'un adolescent une réalité, telle est la mission de la Fondation Little Dreams, créée par Orianne et Phil Collins et soutenue activement par le Credit Suisse. Un beau défi.

Texte : Sabine Schmid

En cette fin d'année, le père Noël devra se montrer créatif, car la concurrence est rude. La Fondation Little Dreams, basée à Nyon, offre en effet de magnifiques cadeaux aux enfants du monde entier : réaliser leur rêve dans dix domaines particuliers. Ces dix « mondes », comme les nomment Orianne et Phil Collins, les fondateurs de Little dreams, vont des sports de balle aux arts, en passant par l'athlétisme, la montagne et le cirque. Le but de la Fondation est d'aider des enfants âgés de 4 à 16 ans qui ont un talent dans l'un de ces domaines, mais ne disposent pas des moyens financiers nécessaires pour s'entraîner autant qu'ils le souhaiteraient et vivre un jour, peut-être, de leur passion. « Nous recevons beaucoup de demandes de soutien, mais Phil et moi ne voulions pas nous contenter de donner un chèque pour la formation d'un enfant. Nous avons envie de proposer une vraie structure », explique Orianne Collins, l'épouse de l'ex-batteur et ex-chanteur du groupe Genesis. C'est ainsi qu'est née Little Dreams en 2001. Un an plus tard, le Credit Suisse décidait de soutenir le projet et devenait partenaire du « monde de la balle », en toute logique puisque la banque sponsorise de grands événements de football et de golf. « En termes de crédibilité, avoir le soutien de la deuxième banque du pays est un argument de poids », souligne Brigitte Chausse, responsable Events et Communication de la Fondation.

Dix pays, de nombreux talents

A ce jour, 57 enfants et adolescents bénéficient d'une aide dont le montant varie au cas par cas. Un programme personnalisé est élaboré pour chacun de ces jeunes originaires de dix pays différents, dont le Brésil, la Nouvelle-Zélande, le Mexique et l'Espagne. Chaque année, Little Dreams

reçoit de 300 à 400 demandes, mais seules dix candidatures sont retenues. La présélection s'effectue sur dossier, celui-ci comprenant des enregistrements audio ou vidéo, une lettre de motivation, des indications sur la formation, le parcours dans le domaine choisi et une photo. C'est à ce stade que les parrains entrent en scène. La liste, aussi longue (plus d'une soixantaine de noms) qu'impressionnante, compte par exemple Tina Turner et Angélique Kidjo pour la musique, Roger Federer et Amélie Mauresmo pour le tennis, Jean-Luc Bideau pour le théâtre, Franco Knie pour le cirque et Bernard Lama pour le football. Ceux-ci évaluent le potentiel des candidats qui, après avoir passé ce premier barrage, sont invités en Suisse pour donner un aperçu de leur talent en présence du parrain ou d'autres bénévoles, à savoir des professionnels des « mondes » concernés.

« Ils ont cru en moi »

Parmi les jeunes élus figure Timea Bacsinsky, une joueuse de tennis prometteuse, membre de l'équipe suisse pour la Fed Cup. « Ils ont cru en moi. Je fais partie des jeunes qu'ils soutiennent et je leur en suis reconnaissante », déclare cette adolescente de seize ans, qui est aidée par Little Dreams depuis 2002. Dans le « monde du football », la Fondation a pris sous son aile pas moins de onze enfants du Zimbabwe, qui font partie de l'AYSSF (Aces Youth Sports and Soccer Foundation Trust). Cette académie, dont le directeur technique n'est autre que Marc Duvillard, l'ex-entraîneur du Lausanne Sport et de Lugano, ambitionne de faire passer professionnels des jeunes particulièrement doués pour le ballon rond, tout en leur permettant de suivre une scolarité. Little Dreams finance la formation de ces jeunes Africains. Invités en Suisse au mois de juin, ils ont remporté dix-neuf matches sur les vingt disputés contre des juniors de leur âge ! Un rêve ? Non, la réalité. <

www.littledreamsfoundation.com

Fondation Little Dreams : un beau rêve peut-il se muer en une belle carrière ?






emagazine

Votre lien vers notre savoir-faire:

www.credit-suisse.com/emagazine



**CREDIT
SUISSE**



Profitez du savoir-faire et de l'expérience de nos experts. emagazine propose chaque semaine des articles de fond, des vidéos et des interviews sur des thèmes économiques, culturels et sportifs. Abonnez-vous dès maintenant à la newsletter gratuite de emagazine pour rester en phase avec l'actualité.

Interview : Andreas Thomann

L'économie suisse redémarre

Selon les prévisions du Credit Suisse, l'économie suisse devrait repartir à la hausse l'an prochain, mais ses problèmes de croissance sont loin d'être résolus. Explications du chef économiste Alois Bischofberger.

Bulletin: Monsieur Bischofberger, après une année 2004 réjouissante, au cours de laquelle l'économie suisse a enregistré une croissance de 2,1%, le produit intérieur brut (PIB) ne devrait progresser que de 1,4% cette année. Qu'en sera-t-il en 2006 ?

Alois Bischofberger: Nous tablons sur une hausse du PIB de 1,7% en 2006, ce qui représente une légère accélération par rapport à cette année. En outre, la croissance sera plus largement soutenue que par le passé.

Dans quelle mesure ?

La consommation privée restera certainement l'un des principaux piliers de la croissance, mais les entreprises devraient également apporter leur contribution en augmentant leurs investissements d'équipement. C'est du moins ce que laissent supposer le degré d'utilisation des capacités, l'amélioration des résultats, les besoins en investissements de rationalisation et d'extension et le bas niveau des taux d'intérêt. A cela s'ajoutera une consolidation des investissements de construction.

Et les exportations ?

Les exportations continueront à jouer un rôle-clé. Elles étaient déjà très importantes en 2004, mais leur progression en 2005 et 2006 sera considérable. Cette dynamique vient surtout de la forte augmentation des exportations vers les pays en développement – comme les pays de l'OPEP, qui profitent de la flambée du pétrole –, vers les pays émergents d'Europe de l'Est et vers les économies anglo-saxonnes en pleine croissance.

Quelles sont les branches qui s'en sortiront le mieux ?

Il s'agit surtout des branches à forte valeur ajoutée, telles que l'industrie pharmaceutique, la chimie, les instruments de précision, les appareils optiques, les machines-outils et

les télécommunications. Mais le tourisme est aussi en progression.

Vous prévoyez une croissance de 1,7% pour 2006. N'êtes-vous pas trop pessimiste ? Peut-on espérer mieux ?

Il est toujours permis d'espérer. Je ne crois pas cependant que nous atteindrons un taux de croissance beaucoup plus élevé. Il faut tenir compte des risques, comme ceux liés aux prix du pétrole dont il est difficile de prévoir l'évolution, mais aussi des déséquilibres de l'économie mondiale.

A quoi pensez-vous ?

La répartition géographique de la croissance est encore très inégale. Le PIB américain continuera à progresser plus rapidement que celui de l'Union économique et monétaire (UEM). L'économie mondiale restera donc largement tributaire de la conjoncture aux Etats-Unis. Or la balance courante américaine affiche depuis des années un déficit qui ne cesse de se creuser et dont le financement pourrait un jour poser problème. Cette année, le déficit devrait atteindre les 800 milliards de dollars.

On pourrait presque parler d'une bombe à retardement pour l'économie mondiale...

Je n'irai pas jusque-là. Tout dépend de la manière dont réagiront les pays qui financent ce déficit avec leurs excédents, à savoir le Japon, la Chine, la Russie, les pays de l'OPEP et d'autres pays en développement ou industrialisés. Ces pays n'ont pas intérêt à ce que le dollar dégringole, car leurs placements fondraient alors comme neige au soleil. Ils se garderont donc de retirer tous leurs capitaux en même temps.

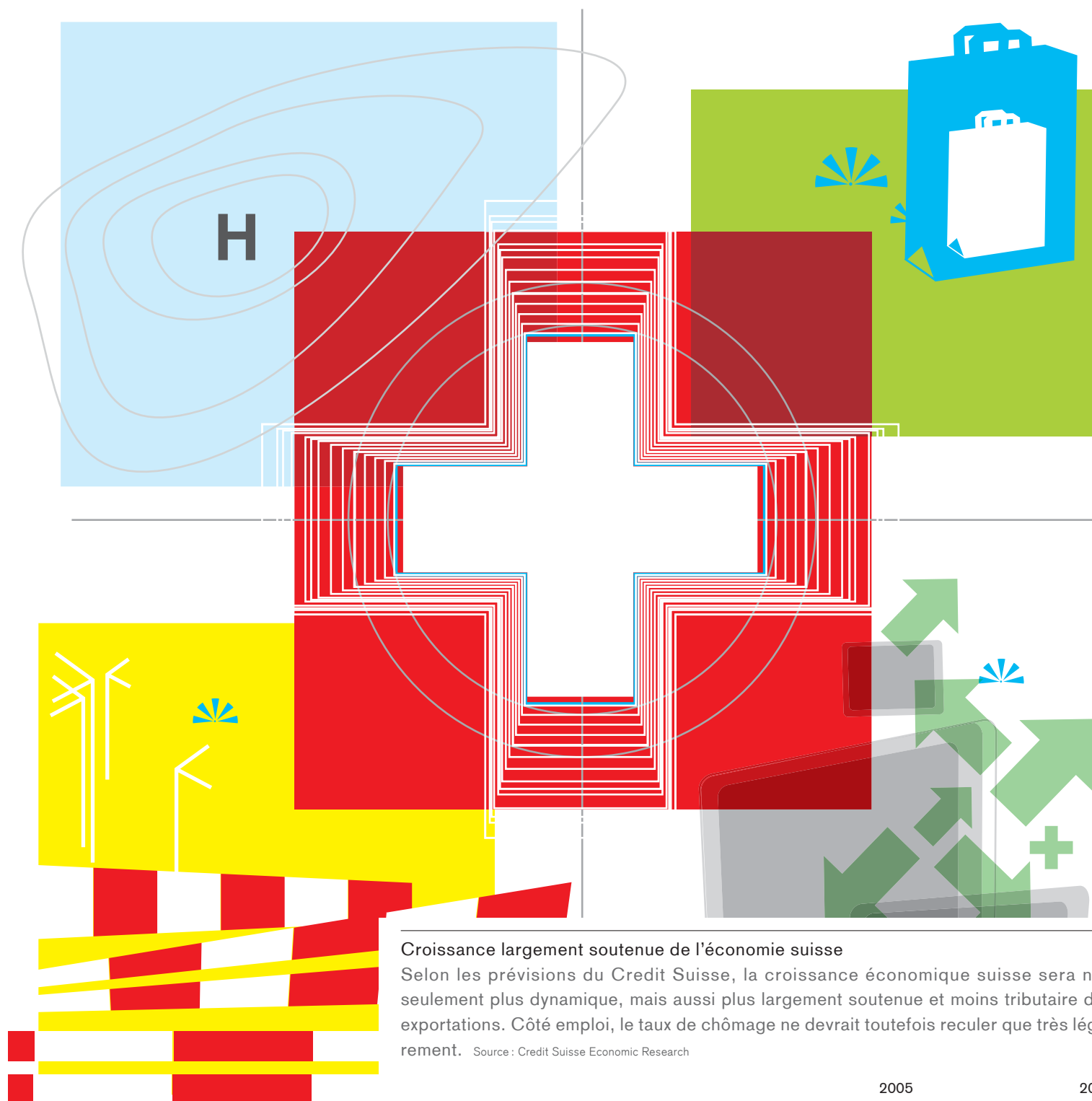
Alors à l'Ouest, rien de nouveau ?

Tant que les Etats-Unis conserveront leur attrait économique, les entreprises et les investisseurs privés continueront d'y investir suffisamment d'argent. Les titres améri- >

Alois Bischofberger
alois.bischofberger@credit-suisse.com

« Le PIB américain continuera à progresser plus vite que celui de l'Euroland. »





Croissance largement soutenue de l'économie suisse

Selon les prévisions du Credit Suisse, la croissance économique suisse sera non seulement plus dynamique, mais aussi plus largement soutenue et moins tributaire des exportations. Côté emploi, le taux de chômage ne devrait toutefois reculer que très légèrement. Source : Credit Suisse Economic Research

	2005	2006
Produit intérieur brut (PIB)	+1,4%	+1,7%
Consommation privée	+1,5%	+1,6%
Consommation publique	+1,0%	+1,0%
Investissements d'équipement	+2,4%	+3,3%
Investissements de construction	+2,4%	0,0%
Exportations de biens et de services	+3,9%	+3,3%
Importations de biens et de services	+3,6%	+3,1%
Chômage	3,8%	3,6%
Taux d'inflation	1,1%	1,0%

cains trouveront preneurs aussi longtemps que leurs rendements seront intéressants. Si toutefois la consommation américaine et donc les importations venaient à ralentir, le déficit du commerce extérieur pourrait commencer à se résorber.

Quel sera l'impact de l'ouragan Katrina sur la conjoncture américaine ?

C'est surtout au second semestre 2005 que l'on a ressenti les effets de Katrina, notamment sous la forme d'interruptions de la production et d'un ralentissement de la consommation privée. Mais dès l'an prochain, lorsque la reconstruction aura commencé, que les infrastructures seront rétablies et que la consommation aura repris, la conjoncture devrait à nouveau s'accélérer.

Se pourrait-il que le pétrole vienne jouer les trouble-fête ?

Nous ne croyons pas que le prix du pétrole pourra longtemps se maintenir à un niveau aussi élevé. Quant à savoir s'il augmentera encore provisoirement, c'est difficile à dire. Mais nous pensons que, l'an prochain, il est plus susceptible d'évoluer dans une fourchette de 55 à 60 dollars le baril qu'à un niveau de 70 dollars le baril. Nous prévoyons donc une certaine détente sur le marché du pétrole, mais nous ne redescendrons plus aux niveaux de 20 à 30 dollars le baril.

Au cours de ces derniers mois, la Suisse a suivi de près l'actualité politique de l'Allemagne, son principal partenaire commercial. La grande coalition dirigée par Angela Merkel va-t-elle enfin donner une nouvelle impulsion à la croissance ?

Les premiers signes ne sont pas encourageants. Je pense que les réformes nécessaires ne pourront être introduites que progressivement et au prix de nombreux compromis. Si bien que la libéralisation des marchés n'avancera pas aussi vite que nous pourrions le souhaiter.

A part l'Allemagne, qui pourrait reprendre le rôle de locomotive de la croissance en Europe occidentale ?

Il n'y a pas que l'Allemagne qui affiche une faible croissance. C'est aussi le cas de l'Italie, qui est pourtant la troisième économie de

l'UEM. Les taux de croissance les plus élevés ont surtout été enregistrés dans de petits pays européens.

Vu la faible croissance de l'Union européenne (UE), la Suisse ne devrait-elle pas se tourner vers des marchés plus lucratifs ?

C'est déjà fait depuis longtemps. Les exportations suisses vers l'UE ont considérablement diminué au profit des marchés émergents d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud. Il en va de même des investissements directs. La Suisse s'est mondialisée, comme le montre sa troisième place dans le classement de la mondialisation récemment publié par la société de conseil AT&Kearney.

Et pourquoi le taux de croissance de la Suisse n'est-il pas nettement supérieur à la moyenne de l'UE ?

C'est une très bonne question. Force est de constater, en effet, que depuis le début des années 1990, la croissance de la Suisse est plus faible que celle de l'UE. La légère surperformance de la Suisse en 2005, et probablement aussi en 2006, par rapport à la moyenne des douze pays de la zone euro, a un caractère exceptionnel. Les problèmes de croissance de ces dernières années n'ont rien à voir avec la demande extérieure, mais viennent de l'intérieur de la Suisse.

Que voulez-vous dire ?

L'économie suisse est divisée en deux. Nous avons d'un côté une économie exportatrice très productive, compétitive et à forte valeur ajoutée et, de l'autre, une économie intérieure encore très protégée, partiellement subventionnée et peu productive.

La classe politique fait-elle ce qu'il faut pour accroître la concurrence sur le marché intérieur ?

Oui. La révision de la loi sur le marché intérieur sera bientôt achevée, et la loi sur les cartels a déjà été renforcée. Par contre, la déréglementation des infrastructures, comme l'électricité, la poste et les chemins de fer, n'avance que péniblement, les résistances politiques étant encore trop grandes. Les choses bougent, mais lentement.

Comme nous l'avons dit, de nombreux petits pays européens affichent une croissance nettement supérieure à celle de la Suisse. Pourquoi des pays comme le Danemark, la Finlande ou l'Irlande font-ils mieux que nous ?

L'explication diffère selon le pays : la Finlande, par exemple, a une très bonne politique en matière de recherche et de technologie. On la retrouve toujours en tête des classements sur la technologie et l'innovation, mais aussi sur la formation (PISA). Le Danemark a un marché du travail très flexible. Quant à l'Irlande, elle a réussi à attirer de nombreuses entreprises étrangères grâce à sa position stratégique entre l'Amérique et l'Europe et à un système fiscal avantageux.

Il n'y a donc aucun dénominateur commun entre les politiques de croissance de ces pays ?

Bien sûr que si. Innovation, concurrence et flexibilité. Tels sont les trois piliers d'une croissance durable. Dans le cas de l'Allemagne, qui est reconnue pour son innovation et sa technologie, c'est le manque de flexibilité du marché du travail qui freine la croissance. Et en Suisse, c'est au niveau de la concurrence que le bât blesse.

Côté emploi, la Suisse soutient bien la comparaison. Le taux de chômage, actuellement de 3,8%, va-t-il continuer à baisser ?

Nous pensons que la situation sur le marché suisse du travail ne s'améliorera que lentement et que le taux de chômage moyen ne descendra guère en dessous de 3,6% en 2006.

Pourquoi le recul du chômage n'est-il pas plus marqué ?

Le marché suisse du travail réagit plus lentement à la reprise conjoncturelle que ce n'était le cas lors de cycles antérieurs. Cette évolution tient, d'une part, à la retenue des entreprises en matière de recrutement et, d'autre part, à l'amélioration de la productivité. Le manque de qualification des employés joue aussi un rôle. Aujourd'hui, les connaissances et compétences proposées ne répondent pas toujours aux exigences des entreprises. C'est un problème d'ordre structurel qui, malheureusement, ne se résoudra pas du jour au lendemain. <

Pour la cinquième fois d'affilée: «Best Trade Finance Bank»

**CREDIT
SUISSE**

Grâce à notre expérience de 150 ans, à notre professionnalisme et à notre enthousiasme, nous sommes l'un des premiers prestataires mondiaux en matière de financements à l'importation et à l'exportation. Profitez de notre présence internationale et du savoir-faire du leader suisse des financements commerciaux.

www.credit-suisse.com/entreprises



Texte : Hans-Ulrich Doerig, vice-président à plein temps du Conseil d'administration du Credit Suisse Group

Désir d'avenir contre politique de l'autruche

« Nos emplois sont-ils en train de disparaître ? », se demandent avec inquiétude beaucoup d'Helvètes.

Le présent article tente de donner des impulsions et de montrer où et comment la Suisse, pays à salaires élevés, peut s'affirmer dans la concurrence internationale.*

Pour 2015, les prévisions peuvent tabler avec quelque réalisme sur le scénario suivant : la Suisse est exposée à une concurrence encore plus âpre, voire extrême, de la part des pays industrialisés comme des pays émergents. Parmi ces derniers, certains allient une orientation accrue vers la qualité, l'innovation et la technologie avec une intensification des exportations vers les pays tiers. Une « guerre » pour l'emploi, ouverte ou larvée, fait rage à l'échelle planétaire : la lutte concurrentielle porte sur les facteurs de succès économique, la situation dans l'éducation et la recherche, l'attitude face au travail, la capacité d'innovation, le positionnement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), la productivité et le prix du travail. Confrontées à la pression des coûts, certaines entreprises sont contraintes de délocaliser au moins une partie de leur production, y compris leur recherche-développement, dans des pays aux coûts salariaux inférieurs et disposant d'une main-d'œuvre abondante, très motivée, qualifiée et ambitieuse. De tels transferts sont souvent nécessaires au maintien en Suisse d'activités encore plus exigeantes.

L'importance de la formation

Partout dans le monde, on investit toujours plus dans la formation, la recherche-développement et les applications technolo-

giques ; la Chine pointe d'ores et déjà au troisième rang pour les dépenses de recherche-développement. Ce ne sont donc pas les biens de consommation standard à bas prix (constituant la première vague provenant des pays émergents) qui doivent préoccuper l'îlot de cherté suisse. Le défi réside plutôt dans la soif intellectuelle, le goût du travail, le souci de qualité et le dynamisme de la recherche et de l'innovation, bref dans le capital de savoir qui nous arrivera des pays émergents dans une deuxième vague. A cela s'ajoute la forte concurrence des pays industrialisés, qui se concentreront eux aussi sur cette deuxième vague.

Outre la concurrence internationale, il convient de prendre en compte le futur contexte social de la demande :

- Population vieillissante en bonne santé
- Besoins tels que confort, commodité, événementiel, protection, sécurité, prévoyance, contacts sociaux, etc.
- Aspirations à la tranquillité, à la santé, à la nature, à l'individualisation, au prestige, à la sphère privée

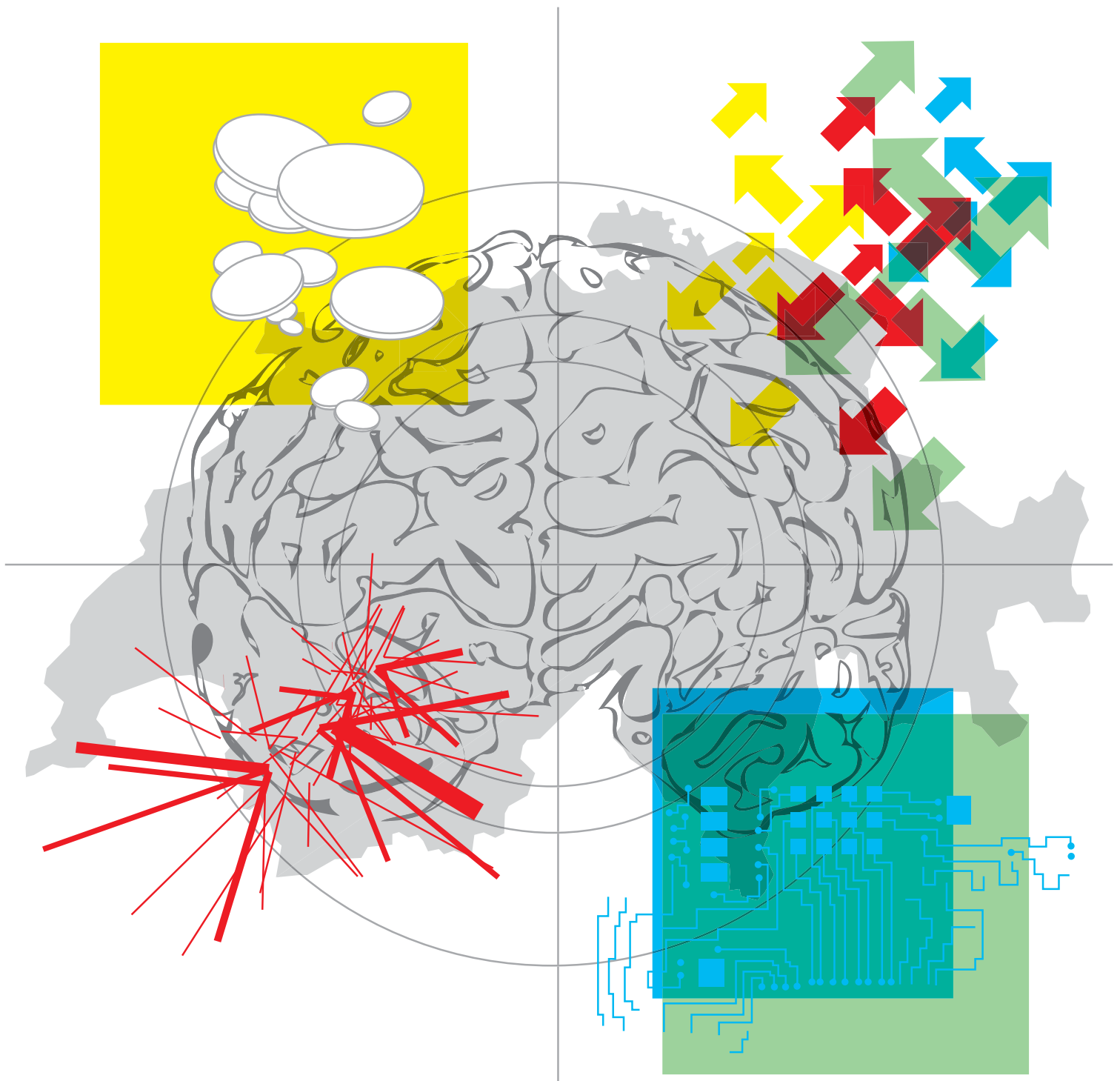
Cerner l'environnement futur conduit à se demander quelles sont les activités offrant les meilleures chances à la Suisse. Lorsqu'on dresse la liste des secteurs prometteurs, >

Hans-Ulrich Doerig
hans-ulrich.doerig@credit-suisse.com

« Résister aujourd'hui aux réformes revient à être perdant demain. »



* Hans-Ulrich Doerig a rédigé cet article pour le journal « Neue Zürcher Zeitung », qui l'a publié en juin 2005.



Caractéristiques des activités les plus prometteuses

- | | | | |
|--------------------------------------|--|---|--|
| – Qualité et compétence supérieures | – Orientation commerce international | – Modularité | – Talent artisanal |
| – Création de valeur | – Elasticité poids et transport | – Orientation événementiel | – Facilité d'élimination |
| – Savoir et recherche de haut niveau | – Usage convivial | – Orientation design | – Orientation résolution de problèmes |
| – Gain d'efficacité | – Haut niveau de service | – Correction, hospitalité, bon goût, discrétion | – Rapidité, diligence, ponctualité |
| – Efficacité énergétique et des TIC | – Aspect pratique, pragmatique | – Orientation prestige et émotions | – Orientation fidélisation |
| – Intégrité | – Orientation marché, marketing et vente | – Simplicité d'utilisation | – Multilinguisme |
| – Service 24 heures sur 24 | – Commodité | – Orientation sécurité et santé | – Adéquation avec les phases de la vie |
| – Précision | – Fiabilité, visibilité | – Confiance | |
| – Economies de matières premières | – Proximité physique | – Respect de l'environnement | |
| | | – Solidité, cohérence | |

force est de constater que nombre d'emplois exigent un très haut degré de qualité, de technologie, de savoir, d'innovation, de créativité et d'internationalité. Seule la médiocrité – coûteuse – implique une pression sur les prix et les salaires. Dans certaines activités, il s'agit avant tout d'exploiter les points forts de la Suisse, qu'ils soient oubliés et donc réactivables ou actuels et extensibles. Des avantages intrinsèques clairs et le maintien des (bonnes) traditions aident à forger une image porteuse et crédible à l'étranger.

Viser dès aujourd'hui cet objectif et agir en conséquence implique le respect d'un certain nombre de règles :

- Développer les points forts en intégrant les paramètres actuels et l'environnement futur
- Rétablir les anciens points forts comme le goût du travail, la flexibilité du marché du travail, l'accent sur la qualité et le service
- Neutraliser les faiblesses
- Promouvoir les chances, renoncer à ce qui ne marche pas
- Favoriser l'innovation et le goût du risque
- Regrouper et promouvoir les savoir-faire existants ou à développer, ainsi que les compétences culturelles
- Renforcer la compétitivité par des facteurs attractifs autres que les prix
- Garder la compétitivité internationale en point de mire
- Tenir compte de l'image perçue à l'étranger

De Heidi à la high-tech

La qualité de la localisation procède d'avantages comparatifs. La Suisse doit donc faire face à une concurrence accrue. Les transferts augmentent d'autant plus qu'un site étranger promet des coûts inférieurs, un accès plus aisé et moins cher à une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée,

des marchés plus vastes (là où la proximité avec la clientèle est importante), ainsi qu'une politique de localisation très active doublée d'une fiscalité avantageuse et d'une orientation client bénéficiant aussi aux nouveaux venus.

La Suisse, îlot de cherté, se trouve à un tournant. Elle doit choisir entre politique de l'autruche et désir d'avenir, entre désinvolture et souci de performance, entre Heidi et high-tech, entre médiocrité et grandes ambitions, entre destruction et renouvellement des ressources, entre aggravation et résolution des problèmes ; entre apathie et énergie, entre prévoyance étatique tous azimuts et responsabilité individuelle accrue, entre entêtement borné et volonté d'apprendre de ceux qui réussissent ; elle doit aussi choisir entre l'acceptation d'une perte d'importance et la volonté de redevenir un modèle de réussite. Une chose est sûre : la culture du plaisir n'est pas la meilleure façon de préparer l'avenir.

Le préalable des quatre « T »

L'avenir n'est pas acquis : la Suisse a de bons atouts pour maintenir et créer des emplois attractifs aux exigences variées. Mais le temps presse. La politique de localisation devient un élément central en tant que concept global coordonné incluant des mesures de marketing. Elle concerne de plus en plus la Suisse dans son ensemble et non plus tel ou tel canton : nous avons besoin d'une éducation et d'une formation de qualité supérieure, de conditions d'encadrement favorables dans les universités, d'un plus grand prestige social et d'un soutien ad hoc pour les enseignants de tous les degrés, d'une meilleure orientation professionnelle et d'une revalorisation de l'apprentissage.

Créativité et innovation requièrent très souvent « les quatre T » : technologie, talents, tolérance et trésorerie. La recherche et le

transfert précoce de savoir sont donc prioritaires. Nous avons besoin d'une recherche libre et d'une Suisse rayonnant dans le monde entier, mais aussi de la promotion des exportations, d'une politique migratoire privilégiant la main-d'œuvre très qualifiée, d'un marché du travail flexible et aussi, d'une manière générale, d'ouverture et de prise de risque.

La joie de vivre grâce à la performance

La pression des réalités économiques est énorme. La croissance et la création d'emplois requièrent donc encore plus de dynamisme et de discipline de la part des individus et des institutions. Il n'y a plus à tergiverser sur les réformes, il faut agir et accepter le changement comme une chance. Attendre un an équivaut à perdre des années de productivité et de croissance. Pas toujours populaire, la solution est d'une banale simplicité. Résister aujourd'hui aux réformes revient à être perdant demain.

Au-delà de toutes les réformes et aides étatiques ou institutionnelles, la progression professionnelle est d'abord de la responsabilité de chacun. Nous avons besoin d'une plus grande responsabilité individuelle dans le développement personnel et d'une revalorisation du rôle de la famille, d'une meilleure identification au travail et du respect de tout travail, le travail étant l'essentiel. Enfin, nous avons besoin de discipline, de formation continue, de flexibilité, d'une vie active plus longue, de joie de vivre grâce au désir de performance et de fierté pour une vraie contribution au label de qualité suisse. Céder nos emplois à une main-d'œuvre motivée en Asie ne serait finalement pas très intelligent. Le bien-être et la prospérité dépendent largement de nous, avec ou sans adhésion à l'Union européenne : une Suisse d'un nouveau format ayant retrouvé sa force d'antan n'est pas que chimère. <

MA LEADER 2 0 0 5

Media-Analyse Führungskräfte
Analyse média des dirigeants

mit/avec Top Leader

Leader: les 4 pour cent qui font la différence!

Quelles sont les compétences décisionnelles et les comportements des dirigeants helvétiques en matière de consommation et d'utilisation des médias? Vous le saurez en lisant l'analyse média MA Leader 2005 qui vous fournit des informations exclusives sur le sujet. Vous y apprendrez aussi comment toucher le plus efficacement possible les leaders et top leaders suisses. Commandez le volume de rapport (CD inclus) au prix de Fr. 300.– au 043 311 76 76 ou à l'adresse www.remp.ch

Vous trouverez des informations sur les titres francophones suivants:

Agefi – Bilan – Bulletin Credit Suisse f – Hebdo, L' – NZZ BusinessCombi – PME-Magazine – Temps, Le

Vous trouverez des informations sur les titres germanophones suivants:

Basler Zeitung – Berner Zeitung BZ GES – Bilanz – Bulletin Credit Suisse d – Cash – Facts – Finanz und Wirtschaft – Full House – Geo – HandelsZeitung – io new management – KMU Manager – KMU-Magazin – Magazin, Das – Metropool – Mittelland Zeitung GES – Neue Luzerner Zeitung GES – Neue Zürcher Zeitung (CH) – NZZ am Sonntag – NZZ BusinessCombi – NZZ Executive Plus (CH) – NZZ Executive Weekend (CH) – NZZ-Folio – Schweizer Bank – Schweizer Versicherung – SonntagsZeitung – St. Galler Tagblatt GES – Stocks – Südostschweiz, Die GES – Tages-Anzeiger – Vinum – Weltwoche, Die

WEMF Σ REMP

Texte : Jeremy Field, Global Fixed Income Credit Research

Des emprunts solidement arrimés à l'inflation

Quand on prête son argent, on reçoit en retour un rendement. Les fluctuations du taux d'inflation sont certes prises en compte, mais les prévisions peuvent se révéler fausses.

C'est pourquoi les emprunts indexés sur l'inflation sont une bonne protection contre les mauvaises surprises.

Au cours des dernières années, la plupart des pays de l'OCDE ont connu une tendance déflationniste accompagnée d'un faible niveau des taux. Il semble toutefois que cette évolution soit en train de s'inverser. Le prix élevé de l'énergie et des matières premières et la poursuite d'une politique budgétaire et monétaire expansionniste dans presque tous les pays industrialisés font qu'une couverture contre les risques inflationnistes présente actuellement un certain intérêt. A cet égard, les emprunts indexés sur l'inflation offrent à l'investisseur à la fois un revenu réel et une protection directe contre ces risques. Ils permettent en outre une diversification du portefeuille en raison de leur faible corrélation avec les emprunts d'Etat et les obligations d'entreprise ou avec les actions.

Il existe différents types d'emprunts indexés sur l'inflation. Pour la plupart d'entre eux, des adaptations sont effectuées, aussi bien en ce qui concerne le coupon que la valeur nominale, en fonction des changements intervenus dans l'indice national des prix à la consommation (IPC) entre le moment de l'émission et celui du paiement du coupon, ou lors du paiement du coupon et du principal à l'échéance. L'indexation intervient avec un décalage dans le temps, car les chiffres officiels de l'inflation IPC sont publiés avec un certain retard. Les emprunts indexés sur l'inflation se réfèrent généralement aux premiers chiffres de l'IPC, non encore corrigés des variations saisonnières. Les révisions ultérieures des chiffres ne sont pas prises en compte.

Jeremy Field
jeremy.field@credit-suisse.com

« Les emprunts indexés sur l'inflation méritent toute notre attention. »



Emprunts et inflation

Lorsqu'un investisseur prête de l'argent à un gouvernement en achetant un emprunt d'Etat, il espère que les flux de paiements qu'il percevra pendant la durée de cet emprunt seront au moins équivalents au pouvoir d'achat de l'argent prêté. Les paiements de coupons que l'investisseur reçoit pour un emprunt d'Etat comprennent deux éléments : un rendement réel correspondant au taux minimum auquel les investisseurs sont disposés à prêter de l'argent et une composante couvrant les prévisions d'inflation sur toute la durée de l'emprunt. Ensemble, ces deux composantes constituent le rendement nominal.

Le panier de la ménagère définit l'inflation

Le taux d'inflation est habituellement calculé sur la base d'un panier de marchandises représentatif pour un ménage au cours d'une année donnée et reproduisant notamment les coûts de l'alimentation, de l'énergie, de l'eau et du loyer. Ce taux est soumis à des fluctuations constantes en fonction des variations de prix des produits. En 1990, par exemple, le taux d'inflation des Etats-Unis atteignait 6,3%. En février 2002, il est tombé à 1,1% pour remonter ensuite brusquement à 4,7% en septembre 2005 à cause de la hausse du prix de l'énergie et des destructions provoquées par les ouragans dans le pays (voir graphique page 63).

De 1987 à fin 2004 environ, les rendements des obligations ont reflété les prévisions bassières en matière d'inflation et ont eu plutôt tendance à reculer. On s'accorde à penser aujourd'hui que l'inflation devrait augmenter en 2005 et en 2006 dans la plupart des pays. Un investisseur détenant un emprunt non indexé sur l'inflation perdrait alors de l'argent en termes réels si celle-ci venait à grimper plus vite qu'il ne l'escomptait au moment de l'achat. Ce qui ne serait pas le cas avec des emprunts indexés sur l'inflation puisqu'il s'agit de titres dont les paiements annuels et la valeur nominale sont régulièrement adaptés aux chiffres officiels de l'IPC.

Il convient de mentionner ici une notion importante: l'inflation point mort. Pour un emprunt indexé sur l'inflation, elle correspond à peu près à la différence entre le rendement nominal d'un emprunt d'Etat de durée comparable et le rendement réel d'un emprunt indexé sur l'inflation. Si les taux d'inflation escomptés et réels sont identiques, peu importe que l'investisseur détienne un emprunt d'Etat conventionnel ou un emprunt indexé sur l'inflation de maturité

équivalente. L'inflation point mort reflète les prévisions d'inflation du marché pour une durée définie.

Conclusions et recommandations

Les récentes évolutions macroéconomiques laissent penser que l'inflation augmentera. Du coup, les emprunts indexés sur l'inflation méritent toute notre attention, car ils offrent une certaine protection contre les risques inflationnistes. A l'échéance, l'investisseur reçoit la valeur nominale corrigée de l'inflation, et les paiements des coupons effectués à intervalles réguliers sont calculés sur la base de cette valeur nominale. L'ajustement du coupon à l'inflation est basé sur le taux d'inflation IPC différé. En outre, la plupart des emprunts indexés sur l'inflation comportent une clause de protection contre la déflation garantissant à l'échéance un remboursement au moins au pair dans le cas où l'inflation IPC serait inférieure au niveau où elle se trouvait à l'émission. Les indices IPC utilisés ne sont généralement pas corrigés des variations saisonnières, ce qui accroît donc la transparence. On peut dire en conclusion que

les emprunts indexés sur l'inflation sont une classe d'actifs permettant une intéressante diversification du portefeuille. Des fonds de placement en plusieurs monnaies sont à la disposition des investisseurs privés. <

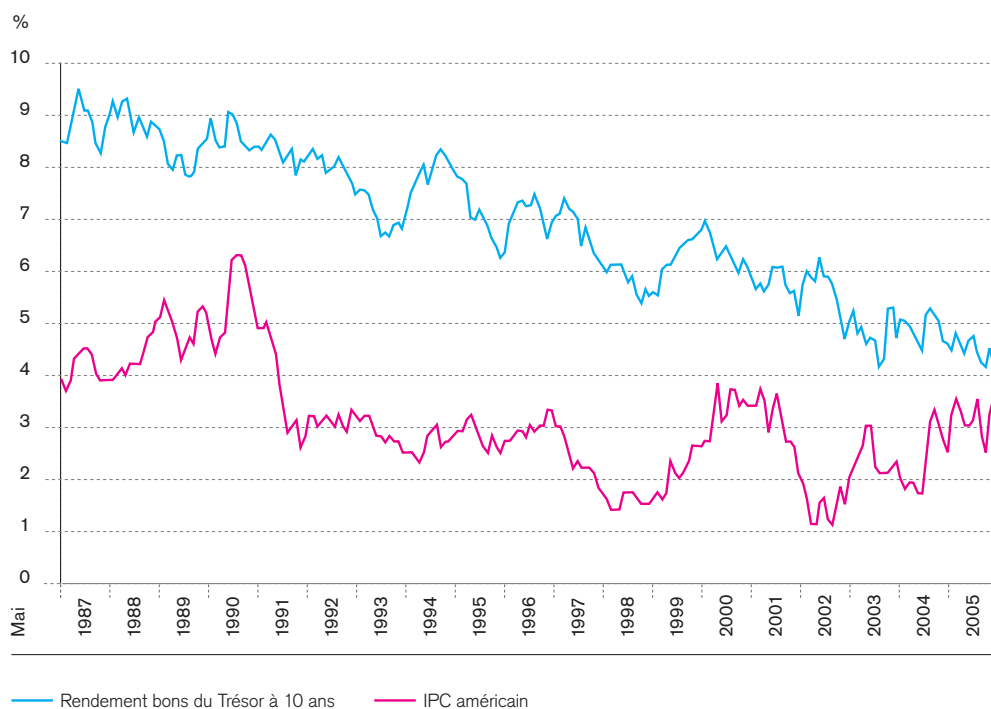
La Suisse n'a pas franchi le pas

Nombreux sont les gouvernements des pays industrialisés qui émettent des emprunts indexés sur l'inflation. Les chiffres entre parenthèses représentent la date de première émission de tels emprunts: Royaume-Uni (1981), Australie (1985), Canada (1991), Suède (1994), Etats-Unis (1997), France (1998) et Italie (2003). La Suisse n'a encore émis aucun emprunt de ce type.

IPC américain et rendement des bons du Trésor américains à dix ans

Le graphique montre l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) et le rendement à l'échéance des bons du Trésor à dix ans non indexés sur l'inflation.

Sources: Bloomberg, Credit Suisse



Texte : Elke Hanschel, Economic Research

Les « mégatendances », moteur de la croissance

Dans leurs prévisions à l'horizon 2010, les économistes du Credit Suisse classent parmi les branches d'avenir l'industrie high-tech et les services fondés sur le savoir. Les prestataires financiers ainsi que la chimie, la pharmacie et l'industrie du plastique font notamment partie des secteurs de croissance de l'économie suisse.

L'analyse à moyen terme des perspectives d'avenir des branches suisses repose sur deux constats : premièrement, la croissance de l'économie suisse, mesurée par rapport au produit intérieur brut (PIB), a nettement faibli depuis les années 1990. Deuxièmement, la mondialisation a contribué à durcir la concurrence, mais a créé aussi de nouvelles opportunités.

Cette analyse quantitative est complétée par une évaluation qualitative des « mégatendances ». Si ces dernières sont parfois déjà à l'œuvre aujourd'hui, elles constituent également de futurs facteurs de croissance.

Demande :

- Souci de la santé et du bien-être
- Orientation vers l'événementiel et les loisirs, commodité dans la consommation
- Conscience écologique et sociale
- Mobilité

Offre :

- Mondialisation
- Tertiarisation de la structure économique (passage de la société industrielle à la société de services)
- Techniques de communication et numérisation

Société et politique :

- Vieillesse de la population
- Déréglementation

Chaque mégatendance a été évaluée à l'aide d'un modèle de notation afin d'établir si elle aura ou non une influence clairement positive sur la croissance future des branches concernées (voir graphique page 65).

Les branches bénéficiaires

Les services financiers, l'industrie électrique et les fabricants d'instruments de précision ainsi que les industries chimique, pharmaceutique et du plastique peuvent largement bénéficier des mégatendances stimulant la croissance à long terme. Par contre, l'agriculture

et l'industrie alimentaire ainsi que la construction et ses fournisseurs n'en profiteront que marginalement.

Prestataires financiers : ils doivent répondre à une demande accrue d'assurances, en Suisse comme à l'étranger. La prévoyance vieillesse privée gagne en importance, car le vieillissement de la population sape toujours plus les bases des rentes étatiques. La mondialisation et la déréglementation de marchés financiers à fort potentiel de croissance comme la Chine permettent aux prestataires financiers suisses d'avoir accès à des marchés aux perspectives prometteuses.

Chimie, pharmacie et plastique : tournées vers les segments high-tech intensifs en recherche, la chimie et la pharmacie suisses profitent de l'attention croissante portée à la santé. Dans le secteur pharmaceutique, le vieillissement de la population et l'amélioration des possibilités de traitement assurent un bon potentiel de demande.

La mondialisation renforce la pression concurrentielle dans l'industrie du plastique, les fabricants des pays à bas coûts étant toujours plus nombreux à inonder le marché de leurs produits de masse. Toute une série de fabricants d'articles en plastique novateurs à forte valeur ajoutée, notamment pour l'industrie automobile, devraient toutefois pouvoir s'imposer sur le marché mondial.

Services aux entreprises : en tant que branche fondée sur le savoir, les services aux entreprises vont encore continuer à croître sensiblement en raison de la tertiarisation de l'économie. L'accroissement des interdépendances économiques a aussi des retombées positives sur ce secteur. En effet, les entreprises font volontiers appel aux services de conseillers lors de restructurations ou de l'externalisation d'activités.

Télécoms, informatique : les télécommunications et l'informatique profitent de la tertiarisation de l'économie et de la diffusion

Elke Hanschel
elke.hanschel@credit-suisse.com

« Il faut améliorer la productivité du travail de manière ciblée. »



toujours plus large des techniques de communication.

Les secteurs traditionnels peu concernés

Agriculture, industrie alimentaire : la déréglementation ne profitera guère à l'agriculture. S'il est vrai que la demande de denrées alimentaires évolue – les consommateurs achètent par exemple plus de produits bio et de compléments alimentaires –, elle n'en demeure pas moins saturée dans l'ensemble.

Construction et fournisseurs : ce secteur sera également peu touché par les mégatendances. Les tendances comme la mobilité, l'orientation vers les loisirs, la communication

ou la numérisation n'auront pas d'effet direct positif sur la croissance. La construction profitera peut-être marginalement du développement de la conscience écologique du fait de l'usage accru de matériaux sans impact sur la santé.

Conclusion : certaines branches suisses profiteront largement des mégatendances à long terme. Mais il existe aussi un certain nombre de branches, plutôt captives ou cloisonnées, dont le potentiel de croissance est moins bon. La Suisse doit donc améliorer la productivité du travail de manière ciblée et développer les avantages comparatifs de son économie, principalement dans les domaines à fort potentiel de la performance et de la

capacité d'innovation technologiques. Autrement dit, elle doit « convertir le savoir en croissance ».

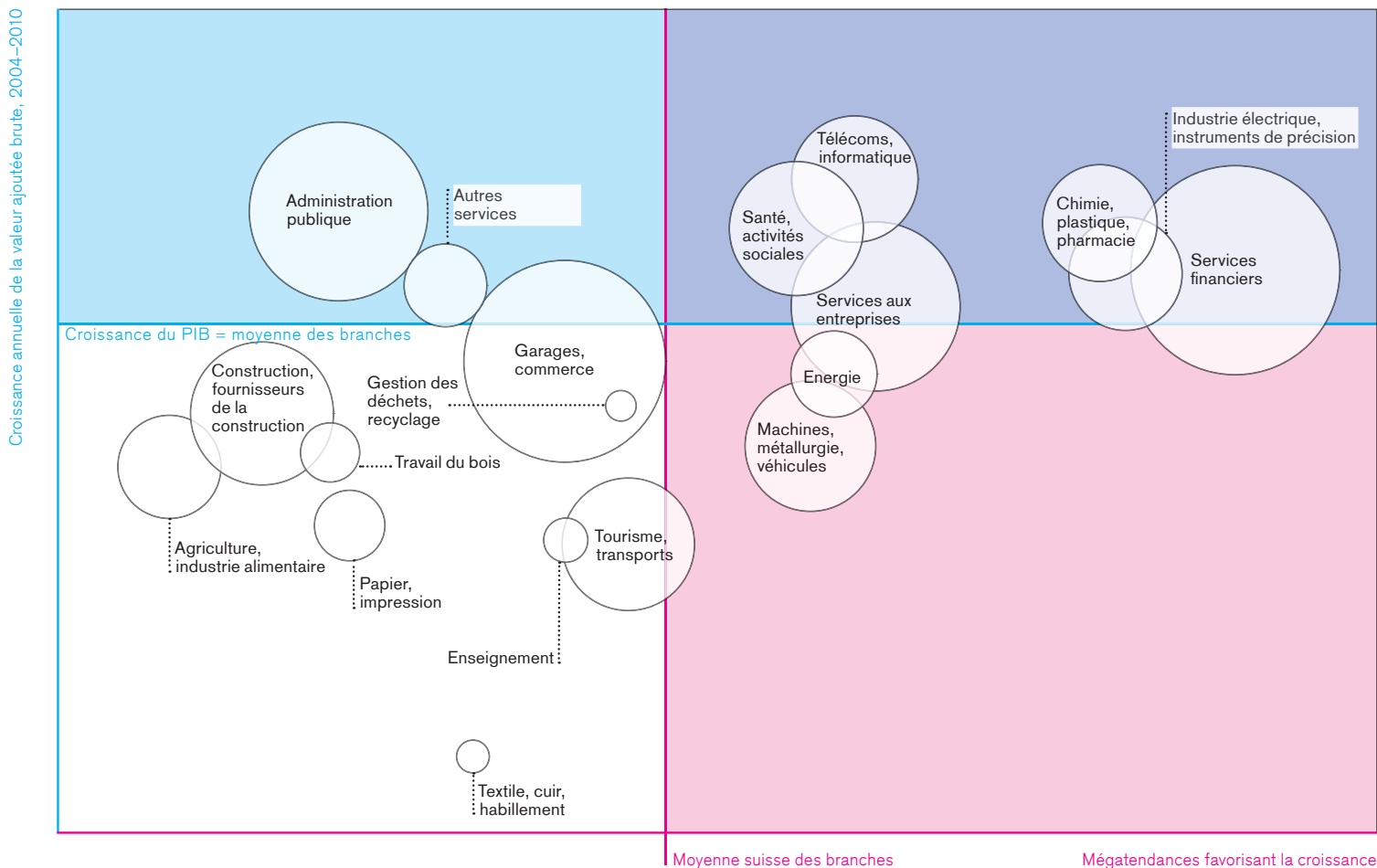
Etudes du service Economic Research sur le sujet :

> La Suisse en mutation – les branches comme composante de la croissance, Economic Briefing N° 41, octobre 2005, www.credit-suisse.com/research (Publications > Economic Briefing)

> Baisse du potentiel de croissance en Suisse, Swiss Issues, juin 2005, https://entry4.credit-suisse.ch/csfs/research/p/d/de/schweiz/konjunktur/media/pdf/kon_swiss_potential_0506_fr.pdf

Prévisions de croissance à l'horizon 2010 : les gagnants et les perdants

L'indice des mégatendances stimulant la croissance est reporté sur l'abscisse, alors que l'ordonnée reproduit une prévision tendancielle de la valeur ajoutée brute (VAB) des branches suisses. Cette prévision repose sur l'hypothèse d'une hausse annuelle réelle de 1,2% du produit intérieur brut (PIB) total de la Suisse jusqu'en 2010. La taille des bulles indique l'importance relative des branches pour l'économie suisse sur la base de la valeur ajoutée brute créée en 2004. Sources : Office fédéral de la statistique, Credit Suisse Economic Research



Texte : Olivier P. Müller, Equity Sector Research

L'innovation nourrit la croissance du secteur agro-alimentaire

Pour s'imposer dans le secteur agro-alimentaire, les fabricants doivent proposer des produits nouveaux et innovants, qui génèrent une croissance organique plus forte et des marges plus élevées.

Au cours des dernières années, le pouvoir de fixation des prix du secteur agro-alimentaire s'est continuellement affaibli. L'intensité de la concurrence, mais aussi l'émergence des marques de distributeurs ne permettent plus à la majorité des entreprises agro-alimentaires de répercuter aussi aisément les hausses de prix sur les clients. Le secteur des biens de consommation est confronté par ailleurs à plusieurs facteurs : la stagnation de la consommation en Europe, les craintes inflationnistes, l'augmentation du coût des matières premières, les dépenses de marketing croissantes et un mouvement de consolidation. Dans un tel contexte concurrentiel, il n'est pas étonnant que de très faibles taux de croissance organique soient devenus la règle. Seules quelques sociétés parviennent à afficher des taux de croissance supérieurs à la moyenne du secteur.

Croissance et marges plus élevées

Dans un environnement aussi difficile, l'augmentation des taux de croissance et celle des marges passent d'abord par l'innovation, tant en ce qui concerne les produits et les processus qu'en matière de réduction des délais entre le développement et la mise sur le marché (time-to-market). Ce phénomène touche l'ensemble du secteur des biens de consommation, et en particulier les fabricants de produits agro-alimentaires, pour qui la commercialisation de produits innovants est le sésame d'une croissance future stable de leur chiffre d'affaires en termes de prix comme de volumes. Les nouveaux produits génèrent en effet une croissance organique plus forte et des marges plus élevées. Faute

de concurrence, leurs prix sont plus faciles à augmenter que ceux de produits connus et bien établis.

Les clients sont enclins à déboursier davantage si un produit leur apporte une valeur ajoutée plus grande ou nouvelle. En d'autres termes : plus un produit est innovant, plus l'élasticité-prix de la demande est faible. Une fois les avantages du produit reconnus par les clients, le volume de la demande progresse également. La valeur ajoutée d'un produit agro-alimentaire peut ainsi relever de la santé et du bien-être, concerner sa facilité d'utilisation ou encore découler d'un effet de mode. Elle s'obtient par l'introduction d'un nouveau produit, par le recours à de nouvelles technologies ou par l'ajout d'additifs. Parmi les exemples récents, on peut citer les produits Evolus ou Benecol d'Emmi, qui ont un effet bénéfique sur la tension ou sur le taux de cholestérol. Cela n'empêche pas certaines sociétés de se concentrer sur des produits de niche ou haut de gamme. D'autres exemples sont fournis par trois entreprises agro-alimentaires particulièrement innovantes : Lindt & Sprüngli, Danone et Nestlé.

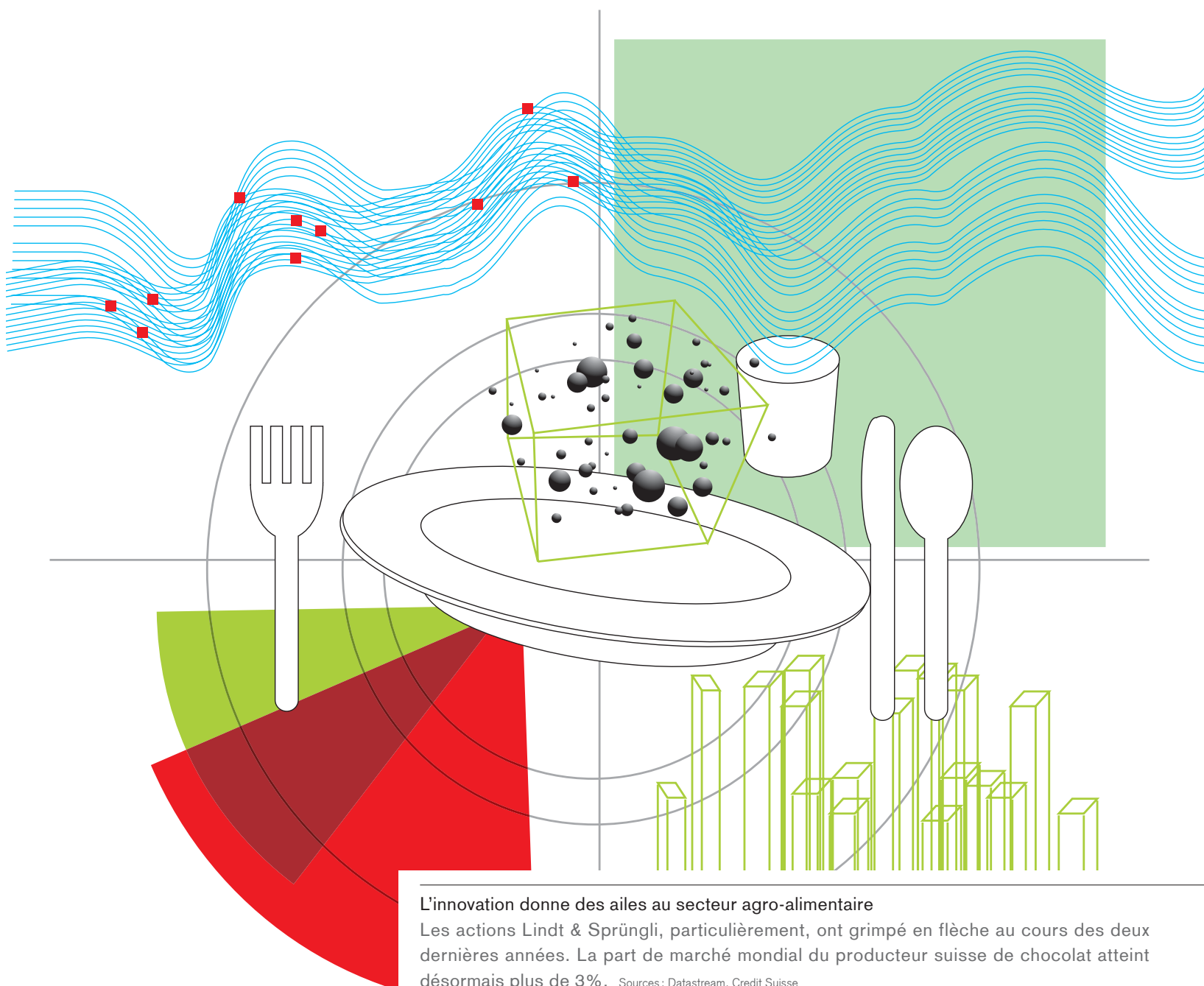
Lindt & Sprüngli : grande réactivité

Lindt & Sprüngli s'est imposé comme un fabricant de chocolat haut de gamme. Sa grande capacité d'innovation et sa présence croissante sur de nouveaux marchés porteurs lui ont progressivement permis d'atteindre des taux de croissance annuels de 8 à 9%, induits tant par les prix que par les volumes. Le groupe enregistre des marges commerciales en hausse constante et affiche désormais une part de marché mondiale dépassant 3%. >

Olivier P. Müller
olivier.p.mueller@credit-suisse.com

« Plus un produit est innovant, plus l'élasticité-prix de la demande est faible. »

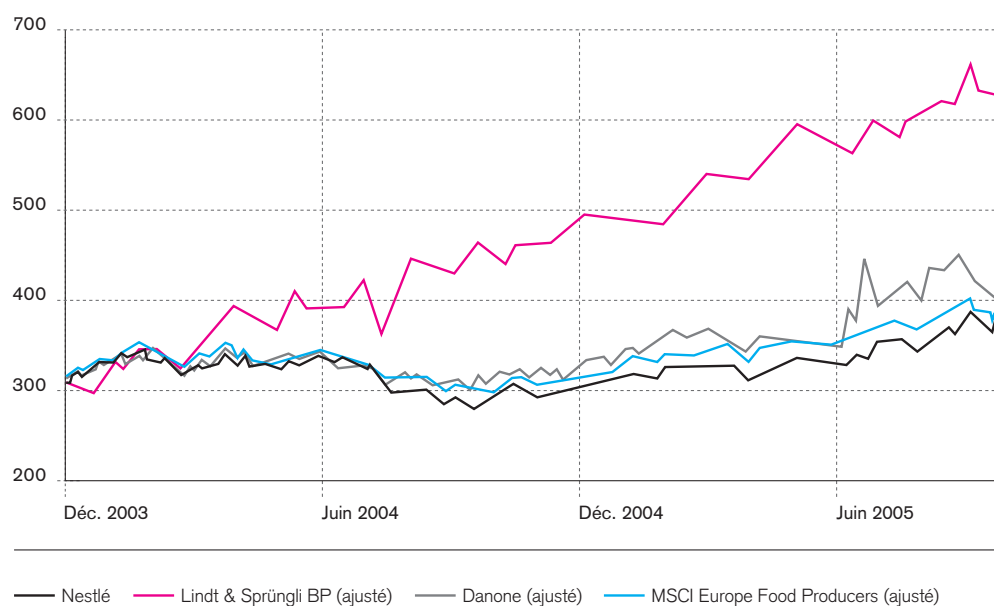




L'innovation donne des ailes au secteur agro-alimentaire

Les actions Lindt & Sprüngli, particulièrement, ont grimpé en flèche au cours des deux dernières années. La part de marché mondial du producteur suisse de chocolat atteint désormais plus de 3%. Sources : Datastream, Credit Suisse

Prix en francs suisses



Erich J. Windhab

Directeur de l'Institut des sciences alimentaires et de nutrition, EPF Zurich

« L'aspect de la santé est capital. »



Quelles sont les tendances actuelles de l'innovation dans le secteur agro-alimentaire ?

La tendance du « safe and healthy convenience food » se poursuit. Les aliments doivent être rapides et faciles à préparer, sûrs d'un point de vue toxicologique et hygiénique, équilibrés sur le plan nutritionnel, voire bénéfiques pour la santé, et bien sûr d'une fraîcheur irréprochable. L'aspect de la santé est capital ; ainsi, certains composants permettent de réduire les risques de maladies cardio-vasculaires ou de cancer. Côté production, le principal enjeu consiste à développer des techniques pour fabriquer facilement des produits présentant les caractéristiques souhaitées.

Quel est le rôle de la Suisse dans ce domaine au niveau international ?

Il est essentiel. Des sociétés comme Nestlé définissent pour ainsi dire le rythme de la recherche internationale dans l'agro-alimentaire. L'Ecole polytechnique fédérale (EPF) joue aussi un rôle important, de même que « Swiss Food Net », un réseau de compétences national permettant de coordonner les recherches sur les aliments. L'efficacité avec laquelle les résultats des recherches universitaires sont appliqués au développement de produits alimentaires, qui parviennent ensuite dans le réseau de la grande distribution, est absolument remarquable.

Le pic de la vague « bio » est-il dépassé ?

La vague « bio » a clairement établi sa raison d'être. Elle peut encore progresser mais, globalement, le niveau de saturation semble quasiment atteint. Cependant, l'évolution dépendra largement, dans ce domaine en particulier, du développement de la situation environnementale et des nouvelles exigences qui pourraient en découler. os

Grâce à sa structure décentralisée basée sur des responsables pays, Lindt & Sprüngli peut fabriquer des produits novateurs avec des délais de mise sur le marché très courts et réagir rapidement aux tendances de consommation, comme récemment avec le lancement de la gamme « Excellence ». Le suivi des produits implique le renouvellement régulier des recettes de fabrication, mais aussi du conditionnement et du format. C'est pourquoi Lindt & Sprüngli réactualise chaque année une grande partie de sa gamme de produits. L'esprit novateur de la société devrait continuer à se traduire ces prochaines années par une croissance annuelle du chiffre d'affaires supérieure aux objectifs de 5 à 7 %, grâce à des augmentations de prix et de volumes. Le marché anticipe une croissance équivalente du chiffre d'affaires et des marges.

Danone : des produits « sains »

Danone affiche régulièrement des taux de croissance du chiffre d'affaires supérieurs à la moyenne, déterminés par les prix et les volumes. Sa gamme de produits se répartit en trois grands secteurs, à savoir les biscuits et produits céréaliers, les produits laitiers et les boissons, sur lesquels la société est bien positionnée. Danone est en effet numéro un mondial des produits laitiers frais, numéro un ex aequo avec Nestlé de l'eau en bouteille et numéro deux sur le marché des biscuits. Dans ces trois secteurs, particulièrement celui des produits laitiers et de plus en plus celui des boissons, la société se distingue par une forte innovation. Elle commercialise régulièrement de nouveaux produits laitiers enrichis en additifs bénéfiques pour la santé, comme Activia, Actimel ou Danacol, ce dernier étant supposé abaisser le taux de cholestérol. Dans le secteur des boissons, Danone a complété sa gamme d'eaux minérales par des innovations telles que les « eaux enrichies », les « boissons fonctionnelles » et les « eaux aromatisées » (Volvic) dans le but de concurrencer le marché des sodas sucrés.

Nestlé : plus que des aliments

Nestlé accorde une importance croissante à l'innovation. A l'occasion de la journée des investisseurs, en juin dernier, la société a rap-

pelé que « l'innovation et la rénovation » des produits formaient deux des quatre piliers sur lesquels repose sa stratégie. Avec sa réorientation stratégique, Nestlé cherche à se positionner non plus comme une entreprise agro-alimentaire classique, mais de plus en plus comme un fournisseur de produits de santé et de bien-être alimentaires. Ses mots clés « nutrition » et « bien-être » ainsi que le slogan « Ensemble, mieux manger, mieux vivre » en offrent l'illustration. L'innovation et la rénovation jouent donc un rôle central dans cette évolution stratégique. Nestlé a lancé nombre de produits nouveaux très prometteurs : une glace allégée fabriquée selon la technologie « slow churned » et commercialisée aux Etats-Unis sous la marque Dreyer's, les Hot Pockets de Findus introduits en Suisse ou encore le chocolat Création Brownies de Cailler.

Nestlé commence d'ailleurs à récolter les fruits de ses importants investissements dans la recherche-développement (1,6 % du chiffre d'affaires). Les innovations des dernières années génèrent une croissance remarquable du chiffre d'affaires et de bonnes marges. C'est le cas du système Nespresso, lancé dans les années 1990, qui affiche une progression du chiffre d'affaires de 30 % sur les neuf premiers mois de 2005 et devrait contribuer au chiffre d'affaires de 2006 à hauteur de 1 milliard de francs suisses. Outre sa gamme intéressante de nouveaux produits, Nestlé détient des additifs dont la marque est déposée et qui offrent au consommateur une valeur ajoutée, comme LC1 ou Bifidus BL, censés renforcer le système immunitaire. Dans le secteur des eaux minérales également, Nestlé a su innover en proposant par exemple des eaux aromatisées (Vittel, Contrex).

L'innovation, un facteur décisif

Conclusion : nous estimons qu'il sera de plus en plus décisif pour les entreprises agro-alimentaires de remanier leur gamme de produits en vue d'y accroître la part des produits innovants. Ces sociétés pourront ainsi améliorer à long terme leur profil de croissance et de rentabilité. L'innovation devrait donc représenter l'une des principales tendances du secteur au cours des prochaines années. <

Im Weltinnenraum des Kapitals –
Für eine philosophische Theorie der Globalisierung



Par Peter Sloterdijk, édition reliée, en allemand, 415 pages,
ISBN 3-518-41676-6

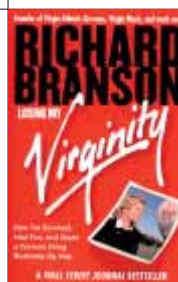
Peter Sloterdijk, philosophe allemand reconnu depuis le succès médiatique retentissant de ses « Règles pour le parc humain » publiées en 2000, présente son nouveau livre, consacré à « une entreprise dont on ne sait pas s'il faut la considérer comme impossible ou en décalage avec son temps ». Dans sa dernière œuvre, ce professeur d'esthétique et de philosophie s'est donné pour objectif ambitieux d'« esquisser une théorie du présent ».

Attention toutefois, ce livre n'est pas fait pour être lu dans le train sauf si l'on souhaite impressionner ses voisins. Comme l'indique Marcel Reich-Ranicki, célèbre critique littéraire allemand, « c'est un livre difficile ». Mais à la lecture, on se demande parfois qui du lecteur ou de l'auteur a perdu le fil.

Sans mâcher ses mots, et avec quelques pointes d'humour, le philosophe décortique le phénomène de la globalisation, souvent abordé, mais presque toujours sous l'angle économique, et recadre le débat selon sa propre perspective. Car il en est convaincu : « Des copies pirates de l'ignorance circulent librement dans le monde entier. »

Dans son livre, Peter Sloterdijk défend la thèse selon laquelle ce que l'on qualifie aujourd'hui de globalisation n'est que la phase finale d'un processus entamé par Christophe Colomb. L'« espace capitaliste intérieur » représente la dernière étape de la globalisation. Une vaste zone de confort est née, semblable au célèbre Palais de cristal de Londres, dans laquelle seul un quart de l'humanité trouve place aux côtés des gagnants de la globalisation. Les autres restent dehors, attendant une ère nouvelle, pleine de promesses, qui, selon le philosophe, pointe déjà à l'horizon : l'ère solaire. Ruth Hafen

Losing my Virginity – How I've Survived, Had Fun,
and Made a Fortune Doing Business My Way



Par Richard Branson, édition brochée, en anglais, 416 pages,
ISBN 0812932293

Tel un livre de Karl May, l'autobiographie de Richard Branson commence dans le désert et raconte l'une des nombreuses aventures médiatisées (en l'occurrence, le tour du monde en ballon) pour lesquelles Branson est désormais aussi célèbre que pour son empire commercial. Si elle prend parfois le ton de la conversation de salon, cette autobiographie n'en reste pas moins passionnante. Le lecteur se réglera des nombreuses réminiscences de la vie de cet homme d'affaires surprenant : la dure réalité des introductions en Bourse, des acquisitions d'entreprises et des faillites alterne avec les péripéties en ballon, les traversées de l'Atlantique en hors-bord et autres achats d'îles, sans oublier les anecdotes sur le milieu du rock. « L'industrie du rock est l'exemple type du capitalisme dans ce qu'il a de plus cruel », reconnaissait Branson à peine établi dans le secteur.

Ce self-made-man a commencé sa carrière à l'adolescence comme éditeur d'un journal étudiant. Peu à l'aise avec l'expression écrite du fait de sa dyslexie, c'est grâce au téléphone qu'il a pu faire la preuve de ses talents de manager. Au journal étudiant ont succédé la vente de disques par correspondance, un premier magasin de disques, un studio d'enregistrement, un label personnel, une maison d'édition et une compagnie aérienne. Entrepreneur jusqu'au bout des ongles, Richard Branson a touché à presque tous les domaines. Sa philosophie des affaires est elle aussi étonnante : « Pas la peine de se lancer si l'on ne pense qu'au seul profit. Le secteur visé doit intéresser personnellement l'investisseur, être motivant et stimulant pour la créativité. » Outre son flair légendaire, Branson sait utiliser les médias avec habileté, ce qui, comme le prouve ce livre, contribue largement à sa réputation de pirate des affaires. Ruth Hafen

Editeur Credit Suisse, case postale 2, 8070 Zurich, téléphone 044 333 11 11, fax 044 332 55 55 Rédaction Daniel Huber (dhu) (direction), Marcus Balogh (ba), Michèle Bodmer (mb), Ruth Hafen (rh), Andreas Schiendorfer (sch), Olivia Schiffmann (os), Andreas Thomann (ath), Rebecca Schraner (rs) (stagiaire) e-mail redaktion.bulletin@credit-suisse.com Internet www.credit-suisse.com/emagazine Marketing Veronica Zimic, téléphone 044 333 35 31 Réalisation www.arnoldesign.ch : Daniel Peterhans, Karin Bolliger, Urs Arnold, Georgina Balint, Arno Bandli, Benno Delvai, Renata Hanselmann, Annegret Jucker, Alice Kälin, Monika Isler et Petra Feusi (planning et exécution) Adaptation française Anne Civel, Michèle Perrier, Jean-Michel Brohé, Aldo Giovannoni, Nathalie Lamgadar, Bernard Leiva, Virginie Mainguy, Marie-Sophie Minart, Isabelle Paoli, Stéphane Plagnol, Claudio Poloni Annonces Yvonne Philipp, Strasshus, 8820 Wädenswil, téléphone 044 683 15 90, fax 044 683 15 91, e-mail yvonne.philipp@bluewin.ch Tirage contrôlé REMP 2004 129 620 exemplaires Impression NZZ Fretz AG Commission de rédaction Gaby Bischofberger (Internet Banking Services), René Buholzer (responsable Public Affairs Credit Suisse Group), Othmar Cueni (responsable Corporate & Retail Banking Northern Switzerland, Private Clients), Monika Dunant (responsable Public Relations Credit Suisse), Eva-Maria Jönn (Customer Relation Services, Marketing Winterthur Insurance), Charles Naylor (Chief Communications Officer Credit Suisse Group), Fritz Stahel (Credit Suisse Economic Research), Bernhard Tschanz (responsable Research Switzerland), Burkhard Varnholt (responsable Financial Products), Christian Vonesch (responsable du secteur de marché Clientèle privée Zurich) 111^e année (paraît cinq fois par an en français, en allemand et en italien). Reproduction autorisée avec la mention « Extrait du Bulletin du Credit Suisse ». Changements d'adresse Les changements d'adresse doivent être envoyés par écrit, en joignant l'enveloppe d'expédition, à votre succursale du Credit Suisse ou au Credit Suisse, ULAZ 12, case postale 100, 8070 Zurich.

Cette publication a un but uniquement informatif. Elle ne constitue ni une offre, ni une invitation du Credit Suisse à acheter ou à vendre des titres. Les références aux performances antérieures ne garantissent nullement des évolutions positives dans l'avenir. Les analyses et conclusions exposées dans la présente publication ont été élaborées par le Credit Suisse et peuvent déjà avoir été utilisées pour des transactions des sociétés du CREDIT SUISSE GROUP avant leur communication aux clients du Credit Suisse. L'avis du CREDIT SUISSE GROUP, présenté dans cette publication sous réserve de modifications, a été émis à la date de la mise sous presse. Le Credit Suisse est une banque suisse.



Nikolaus Gelpke : « Je ne supporte les montagnes que quand je suis là-haut. »

Texte : Daniel Huber Photo : Mathias Bothor

« La Suisse est très internationale »

Les succès sont rares sur le marché des revues. « mare », magazine allemand sur la mer, fait figure d'exception. Entretien avec le Suisse Nikolaus Gelpke, fondateur, rédacteur en chef et éditeur de « mare ».

Bulletin: Pouvez-vous citer trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse ?

Nikolaus Gelpke: La réserve, une certaine inquiétude aussi mais, dans le même temps, une très grande ouverture sur le monde.

La Suisse, ouverte sur le monde ?

Je ne connais aucun autre pays aussi petit et insignifiant que la Suisse qui soit à ce point international. Prenons l'exemple du suisse allemand, qui assimile plus facilement que toute autre langue les termes étrangers, en particulier anglais. Que l'on approuve ou non cette tendance, c'est un autre débat. Dans le domaine culturel aussi, des villes comme Zurich et Bâle sont très internationales. Ce qui semble aller de soi sur les bords de la Limmat est beaucoup plus difficile à Hambourg, par exemple.

Comment expliquez-vous cela ?

Je ne peux qu'émettre des suppositions. L'histoire joue probablement un rôle dans cette situation, mais c'est aussi une question de caractère : le besoin de sortir de son coin. Sans oublier que les Suisses ont toujours pu se le permettre.

Vous êtes Suisse et vivez dans le plat pays du nord de l'Allemagne. Les montagnes ne vous manquent-elles pas ?

Pas vraiment. En fait, je ne les supporte que quand je suis là-haut. Les plaines sont synonymes de vie alors que, d'en bas, les montagnes nous semblent plutôt effrayantes et perdues dans les nuages. J'ai tendance à déprimer dans une vallée encaissée. Je peux donc mieux satisfaire ma soif d'espace ici, au bord de la Baltique.

Vous sentez-vous encore Suisse ?

Pour plaisanter, je dis souvent à des amis allemands que les Suisses sont les meilleurs Allemands qui soient. J'entends par là que nous sommes plus sérieux et plus ponctuels. Bien que j'aie passé la majeure partie de ma vie en Allemagne plutôt qu'en Suisse, certains traits de caractère typiquement helvétiques transparaissent encore chez moi, et ça me plaît. Par exemple, la maîtrise des coûts est primordiale à mes yeux. J'ai toujours envie d'économiser, y compris dans le domaine de l'édition. J'ai d'ailleurs amélioré sensiblement les bilans des deux dernières années en réduisant les coûts.

Est-ce une envie ou plutôt une nécessité ?

Depuis que nous avons fondé notre maison d'édition il y a trois ans, en plus du magazine et des émissions de TV et de radio, la marque « mare » est devenue bien plus forte. C'est une bonne chose, mais cela coûte de l'argent. La situation n'est quand même pas dramatique,

malgré une certaine pression. C'est la première fois que nos bailleurs de fonds nous fixent un délai pour présenter un bilan positif.

Votre revue « mare » a-t-elle des influences suisses ?

Beaucoup. J'ai eu l'idée de créer un « magazine des océans » avec deux Suissesses et une Allemande. Mes deux compatriotes et moi-même étions abonnés à la revue culturelle « du » dans notre jeunesse et cette influence est bien visible dans « mare ». D'ailleurs, peu de temps après la parution de notre premier numéro, Dieter Bachmann, l'ancien rédacteur en chef de « du », m'a félicité d'avoir si bien copié sa revue, ce qui évidemment était une forme de reconnaissance.

D'un point de vue économique, « du » est un mauvais exemple, puisque le magazine n'a pas rencontré le succès et a été vendu par la société editrice Tages Anzeiger Verlag. Que faites-vous différemment ?

Nous traitons des thèmes plus proches du grand public. Par exemple, l'an prochain, nous consacrerons un numéro aux dauphins et pas à un sujet trop exotique. Nous veillons aussi à limiter le texte. L'ancienne formule de « du » était trop dense en la matière. Nous nous considérons plutôt comme un magazine de reportage culturel. Un autre phénomène a entravé le développement de « du » : il est très difficile pour les revues suisses de percer sur le marché allemand, et celles qui y parviennent ont un lectorat marginal. Du reste, les magazines autrichiens en sont totalement absents.

En d'autres termes, si les Suisses aiment lire et acheter les magazines allemands, l'inverse n'est pas vrai, et un Suisse doit donc vivre en Allemagne pour y publier une nouvelle revue.

C'est tout à fait cela. Il est d'ailleurs intéressant de constater la forte proportion de journa-

Portrait

Nikolaus Gelpke, 43 ans, a grandi à Zurich. Après sa maturité, il séjourne près d'un an chez l'océanographe Elisabeth Mann Borgese, à Halifax, puis étudie sur ses conseils la biologie marine à Kiel. Il construit ensuite un voilier, gagne sa vie occasionnellement comme plongeur et accompagne Jacques Piccard à bord de son sous-marin dans les profondeurs du Léman. Nikolaus Gelpke vit à Kiel, au bord de la mer, avec son épouse et ses deux enfants.

listes suisses et autrichiens qui travaillent dans la presse allemande.

Mais pourquoi quelqu'un comme vous, qui vient d'un pays sans littoral, publie-t-il un magazine des océans pour les gens de la mer dans le nord de l'Allemagne ?

Les « gens de la mer », comme vous les appelez, ne s'intéressent pas tellement à celle-ci. Ils la côtoient chaque jour et la maudissent souvent, car elle apporte le mauvais temps ou des rafales de vent. Pour eux, elle est là tout simplement. Beaucoup ne savent même pas nager. Se passionner pour quelque chose est un sentiment bien plus fort que de vivre quotidiennement avec l'objet de son désir.

La mer a aussi une face cachée : elle est de plus en plus polluée et les poissons disparaissent peu à peu. Votre magazine n'en parle presque pas. Etes-vous trop idéaliste ?

Je proteste avec véhémence. Nous abordons souvent des thèmes politiques et écologiques très sensibles, mais ils sont perçus différemment par beaucoup de personnes. Les lecteurs sont habitués à une illustration un peu simpliste de ces sujets. Dans « mare », ceux-ci sont traités comme n'importe quel autre récit en ce qui concerne la qualité des photographies et la mise en page. Pourquoi un article culturel devrait-il être présenté avec style et pas un reportage écologique ?

Vous avez évoqué votre soif d'espace. Pourquoi n'êtes-vous pas devenu capitaine au lieu d'étudier la biologie marine ?

Elisabeth Mann Borgese, mon mentor et la fille cadette de Thomas Mann, m'a poussé dans cette voie. Cette femme fascinante, qui a beaucoup compté dans mon parcours professionnel, a tenté toute sa vie durant d'améliorer

le monde, et la mer a joué un rôle capital dans son combat.

Comment avez-vous connu cette femme ?

Une amie de ma mère la connaissait et elle était convaincue qu'Elisabeth pourrait m'aider. A 6 ans, je savais déjà que ma vie aurait un rapport avec les océans. Aussi, après avoir passé ma maturité, je suis parti pour Halifax afin de rencontrer Elisabeth. J'y suis resté presque un an. D'abord, je me suis occupé de ses sept set- ters irlandais, puis j'ai inventorié sa bibliothèque. Outre des livres, de nombreuses lettres et des manuscrits de ses frères, celle-ci comprenait des milliers d'ouvrages sur la mer. J'ai énormément appris sur les océans, et Elisabeth m'a conseillé d'acquérir des bases solides en étudiant la biologie marine. Voilà comment j'ai débarqué à Kiel, où je vis encore aujourd'hui. <



Jacky Gillmann, Président – directeur général

Votre investissement porte ses fruits.

LOSINGER

Contribuer à la performance de nos clients est notre première ambition. Comprendre vos besoins, savoir vous conseiller, vous offrir des solutions optimisées et finalement, nous engager à réaliser votre ouvrage dans le respect des délais, de la qualité et des prix. Quelles que soient vos attentes, nous sommes à votre écoute; rencontrons-nous. Losinger Construction SA, +41 (0)58 4567 268, www.losinger.ch

Entreprendre à l'écoute d'un monde exigeant

L'empire multimédia de « mare »

« mare » n'est pas qu'une revue, c'est aussi une émission de TV et de radio, des livres audio et de photos et une maison d'édition.



Numéro 10 de « mare » consacré à la Suisse, publié pour la foire du livre de Francfort en 1998.

Durant l'été 1994, Nikolaus Gelpke discute pour la première fois concrètement de son idée de magazine sur les océans avec des amis. A l'automne 1996, après s'être heurté au refus de plusieurs grands éditeurs, le Suisse crée sa propre société editrice, « Dreiviertel Verlag » (éditions trois quarts), baptisée ainsi car les trois quarts du globe sont formés d'océans.

Le 9 avril 1997 paraît le premier numéro de « mare » sur le thème des traversées trans-atlantiques. La nouvelle revue se targue d'offrir un regard inhabituel sur la mer et sa faune grâce à un style narratif informatif et intemporel qui s'apparente à celui d'un livre. Le succès ne se fait pas attendre et conforte les fondateurs de « mare » dans leur décision. Le numéro quatre, consacré aux « gens de la mer », reçoit plusieurs récompenses : pour la photographie, la typographie et les récits. En 1998, le magazine réalise un coup de maître à la foire du livre de Francfort avec son dixième numéro, dédié à la Suisse, pays invité d'hon-

neur de la manifestation cette année-là. Dans le même temps, « mare » lance en terres helvètes la plus grande campagne d'affichage réalisée à ce jour, qui reproduit la une audacieuse de la revue. Celle-ci paraît six fois par an, avec un tirage de 40 000 exemplaires environ, dont la moitié vendue sur abonnement. « mare » ne mise pas sur l'actualité, et les anciens numéros peuvent encore être commandés en ligne. Les tout premiers, aujourd'hui épuisés, sont devenus des pièces de collection recherchées qui se vendent jusqu'à 350 euros sur Ebay, le site d'enchères en ligne.

« mare » ne se résume pas à un magazine ; c'est un petit empire multimédia. La première émission « mare TV », par exemple, est diffusée le 25 janvier 2001. Ce programme mensuel est produit par « mare » en coopération avec la chaîne de TV allemande NDR. Un an plus tard, Nikolaus Gelpke et Nikolaus Hansen fondent la maison d'édition « mare » et présentent leur projet de publication à la foire du livre.

En janvier 2004, l'empire s'agrandit avec « mare Radio », une émission thématique mensuelle de deux heures produite et entièrement réalisée par Radio Bremen et Nordwestradio.

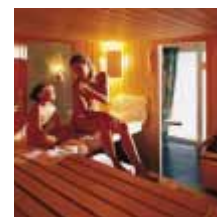
« mare » propose aussi des livres audio et, depuis peu, des livres de photographies, également disponibles sur abonnement. La prochaine étape s'inspire directement du premier numéro du magazine, puisque le groupe s'apprête à franchir l'Atlantique et à s'exporter hors des pays germanophones. Des négociations sont en cours avec un grand éditeur américain pour l'octroi d'une licence. dh

Le Bulletin met en jeu dans emagazine (rubrique Concours) cinq exemplaires du numéro épuisé de « mare » sur la Suisse.
www.credit-suisse.com/emagazine

KLAFS

Les spécialistes du 'wellness'

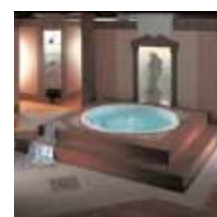
Design, qualité, compétence
et service sont garantis
par le leader du marché.



Sauna/Sanarium



Bain de vapeur



Whirlpool

Vous trouverez de plus amples
informations dans notre catalogue
gratuit de 120 pages, incl. CD-Rom.

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No. postale / Lieu _____

Téléphone _____

KLAFS

Klafs Sauna-Construction SA

13, Rue Gambetta, 1815 Clarens
Téléphone 021 964 49 22,
Téléfax 021 964 71 95
clarens@klafs.ch, www.klafs.ch

D'autres bureaux de vente:
Baar, Berne, Brig, Coire, Dietlikon.

@propos

Zut alors !

marcus.balogh@credit-suisse.com



La Suisse, toujours la Suisse. Le présent numéro du Bulletin incitant au nombrilisme, quoi de plus logique que cette rubrique traite elle aussi de notre chère Helvétie. Il est beaucoup question aujourd'hui de village global, de communauté Internet ou encore de l'abolition des frontières. Faut-il en déduire que les particularismes de nos différentes régions linguistiques s'effacent sur la Toile ? Toujours irréprochable en matière de politiquement correct, Google propose une page d'accueil spécifique pour chaque région. J'ai donc voulu en avoir le cœur net et mener une petite enquête, qui ne se veut ni scientifique ni représentative.

En introduisant comme critères de recherche « Suisse » et « Internet », j'ai pu constater que le portail suisse alémanique faisait dans la sobriété. Parmi les occurrences, on trouve un dossier de l'Eglise catholique ayant pour thème Internet et la communication, de

même qu'un lien vers les administrations publiques (www.ch.ch). Difficile de faire plus prosaïque... Ce n'est que bien plus bas dans le classement que le ton devient plus léger. On apprend ainsi qu'un numéro de téléphone spécial (le « téléphone loup ») a été mis en place à l'intention des bergers confrontés au retour du loup. A noter également, une mise en garde de la « Communauté d'intérêts des tortues en Suisse » qui demande aux parents de ne pas offrir ces charmantes petites bêtes à leurs enfants.

Les Romands et les Tessinois, quant à eux, sont davantage portés sur les plaisirs de la vie. En effet, en quatrième position de la page suisse romande figure l'Association Suisse des Musiciens, alors que la suite du palmarès indique un lien sur la fabrication du gruyère. La page suisse italienne s'ouvre, elle, par un dossier sur la langue italienne en Suisse et – tiens, encore lui ! – un lien sur le

loup. En résumé : des informations terriblement sérieuses d'un côté, musique, fromage et loup de l'autre. Il semblerait donc que les Romands et les Tessinois s'amusent davantage que les Alémaniques. Le doute s'insinue en moi : et si, en fin de compte, Internet n'abolissait pas vraiment les frontières et que le « röstigraben » existe bel et bien sur le Net ? Dans ce cas, le Romand s'exclamerait : « zut alors ! » (une interjection pour laquelle Google recense environ 100 000 occurrences). En bon Alémanique, j'utiliserais sans doute une expression plus imagée : à qui veut me faire croire qu'Internet efface toutes les différences, je répliquerai par une insulte très suisse allemande, quoique pas vraiment politiquement correcte, trouvée sur le site spécialisé www.schimpfmaschine.ch. Que pensez-vous par exemple de « samtweich durchgeknallter Schiessbuden-Desperado » ?

emagazine



Forum en ligne : le monde des dérivés

Nombreux sont les investisseurs qui se trouvent face à un dilemme : d'un côté, ils voudraient pouvoir profiter des hausses sur les marchés des capitaux, des devises ou des matières premières, mais de l'autre ils craignent une chute brutale des cours. Et pourtant, les solutions existent. Sous forme de dérivés par exemple. Ces instruments financiers ont la réputation d'être risqués, alors même que la plupart d'entre eux visent à protéger l'investisseur d'éventuelles pertes. Aujourd'hui, le marché offre une large palette de produits répondant à tous les profils de risque. Et pour mieux vous faire connaître le monde des dérivés, emagazine organise un forum en ligne avec un spécialiste de ce domaine.

La procédure est très simple : vous posez une question à notre spécialiste et dès que la réponse est en ligne sur le forum, vous en êtes informé par e-mail. Seuls votre nom et votre prénom sont publiés, pas votre adresse e-mail.

Durée

Le forum a lieu jusqu'au 20 janvier 2006.

Spécialiste

Hans-Georg Vetterlin, responsable Structured Derivatives, Credit Suisse

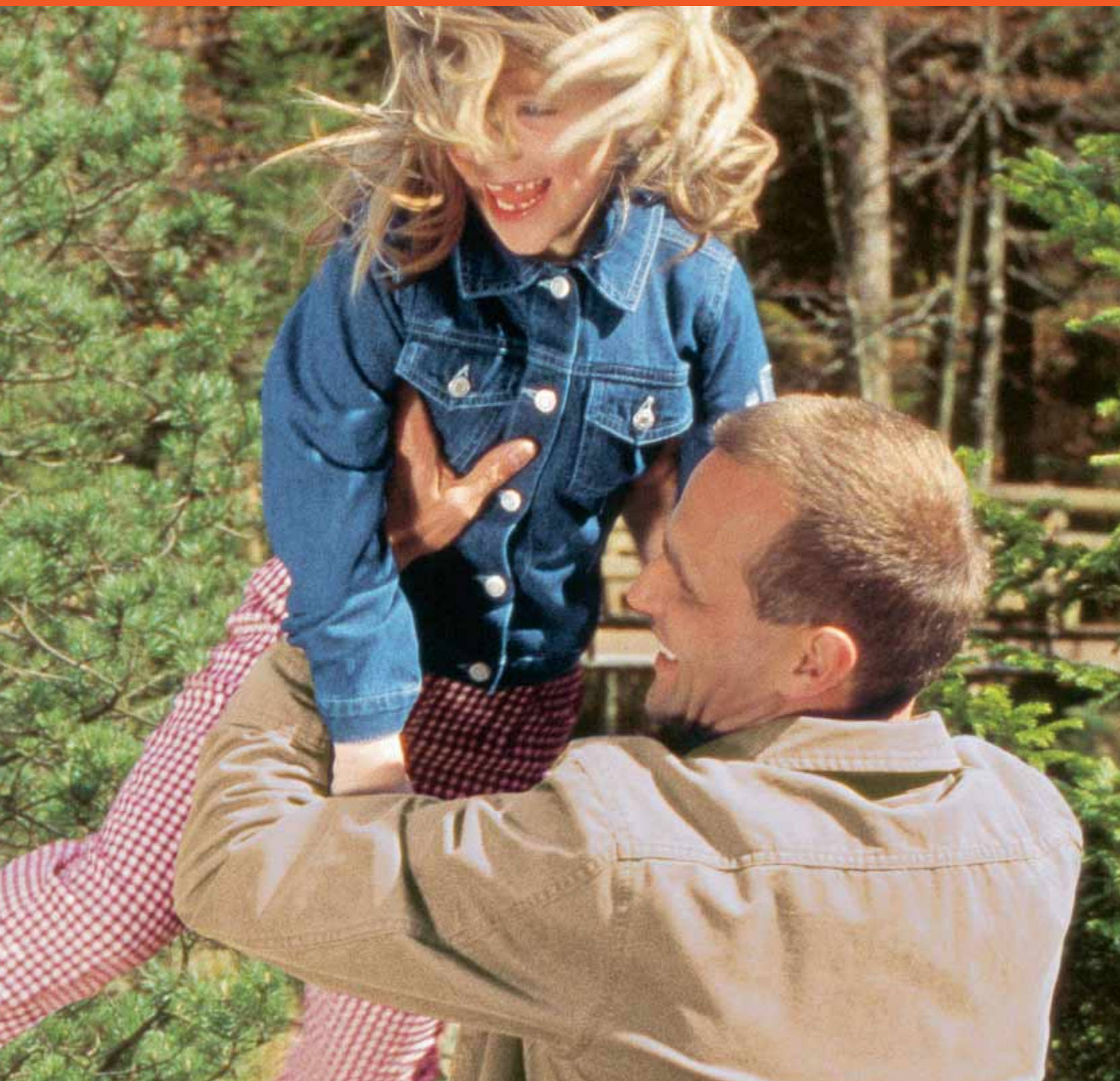
Participation

Le forum est ouvert à toutes les personnes résidant en Suisse, qu'elles soient ou non clientes du Credit Suisse.

Lien

www.credit-suisse.com/emagazine (rubrique Finance)

— Parce que son avenir est entre vos mains.



Epargne de prévoyance avec garantie. La Winterthur vous propose des solutions adaptées aux besoins de la vie, avec toute la flexibilité requise.

Bâissez votre avenir financier comme vous l'entendez. Avec un objectif d'épargne garanti et une couverture de prévoyance sur mesure. Téléphone 052 261 50 50, www.winterthur.com/ch ou directement auprès de votre conseiller.

Nous sommes là.

— **winterthur**



Il n'y a pas de roi en Suisse. Mais si vous vous sentez comme tel, c'est que notre conseiller en placement a réalisé son objectif.

Depuis 250 ans, la Banque Leu se montre extrêmement exigeante envers elle-même et s'est assignée un objectif unique: dépasser vos attentes les plus élevées. Ce n'est qu'une fois que nous connaissons et comprenons en détail vos objectifs que nous établissons votre profil de placement puis fixons ensemble la stratégie à suivre. Non pas une fois pour toutes, mais de manière systématique et répétée. Un entretien personnel vous fera mieux découvrir ce qui distingue notre établissement. Banque Leu SA, 10 – 12 Place Longemalle, 1204 Genève, téléphone 022 318 82 00, www.leu.com

Bienvenue au private banking.

Bank Leu
depuis 1755

